



# RAPPORT ANNUEL **2016**



BANQUE CENTRALE  
DES COMORES





RAPPORT  
ANNUEL **2016**





# Le Gouverneur

À

Son Excellence, Azali ASSOUMANI  
Président de l'Union des Comores  
MORONI



Monsieur le Président de l'Union des Comores,

Conformément aux dispositions légales, notamment l'article 63 des statuts de la Banque Centrale des Comores, j'ai l'honneur de vous présenter, le rapport annuel de notre institution, qui retrace l'évolution de la situation économique, monétaire et financière de notre pays, la situation du système bancaire ainsi que la gestion de la Banque Centrale des Comores au cours de l'année 2016.

En 2016, la croissance de la production mondiale a connu un ralentissement, passant à 3,1%, après 3,4% en 2015. En effet, malgré des politiques monétaires accommodantes et un niveau toujours faible des prix de l'énergie, la croissance économique a ralenti dans les économies avancées, passant de 2,1% en 2015 à 1,6% en 2016, tandis que dans les pays émergents, une certaine résilience a été observée, avec une croissance de 4,1% en 2016 comme en 2015. Toutefois, des évolutions contrastées ont été relevées : ralentissement du rythme de croissance en Chine et en Inde, même si les taux de croissance

demeurent performants (respectivement 6,7% et 6,8%), récession en Argentine et au Brésil, reprise vigoureuse en Russie même si le taux de croissance demeure négatif (-0,2% après -2,8% en 2015), ralentissement en Afrique sub-saharienne (1,4% après 3,4% en 2015).

En Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), l'activité économique a évolué dans un contexte marqué par l'amélioration du climat socio-politique, le taux de croissance réel du PIB passant de 6,6% en 2015 à 6,8% en 2016. Dans la zone CEMAC, l'activité économique est en repli avec une croissance estimée à 0,2% contre 1,6% en 2015.

Aux Comores, dans un environnement marqué par la tenue des élections du Président de l'Union et des Gouverneurs des Iles, l'activité économique s'est inscrite dans une dynamique positive, le taux de croissance ressortant à 2,2% après 1% en 2015, en raison de facteurs favorables. En effet, l'amélioration notable dans la production et la fourniture de l'électricité a permis de relancer

certaines activités économiques de transformation, qui fonctionnaient au ralenti. Cette croissance a été soutenue par la demande privée, qui a bénéficié du paiement régulier des salaires des fonctionnaires et de l'accroissement du financement bancaire, en dépit de la contraction des transferts courants de la diaspora. Au final, cette activité s'est déroulée dans un contexte d'évolution contenue des prix, avec un taux d'inflation de 1,8% en 2016 en moyenne annuelle contre 1,3% en 2015. Cette tendance se confirmerait en 2017 puisqu'on prévoit un taux d'inflation autour de 2% et un taux de croissance économique de 3%.

Dans le domaine des finances publiques, l'aide budgétaire et les ressources de la vente d'une licence de téléphonie mobile, toutes deux encaissées en fin d'année 2015, ont permis de réduire les tensions de trésorerie en cours d'année, sans toutefois empêcher la dégradation des principaux soldes budgétaires (solde primaire, solde budgétaire de base), en raison d'un accroissement des dépenses plus prononcé que celui des recettes.

Au niveau des comptes extérieurs, malgré la réduction du déficit commercial, le compte courant de la Balance des paiements s'est à nouveau détérioré, en liaison avec la forte contraction du solde excédentaire des transferts courants.

Au niveau de la masse monétaire, on observe un taux d'accroissement annuel de 10,3% contre une hausse de 17,1% en 2015. Cette évolution a résulté de la forte progression du crédit intérieur (+32,6%), l'encours des crédits à l'économie ayant augmenté de 6,5 milliards FC. En revanche, les avoirs extérieurs nets se sont contractés, occasionnant

une baisse du taux de couverture de la masse monétaire par les avoirs extérieurs nets à 55% contre 69,8% en 2015, et couvrant ainsi 7,5 mois d'importations de biens et services contre 9,2 mois en 2015.

La croissance régulière de la masse monétaire et l'évolution des fondamentaux de l'économie (croissance, inflation, liquidité du système bancaire...) ont conduit le Conseil d'Administration de la Banque Centrale des Comores à maintenir inchangé le taux de constitution des réserves obligatoires à 15%.

Au niveau du réseau bancaire et financier comorien, aucune évolution significative n'a été enregistrée par rapport à 2015, le système comptant toujours dix institutions agréées, réparties comme suit : 4 banques, 3 Institutions Financières Décentralisées (IFD) et 3 Intermédiaires financiers. Il comptabilise 113 guichets, hors sièges sociaux, répartis sur tout le territoire national.

Le total des bilans consolidés s'est accru de 15,8%, passant de 106,8 milliards FC en décembre 2015 à 123,7 milliards FC en décembre 2016.

Cette évolution s'explique d'une part, par une augmentation de 17% des dépôts et une consolidation des fonds propres (+17,4%) et d'autre part, par un renforcement du financement bancaire à l'économie. La rentabilité globale du système s'est nettement améliorée, avec une

hausse de 92% par rapport à l'année 2015. La trésorerie nette totale de l'ensemble du système bancaire s'élève à 43 milliards à fin 2016, auxquels il faut soustraire 15 milliards de réserves obligatoires, soit une capacité réelle de financement du système bancaire de 28 milliards.

L'année 2016 a également été marquée par la poursuite des réformes structurantes initiées par la BCC, en vue d'améliorer les conditions d'exercice de l'activité bancaire et financière et de conforter la stabilité du secteur. On peut citer notamment :

- > l'augmentation de la production des données de la Centrale de Risques et des Incidents de paiement, avec 17,390 consultations enregistrées en 2016 contre 6,871 en 2015,

- > la mise en application de la nouvelle réglementation prudentielle,

- > la poursuite des travaux avec l'Agence Française de Développement visant à diversifier l'offre du secteur bancaire et financier et l'adapter aux besoins de financement du secteur productif comorien, une convention de financement devrait être signée dans ce sens courant 2017,

- > la poursuite des travaux sur la modernisation des instruments de politique monétaire, par l'émission des bons de la Banque Centrale,

- > la poursuite des travaux sur le projet de bi-bancarisation afin d'inciter la diaspora à épargner dans des produits à moyen et long terme.

Par ailleurs, la Banque centrale s'inscrit parfaitement dans la voie de l'émergence que vous prônez depuis le début de votre mandat. En collaboration avec la Banque mondiale, des réformes importantes sont menées sur le Système national de Paiement, avec notamment le projet de mise en place d'un système de paiement et de règlement en temps réel et de monnaie électronique. Parallèlement, conscient de l'importance des nouvelles technologies dans l'amélioration de la culture financière de la population et par conséquent de la bancarisation, le Conseil d'Administration de la BCC a octroyé lors de sa réunion de juillet 2017, l'agrément à un établissement pour le lancement de produits liés à la monnaie électronique.

C'est dans cet esprit de rénovation, que nous avons jugé utile de placer l'inauguration de notre nouveau bâtiment, prévue pour le mois de décembre 2017, sous le thème du « rôle d'une Banque centrale dans le développement des économies ».

Je voudrais par ailleurs saluer votre soutien aux efforts engagés en vue de solutionner les difficultés rencontrées par les établissements de crédits au niveau de la justice. De nombreuses mesures ont été entreprises par votre gouvernement, et je cite notamment le vote par le Parlement de l'Union de la loi portant mise en place des tribunaux de commerce en Union des Comores.

Au niveau de la gestion interne de la Banque, dans un contexte international de taux d'intérêt bas, l'exercice 2016 s'est soldé par un bénéfice en hausse de 86%, s'élevant à 477 millions FC contre 257 millions FC en 2015, et après 515 millions FC en 2014. En effet, la stabilité des charges entre les

deux années et l'accroissement des intérêts sur le compte d'opération se sont traduits par une augmentation du Produit Net Bancaire, qui a permis un accroissement du résultat d'exploitation, en dépit de la hausse des charges, notamment des frais généraux.

En revanche, en termes de masse bilancielle, une baisse de 7,6 % est observée, en liaison avec la contraction des avoirs extérieurs (20%) à l'actif et de la circulation fiduciaire (-3,8%) et des engagements à vue (-24,8%) au passif.

Avant de terminer, je voudrais saisir cette occasion pour vous remercier, vous et votre Gouvernement, mais aussi les membres du Conseil d'Administration de la BCC pour la confiance témoignée en me nommant à la tête de cette noble institution.

Accompagné du personnel, dont je salue ici les compétences et le dévouement, je suis convaincu que nous mènerons à bien ces grands chantiers de réformes, qui serviront le pays dans son ensemble, et le secteur financier et bancaire plus particulièrement. Je mettrai, en effet, tout en œuvre pour que la politique monétaire puisse répondre aux besoins de croissance du secteur réel.

Vous souhaitant bonne réception de notre rapport annuel, je vous prie de croire, Monsieur le Président de l'Union des Comores, en l'assurance de ma très haute et respectueuse considération.

Le Gouverneur  
de la Banque Centrale  
des Comores

Docteur Younoussa Imani



# PARTIE 01

**PRINCIPALES  
ÉVOLUTIONS ÉCONOMIQUES**

# CHAPITRE 01

## L'environnement économique international

### RÉSUMÉ

Renchérissement des matières premières,  
Baisse légère de l'activité économique mondiale:  
3,1% en 2016 contre 3,4% en 2015

	2015	2016	2017 (prévisions)
Monde	3,4	3,1	3,5
Etats Unis	2,6	1,6	2,3
Royaume Unis	2,2	1,8	2
Japon	1,2	1	1,2
Zone euro	2	1,7	1,7
Chine	6,9	6,7	6,6
Inde	7,9	6,8	7,2
Russie	-2,8	-0,2	1,4
Brésil	-3,8	-3,6	0,2
Afrique subsaharienne	3,4	1,4	2,6

Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale, Avril 2017

La croissance de la production mondiale est estimée à 3,1% en 2016, après 3,4% en 2015, cette évolution étant observée dans les différents groupes de pays.

Aux Etats Unis, la croissance économique s'est inscrite en baisse, ressortant à 1,6% après 2,6% en 2015, dans un contexte marqué par l'appréciation du dollar et le niveau bas des cours du pétrole. La détente, enregistrée à partir du troisième trimestre 2016,

s'est traduite par une nette reprise des exportations et par une reconstitution de stocks plus rapide. Par ailleurs, les dépenses de consommation, principal moteur de l'activité, ont continué à progresser, notamment suite à un rebond des dépenses publiques fédérales visant à soutenir le marché du travail (hausse des salaires).

Au niveau de la politique monétaire, la Réserve fédérale a laissé les taux d'intérêt directeurs inchangés pendant quasiment toute l'année. En décembre 2016, compte tenu des évolutions observées et de ses anticipations, la Fed a mis fin à sa politique de taux bas, en augmentant sa fourchette de taux de 25 points de base, amorçant ainsi une remontée des taux.

En revanche, la politique budgétaire s'est légèrement assouplie au cours de l'année 2016, le déficit public passant 4,4% à 5% du PIB entre octobre 2015 et septembre 2016, et la dette publique s'élevant à 115,6% du PIB.

Au Royaume-Uni, l'activité économique a également évolué dans une tendance baissière comparée à l'année dernière. En effet, après 2,2% en 2015, le taux de croissance du PIB s'est élevé à 2%, traduisant en partie les chocs liés à la sortie du pays de l'Union Européenne suite au Référendum du 23 juin 2016. Tirée par la vigueur du secteur des services, la croissance a été soutenue par la consommation privée, qui a bénéficié de la chute du taux de chômage, qui a atteint son niveau le plus bas depuis 10 ans (4,8%). Dans un contexte inflationniste, qu'a entretenu la baisse du cours de la Livre sterling, la Banque

d'Angleterre a réduit son principal taux directeur de 25 points de base, à 0,25%. Elle a également pris d'autres mesures, comme l'achat de bons du Trésor, l'acquisition des obligations d'entreprises non financières ou encore l'introduction des opérations de refinancement à long terme.

Au Japon, l'activité économique est demeurée modérée, avec un taux de croissance de 1,0% après 1,2% en 2015. Cette évolution résulte de la baisse des exportations, qui ont subi à la fois le ralentissement de la demande émanant des économies émergentes, notamment d'Asie, et l'appréciation du yen, en dépit d'une amélioration du marché du travail.

Sur le plan monétaire, l'année 2016 a été marquée par le retour à une inflation négative, poussant la Banque du Japon à renforcer le cadre de sa politique monétaire, en prenant l'engagement formel d'accroître la base monétaire jusqu'à ce que l'inflation soit supérieure à sa cible de 2% «de façon stable», tout en veillant à la rentabilité du secteur financier dans un environnement de taux bas. Par ailleurs, à la suite de plusieurs plans de relance budgétaire, le déficit primaire est ressorti aux alentours de 5% du PIB et le niveau de l'endettement public brut à 230% du PIB.

Dans la zone euro, le rythme de la croissance a également ralenti, avec un taux de 1,7% après 2,0% en 2015. A l'exception de la Grèce, dont le PIB a reculé, tous les États membres y ont contribué. Cette croissance a été portée par la consommation privée, qui a bénéficié de

l'accroissement des créations d'emploi, alors que paradoxalement les taux de chômage sont restés élevés et a été soutenue par une politique budgétaire légèrement expansionniste. En effet, la consommation publique s'est accrue (accueil des réfugiés, mesures de sécurité,...), occasionnant un repli de l'excédent primaire structurel. Toutefois, le déficit de financement des administrations publiques s'est contracté, s'établissant à 1,8% du PIB contre 2,1% du PIB en 2015, et le taux d'endettement public a baissé pour la 2<sup>ème</sup> année consécutive, pour s'établir à 90% du PIB.

Dans un contexte de hausse limitée des prix (+0,2%, après 0% en 2015), la BCE a maintenu une politique monétaire accommodante.

Le programme étendu d'achats d'actifs (Expanded Asset Purchase Programme – APP), lancé en janvier 2015, a atteint 1 500 milliards d'euros d'acquisitions à fin 2016, les titres publics en constituant la grande majorité (1.259 milliards d'euros).

Parallèlement, trois opérations de refinancement à plus long terme ciblées (TLTRO II), assorties d'une durée de quatre ans et d'un taux fixe, ont été menées en juin, septembre et décembre, respectivement pour 399, 45 et 62 milliards d'euros. Même si l'injection nette de liquidités dans le système bancaire a été inférieure à la somme de ces volumes (115 milliards d'euros), ces opérations ont permis de fournir aux banques un financement bon marché et stable en contrepartie d'une augmentation de l'octroi de crédits au secteur privé.

Au niveau des taux directeurs, après avoir réduit en décembre 2015, le taux de la facilité de dépôt de -0,20 à -0,30%, le Conseil des gouverneurs, lors

de sa réunion du 10 mars 2016, a abaissé ses taux directeurs : le taux de la facilité de prêt marginal et celui des opérations principales de refinancement ont été diminués de 5 points de base, à, respectivement, 0,25 et 0%, tandis que le taux de la facilité de dépôt a été réduit de 10 points de base, pour se fixer à -0,40%.

En Chine, le rythme de progression du PIB s'est légèrement ralenti, ressortant à 6,7% en moyenne, après 6,9% en 2015. Cette évolution est en liaison avec l'effet de la transition économique, qui vise à la fois à faire reposer davantage l'économie sur la consommation interne et à glisser progressivement de l'activité de l'industrie vers les services. Cette croissance a été soutenue par la consommation publique, et plus particulièrement par les investissements publics dans les infrastructures.

Au niveau monétaire, pour soutenir l'économie tout en préservant la stabilité financière, la Banque Populaire de Chine a baissé son taux de réserve obligatoire, le ramenant à 17% contre 17,5% en 2015. Par ailleurs, elle a largement puisé dans ses réserves de change afin de soutenir sa monnaie.

Le Brésil a vu son activité économique s'enliser dans une profonde récession, avec un taux de croissance négatif de -3,6% après -3,8% en 2015.

En revanche, l'économie russe, face à la chute des prix pétroliers et à l'impact des sanctions internationales en réaction au conflit ukrainien, a connu une récession moins forte, avec un taux de croissance passant de -2,8% en 2015 à -0,2% en 2016.



Enfin, l'Inde affiche une légère baisse de son rythme de croissance économique, passant de 7,9% à 6,8%, cette croissance tirant profit de l'amélioration des termes de l'échange et du recul de l'inflation.

En Afrique Subsaharienne, l'activité économique a fortement baissé, avec un taux de croissance de 1,3% contre 3% en 2015. Ce ralentissement s'explique principalement par les effets de l'effondrement des cours de produits de base, la plupart de ces pays étant fortement dépendants des exportations des ressources naturelles.

En Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), dans un contexte marqué par l'amélioration du climat socio-politique, l'activité économique a été soutenue par la poursuite des investissements dans les infrastructures de base et par la bonne tenue de la production agricole. Le taux de croissance réel du PIB a progressé de 6,8% en 2016 contre 6,6% en 2015, le secteur tertiaire restant le principal moteur, avec une contribution de 3,8 points, à la faveur de la bonne tenue des activités commerciales, de transport ainsi que du dynamisme des services financiers et de télécommunications.

S'agissant de la politique monétaire, c'est le niveau globalement modéré de l'inflation (0,3% en 2016 contre 1% en 2015) et l'absence de tensions particulières sur les perspectives d'évolution des prix à moyen terme qui ont guidé le Comité de Politique Monétaire de la BCEAO à maintenir inchangé à 2,5% le taux d'intérêt minimum de

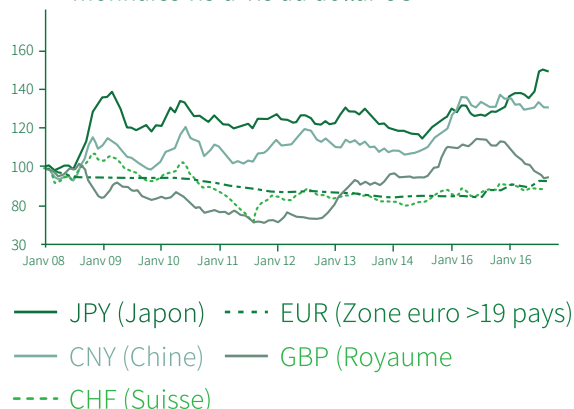
soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités de la Banque Centrale, afin de mieux soutenir les efforts de croissance économique des Etats membres.

Dans la zone CEMAC, l'activité économique est en repli avec une croissance de 0,2% selon les estimations du comité monétaire de la BEAC contre 1,6% en 2015.

Le ralentissement de la croissance économique est consécutif à la baisse des cours des matières premières, principalement à la chute du prix du pétrole, cinq des six pays de la CEMAC étant producteurs. En effet, la croissance dans les pays producteurs de pétrole de la CEMAC a reculé pour s'établir à -5,8% en 2016 contre -0,1% en 2015. En revanche, dans le groupe des pays non producteur de pétrole de la zone, la croissance ne varie que de 2,2% à 2,0% entre 2015 et 2016. Dans ce contexte la CEMAC a connu une décélération de la pression inflationniste avec un taux d'inflation de 1,1% en 2016 contre 2,5% en 2015.

Sur le marché des changes, l'euro, stable face au dollar US pendant la majeure partie de 2016, a enregistré une dépréciation en fin d'année. Face aux autres devises, l'euro a enregistré des évolutions contrastées : une nette appréciation par rapport à la livre sterling, une dépréciation vis-à-vis du yen et des devises émergentes comme le rouble russe et le réal brésilien, notamment en liaison avec le raffermissement des cours des matières premières.

### Cours de change des principales monnaies vis-à-vis du dollar US



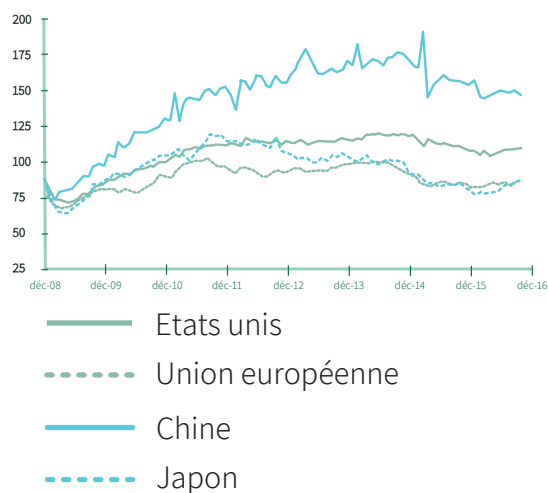
Source : OCDE

Note : Taux de change, unités de monnaie nationale par dollars US (moyenne mensuelle)  
 Indices janvier 2008 = 100

L'année 2016 a été marquée par le renchérissement des matières premières. Ainsi, le cours du baril de Brent est passé de 30 dollars US à la mi-janvier 2016 à 50 dollars au début du second semestre 2016, avant de croître à nouveau à partir de la fin novembre. Cette évolution résulte essentiellement d'une baisse de l'offre, en raison des conflits de diverse nature ou des conditions météorologiques difficiles, mais également de l'accord entre les pays de l'OPEP sur une réduction de la production.

Les cours des matières premières non énergétiques ont également augmenté au cours de l'année, et plus particulièrement au cours du premier semestre. Cette évolution a été parallèle à celle des prix de l'énergie, qui ont influencé par ricochet les matières premières industrielles et les productions agricoles. D'autres facteurs ont également joué, comme le niveau insuffisant des récoltes, qui ont entraîné une hausse des prix des produits alimentaires ou encore l'accroissement de la demande mondiale des métaux, en réaction à l'annonce de la mise en place d'un plan de relance des infrastructures aux Etats-Unis.

### Indices des échanges internationaux de biens



Source : OCDE

Note : Données mensuelles corrigées des variations saisonnières,  
 Moyennes des exportations et des importations, en volume,  
 indices janvier 2008 = 100

Au niveau des échanges internationaux, le commerce a enregistré une baisse de 0,8 point, en liaison avec le ralentissement observé de la croissance mondiale. Plusieurs raisons expliquent cette situation : la hausse des prix des matières premières, la transition de la Chine vers une économie moins tributaire des importations de matières premières, mais aussi la montée du protectionnisme, comme l'atteste la hausse des mesures restrictives comptabilisées par l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

# CHAPITRE 02

## Situation économique, financière et monétaire aux Comores

### RÉSUMÉ

- > Reprise de l'activité économique, avec un taux de croissance du PIB de 2,2% en 2016 après 1% en 2015, en liaison avec l'amélioration notable de la production et dans la distribution de l'énergie électrique, et soutenue par les investissements publics, dans un contexte d'évolution contenue des prix (1,8% contre 1,3% en 2015),
- > Dégradation de la situation des finances publiques, la hausse des dépenses totales, conjuguée à une baisse des recettes totales de 22,6%, occasionnant une dégradation des principaux ratios budgétaires,
- > Détérioration du solde déficitaire du compte courant, s'établissant à 20,2 milliards FC après seulement un déficit de 1,1 milliard FC en 2015, représentant respectivement 7,8% du PIB et 0,4%. Cette évolution est en liaison avec le creusement du déficit du solde des services et le repli de l'excédent des transferts courants, en dépit du recul du déficit de la balance commerciale et de l'amélioration du solde positif des revenus.
- > Accroissement de la masse monétaire, affichant une hausse de 17,1%, tirée cette fois par l'accroissement du Crédit Intérieur.

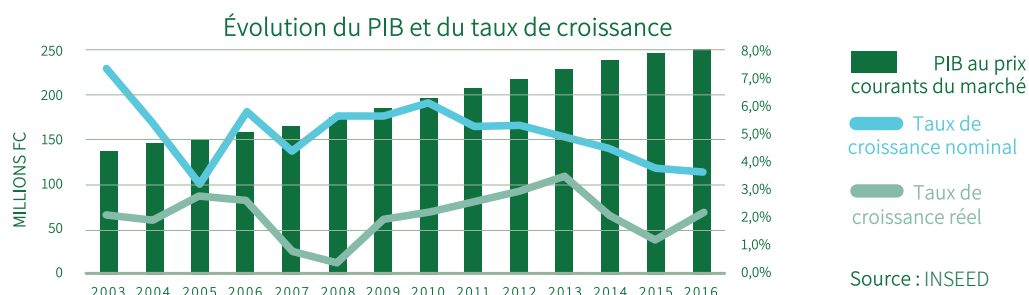
## 2.1 CROISSANCE

Le taux de croissance du Pib est estimé à 2,2% pour l'année 2016, soutenu par :

- > l'amélioration notable dans la production et la fourniture de l'électricité,
- > la consommation intérieure privée, en liaison avec le paiement régulier des salaires et pensions et l'accroissement des crédits à l'économie (+10% après +16,3% en 2015), en

dépit de la contraction des transferts privés nets,

- > l'embellie sur les produits de rente, notamment le girofle et la vanille,
- > d'autres facteurs favorables, comme le lancement des travaux du nouveau stade de Moroni, les travaux d'installation du nouvel opérateur de télécommunications, ou encore l'arrivée d'une nouvelle compagnie aérienne.



En termes d'évolution sectorielle, le **secteur primaire** qui représente plus du tiers du PIB, affiche une contribution positive à la croissance, notamment à travers l'agriculture de rente, et plus précisément le girofle et la vanille, qui ont fortement amélioré les recettes d'exportation. L'élevage, l'agriculture vivrière et maraîchère et dans une moindre mesure la pêche, orientés uniquement à la satisfaction de la consommation locale, sont demeurés insuffisants.

Le **secteur secondaire** est composé essentiellement de petites et moyennes entreprises, dont le développement a été fortement pénalisé par les problèmes récurrents dans la fourniture de l'électricité. L'amélioration notable dans la production de l'énergie électrique, au cours du 2<sup>nd</sup> semestre de l'année 2016, a permis la relance de ces activités génératrices de revenus.

2<sup>nd</sup>

Contribution de l'offre globale à la croissance du PIB réel (%)

Secteurs/branches	2014	2015	2016*
<b>PRIMAIRE</b>	1,0%	-1,5%	1,2%
Agriculture, élevage, pêche, sylviculture	1,0%	-1,5%	1,2%
<b>Secondaire</b>	-0,1%	-0,4%	0,3%
Industries manufacturières	0,0%	-0,1%	0,1%
Électricité, gaz, eau	0,0%	-0,2%	0,0%
Bâtiments et travaux publics	0,0%	-0,1%	0,2%
<b>TERTIAIRE</b>	1,2%	2,9%	0,6%
Commerce, hôtels, bars, restaurants	0,6%	-0,8%	0,2%
Banques, assurances, AI, SRE	0,6%	1,0%	0,3%
Transports et télécommunications	0,1%	0,1%	0,1%
Administrations publiques	0,0%	3,1%	0,3%
Autres services	0,0%	0,0%	0,0%
Production bancaire imputée	-0,2%	-0,4%	-0,3%
<b>PIB (TOTAL RESSOURCES)</b>	2,1%	1,0%	2,1%

Source : INSEED, Estimation BCC

Toutefois, la contribution de ce secteur à la croissance de 2016 a été portée par la branche des travaux publics, notamment à travers l'entretien du réseau routier et la réhabilitation du secteur de l'eau.

Le secteur a bénéficié de l'appui des bailleurs, notamment de l'Union européenne et de la BAD, qui ont financé conjointement la mise en œuvre du 11<sup>ème</sup> FED. Un premier volet du Projet intitulé « Appui au Développement Durable du Secteur des Transports (PADDST 1) », qui a bénéficié du soutien financier de l'Union Européenne depuis la première convention, signée le 21 décembre 2009, pour un montant d'environ 8,2 milliards FC, a vu ses activités s'achever en mars 2017. Cependant, les activités de la PADDST 2 se poursuivent, une deuxième convention de financement avec l'Union Européenne ayant été signée en juin 2013 pour un montant de 5,1 milliards FC.

Conformément aux orientations définies dans la Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable (SCADD), la Direction Générale de l'Équipement et de l'Aménagement du territoire (DGEAT) affiche comme réalisations de l'année 2016 :

- > l'identification de la qualité des gîtes et carrières au niveau de l'ensemble du territoire ainsi que leur capacité d'exploitation,
- > la construction des hôtels de villes,
- > le démarrage des travaux du complexe sportif de Moroni,
- > la clôture de la 2<sup>ème</sup> campagne de l'entretien routier financé par le PADDST 1 et le FER et le démarrage de la 3<sup>ème</sup> campagne d'entretien courant financée à 100% par le FER.

Le montant total des dépenses engagées pour l'année s'est élevé à 14,2 milliards FC, dont 2 milliards FC financés par le FER, notamment pour des travaux de signalisation de la ville de Moroni. Au niveau du secteur de l'énergie, une nette amélioration a été enregistrée au cours du 2<sup>ème</sup> semestre 2016, en liaison avec l'accompagnement financier de l'Etat, qui a subventionné l'achat par la Mamwe de sa principale matière première, le gazole. Des efforts ont été également portés sur la réhabilitation du réseau, afin de réduire les pertes, qui sont estimées à près de 46%.

En termes de perspectives, une transition importante a été opérée en début d'année 2017, le Gouvernement ayant financé l'acquisition d'une nouvelle centrale affichant une puissance de 18 mégas watts.

Par ailleurs, en dépit de quelques obstacles, le projet de mise en place de six micro- réseaux photovoltaïques en zone rurale de l'île de Mohéli, se poursuit et devrait être opérationnel vers la fin 2017.

Production d'électricité et d'eau de la Mamwe (Grande-Comore et Mohéli)

	2015		2016	
	Nombre d'abonnés	Production	Nombre d'abonnés	Production
Électricité	41 793	27,9 GWH	43 090	38,12 GWH
Eau*	3 320	3.467.500 m³	3 600	3.832.500 m³

Source : MAMWE

\* Uniquement à la Grande-Comore

Au niveau du secteur tertiaire, celui-ci affiche une contribution de 0,6%.

La branche des télécommunications a enregistré une véritable révolution, avec l'arrivée d'un deuxième opérateur, mais l'activité n'ayant été lancée effectivement qu'en décembre 2016, son impact est limité sur l'année.

### Évolution du nombre d'abonnés à Comores Telecom selon les services

Année	Abonnés Fixe		Abonnés Mobile	Abonnés Internet			Abonnés Mobile Reseller
	RTC	CDMA		ADSL	MPESSI	Internet Mobile	
2015	14 963		422 680	1 226	10 419	103 756	3 529
2016	15 365		418 206	1 293	10 874	164 444	4 423

Source :  
Comores Telecom

Au niveau du tourisme, après une contribution négative en 2015, l'accroissement des visites enregistrées en 2016 a permis à la branche d'influer positivement sur la croissance.

### Arrivées aux frontières selon les motifs

MOTIF	2012	2013*	2014*	2015	2016*
Loisirs	1.202	1.562	6.772	4.136	5.154
Affaires	4.157	3.350	5.973	4.755	5.536
Visites Familiales	15.194	15.260	13.360	14.696	16.166
Autres	731	1.729	1.915	1.467	1.770
TOTAL	21.284	21.901	28.020	25.053	28.625

Source : Direction Nationale du Tourisme  
et de l'Hôtellerie et estimations BCC



Au niveau des services bancaires et financiers, aucune évolution majeure n'a été enregistrée. Comme en 2015, le système bancaire et financier comorien compte dix institutions agréées par la Banque Centrale des Comores, réparties ainsi : quatre banques, trois institutions financières décentralisées (IFD) ou microfinance et trois

intermédiaires financiers. A fin décembre 2016, le système bancaire comorien compte 123 guichets, y compris les sièges sociaux, répartis sur tout le territoire national, dont 14 pour les 4 banques (BIC-Comores, BFC, EXIM BANK et BDC), 67 pour les 3 réseaux de micro finance (U-Meck, URSA et USM) et 44 pour les services financiers et postaux (SNPSF). En nombre de comptes, le système déclare 366.048 comptes de dépôts ouverts contre 318.659 comptes en 2015, et 51.275 comptes de prêts en 2016 contre 49.368 en 2015. En termes financiers, le total de bilans consolidés des huit établissements de crédit s'est accru de 15,8%, passant de 106,8 milliards FC en décembre 2015 à 123,7 milliards FC en décembre 2016, la consolidation des dépôts (+17%) ayant occasionné un accroissement du financement bancaire à l'économie.

### Contribution de la demande globale à la croissance du PIB réel

	2014	2015	2016*
CONSOMMATION FINALE	0,7%	8,6%	3,9%
Administrations publiques	0,2%	2,2%	1,0%
Ménages	0,5%	6,5%	3,0%
INVESTISSEMENTS	-1,6%	0,6%	1,1%
Formation brute de capital fixe	-7,0%	0,1%	0,4%
Variation de stocks	-0,9%	0,5%	0,7%
EXPORTATIONS NETTES	2,9%	-8,2%	-2,9%
Exportations des biens et services	2,1%	-9,9%	0,1%
Importations des biens et services	0,8%	1,7%	-3,0%
PIB (Emplois)	2,1%	1,0%	2,1%

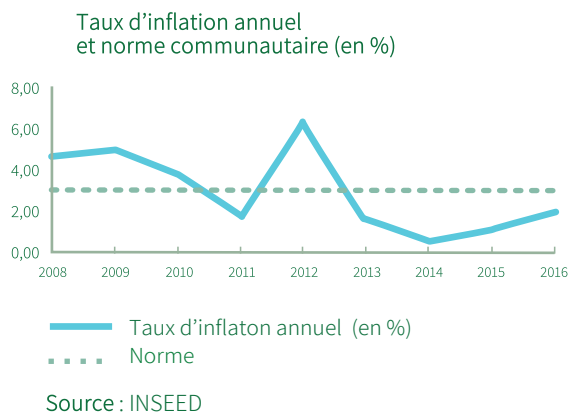
Source : (INSEED) Chiffres basés sur SCN 93  
Provisoires, \*\*Prévisions

## 2.2. INFLATION

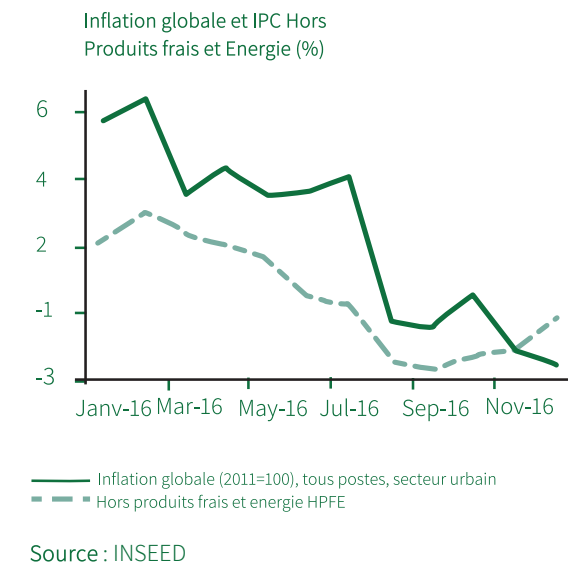
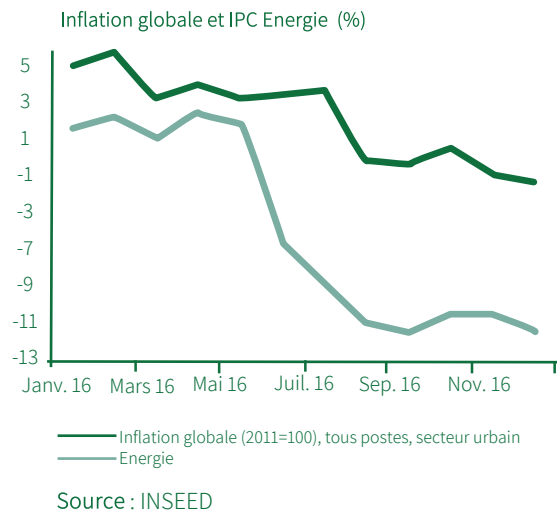
	2014	2015	2016
Taux d'inflation annuel (en %)	0,5	1,1	1,8

Indice des prix à la consommation - Année de base 2011  
Source: INSEED

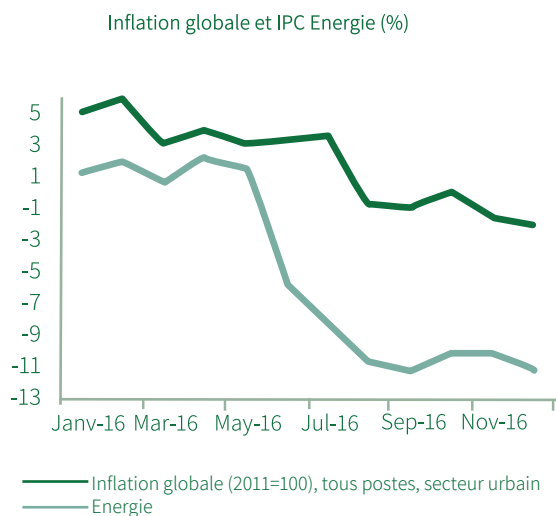
L'indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC), indicateur de mesure de l'inflation, a été estimé à 106,3 en décembre 2016 contre 107,3 en juin 2016 et 109,9 en janvier 2016. En glissement annuel, l'IHPC affiche une baisse de 2% en décembre 2016 contre des hausses de 3,2% en juin 2016, après 5,2% en janvier 2016 respectivement par rapport à décembre, juin et janvier 2015.



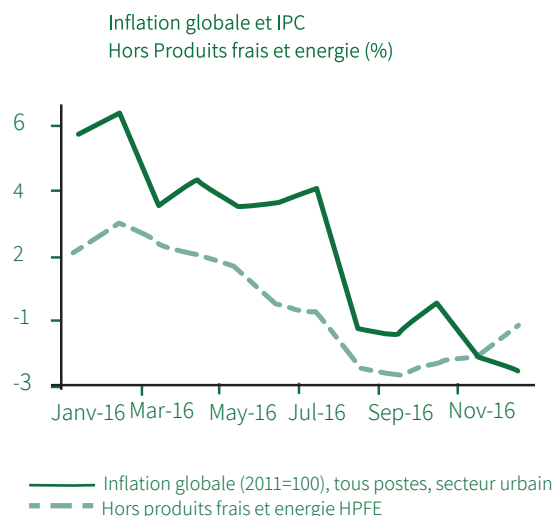
La tendance de l'inflation en rythme annuel a été contenue une nouvelle fois sous la norme communautaire (< ou = 3% pour les pays de la Zone franc et du COMESA), avec un taux d'inflation de 1,8% en 2016 en moyenne annuelle contre 1,3% en 2015, en raison principalement de la baisse des prix pétroliers à la pompe et de celle de certaines denrées de première nécessité au début du 2<sup>ème</sup> semestre de l'année.



En effet, une nette décélération de la pression inflationniste a été ressentie sur le deuxième semestre 2016 (-1,1% en moyenne entre Août et Décembre 2016 contre +2,1% sur la même période de l'année 2015), en liaison avec les mesures prises par les autorités pour baisser les prix de certains biens et services inclus dans le panier de consommation des ménages.



Source: INSEED

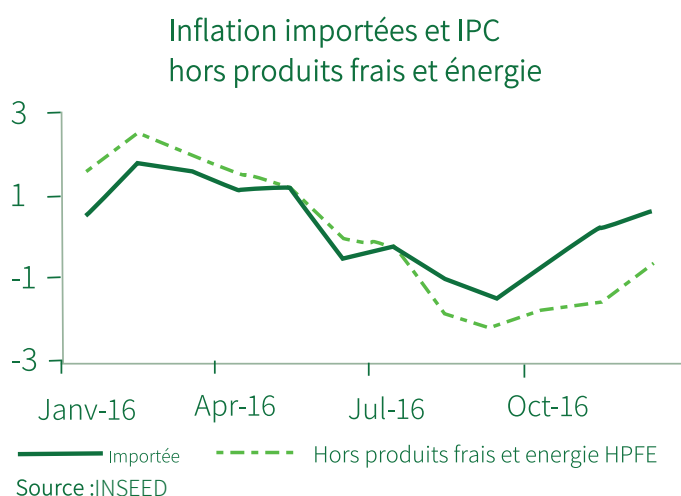


Source: INSEED

Cette tendance à la baisse du taux d'inflation est à mettre en liaison également avec le repli des prix des produits importés entre février et octobre 2016. En effet, dans un contexte international de faible inflation, les coûts d'approvisionnement ont bénéficié de l'impact positif du niveau bas des cours du pétrole sur les coûts du fret, en dépit du taux de change défavorable du Franc comorien par rapport au Dollar US, principale monnaie de facturation. Par ailleurs, pour la cinquième année

consécutives, les cours mondiaux des produits alimentaires se sont inscrits en baisse en 2016, l'indice FAO des prix des produits alimentaires affichant un recul de 1,50 % par rapport à 2015.

Toutefois, en fin d'année 2016, avec la remontée du cours du pétrole, l'indice de prix des produits importés a évolué parallèlement, porté notamment par la hausse de l'indice des prix hors produit frais et énergie. En revanche, l'indice des prix des produits locaux, à l'exception d'une brève hausse entre septembre et octobre, a évolué dans une tendance baissière.



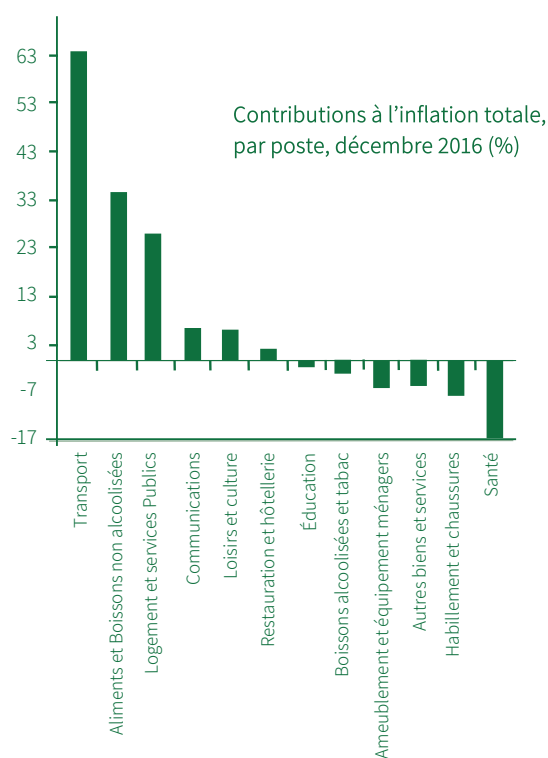
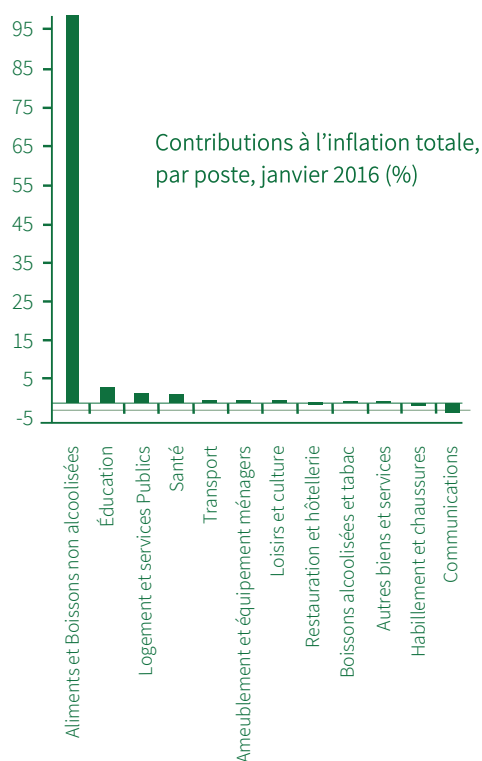
Source :INSEED

#### Évolution des principales fonctions de consommation en 2016

Les graphiques ci-après reprennent les contributions relevées au cours de l'année 2016. La dynamique de l'inflation a été plus influencée en début d'année par la rubrique « Aliments & Boissons non alcoolisées », tandis qu'en fin d'année les rubriques « Transport » et « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » ont été plus



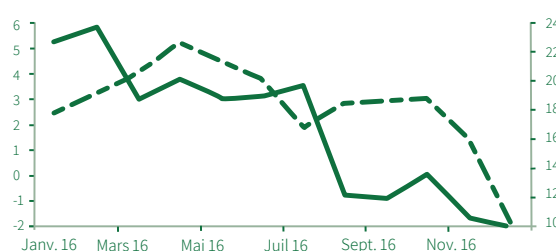
influentes sur l'indice global, contribuant respectivement à hauteur de 63,7% et de 25,7%, contre 34,2% pour la rubrique « Aliments & Boissons non alcoolisées ».



Source : INSEED

Ce ralentissement du rythme de croissance annuelle de l'inflation trouve une explication théorique également avec le ralentissement observé également sur le rythme de croissance de la masse monétaire au sens large, qui est passé de 22,6% en avril 2016 à 10,3% en décembre 2016.

Inflation et croissance monétaire (%)



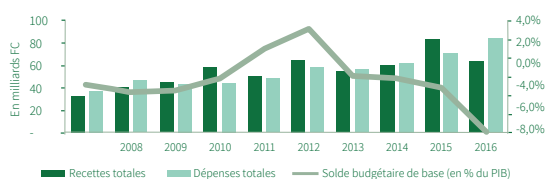
Source : INSEED

## 2.3 ÉVOLUTION DES FINANCES PUBLIQUES

### 2.3.1 EXÉCUTION DU BUDGET 2016

L'année 2016 a été marquée par une dégradation de la situation des finances publiques, l'exécution budgétaire affichant un solde déficitaire de 19,9 milliards FC, soit 7,7% du PIB, en forte hausse par rapport à celui enregistré en 2015 (7,6 milliards FC). Cette dégradation a résulté d'une hausse des dépenses totales, conjuguée à une baisse des recettes totales de 22,6%, occasionnant un accroissement du déficit du solde primaire, qui est ressorti à 13,7 milliards FC contre 3,5 milliards FC en 2015. Par ailleurs, le solde global dons inclus est passé déficitaire de 19,8 milliards FC après avoir été excédentaire en 2015, cette évolution s'expliquant par la baisse significative des dons extérieurs.

## Évolution des recettes, des dépenses de l'État et du solde budgétaire de base (en % du PIB)

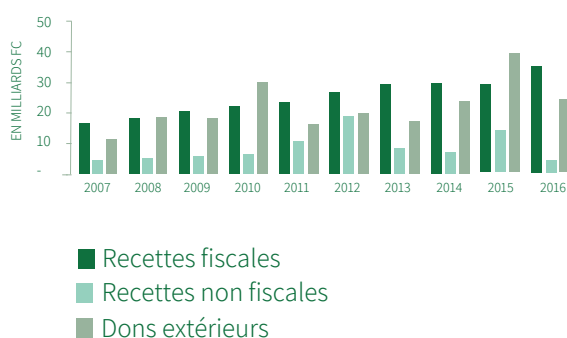


Source: Ministère des Finances. Cellule des Réformes Économique et Financières

### Les recettes totales

Les recettes totales se sont élevées à 63,8 milliards FC en 2016 contre 82,5 milliards FC en 2015, soit une baisse de 22,6%. Elles ont représenté respectivement 24,8% du PIB et 33,4% du PIB.

### Évolution des recettes



Source: Ministère des Finances, CREF

Les recettes totales sont réalisées à hauteur de 82,1% de la loi de finances 2016. Ce recul s'explique essentiellement par la baisse des recettes non fiscales et des aides budgétaires. En effet, les recettes non fiscales affichent un taux de réalisation de 41,7%, les aides budgétaires n'étant réalisées qu'à 1,2%.

Les recettes fiscales ont enregistré une hausse de 22,2%, s'élevant à 35,4 milliards FC contre 28,9 milliards FC en 2015, occasionnant une augmentation de la pression fiscale de 11,7% à

13,7%. Cette évolution est en relation avec le renforcement des instruments de collecte déjà existants et un contrôle plus stricte des exonérations douanières.

Les recettes non fiscales ont quant à elles diminué de près de 70,4%, pour s'établir à 4,2 milliards FC contre 14,1 milliards FC en 2015. En dépit du caractère exceptionnel de l'année 2015, qui avait enregistré dans cette rubrique le produit de la vente d'une licence de téléphonie mobile, la performance de l'année 2016 est en deçà des prévisions de la loi de finances, avec un taux de réalisation de 41,7%.

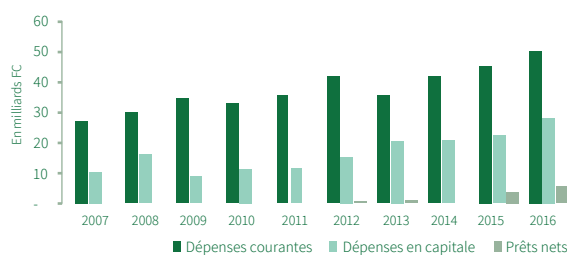
Au niveau des concours extérieurs, la situation a été moins favorable qu'en 2015, où les concours extérieurs représentaient 47,8% du total des recettes contre 38% en 2016. En effet, les dons et projets extérieurs ont diminué de 38,3% pour s'établir à 24,3 milliards FC, en raison notamment de l'absence d'aides budgétaires en 2016 alors qu'elles avaient atteint le montant de 23,5 milliards FC en 2015. Cette baisse a été atténuée par la hausse de l'assistance technique des projets, qui est passée de 15,9 milliards FC en 2015 à 24,1 milliards FC en 2016.

### Les dépenses

Les dépenses totales et prêts nets, exécutées à hauteur de 95,4% de la prévision, affichent une hausse de 17,7%, pour s'établir à 83,7 milliards FC. Cette hausse a concerné aussi bien les dépenses courantes que les dépenses en capital. Les prêts nets ont également augmenté.

Les dépenses courantes ont enregistré une hausse de 9,7%, s'élevant à 49,6 milliards FC contre 45,2 milliards FC, tous les postes de cette rubrique s'étant accrus.

### Structure des dépenses publiques (en % du total)

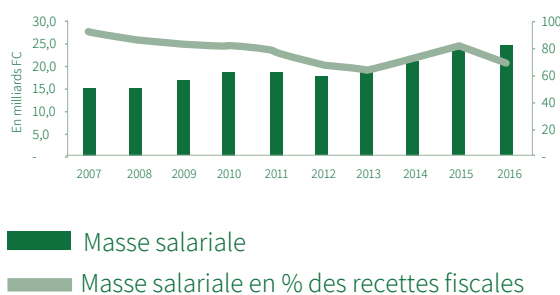


Source: Ministère des finances (CREF) et Retraitement BCC

La masse salariale, qui constitue le principal poste de dépenses courantes, absorbant plus de 60% des recettes intérieures, est passé de 23,7 milliards FC en 2015 à 24,6 milliards FC en 2016.

Cette hausse contenue s'explique en partie par les mesures prises en vue de maîtriser à court terme la masse salariale, notamment par l'annulation des recrutements opérés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016.

### Évolution de la masse salariale (en milliards FC et en % de recettes fiscales)



Source: Ministère des finances (CREF) et Retraitement BCC

Les dépenses de biens et services, en hausse de 8% par rapport à 2015, ont été exécutées au-delà de leur prévision. Elles se sont élevées à 13,1 milliards FC contre 12,1 milliards FC en 2015, en liaison notamment avec les dépenses relatives à la tenue des élections harmonisées du Président de l'Union et des Gouverneurs des îles.

Les dépenses de transfert pour leur part ont connu une hausse de 17,2%, passant de 6,9 milliards FC à 8,1 milliards FC, avec un taux d'exécution de 81%, traduisant l'engagement du Gouvernement à subventionner l'achat de gazole par la société MAMWE, pour assurer la fourniture régulière de l'électricité à partir du 2<sup>ème</sup> semestre 2016.

Les charges des intérêts, qui ont porté essentiellement sur la dette extérieure, ont enregistré une hausse de 32,7%, s'élevant à 0,14 milliard FC contre 0,10 milliard FC en 2015.

Les dépenses en capital sont exécutées à hauteur de 95,3%. Passant de 21,9 milliards FC à 27,9 milliards FC, cette hausse de 27,2% masque des évolutions contrastées, les dépenses financées sur fonds propres augmentant et celles financées sur ressources extérieures diminuant.

### Évolution des dépenses en capital par origine de financement (en milliards FC)



Source: Ministère des Finances et Retraitement BCC

Tableau des opérations financières consolidées de l'État  
et des Administrations publiques (en millions FC)

Rubriques	2014	2015	2016
Recettes totales (dons inclus)	60 450	82 475	63 841
Recettes intérieures (courantes)	36 752	43 089	39 558
Recettes fiscales	29 940	28 942	35 364
Recettes non fiscales	6 812	14 147	4 194
Recettes exceptionnelles			
Dons extérieurs	23 698	39 386	24 283
Aides (budgétaire et non budgétaire)	3 897	23 464	13 5
Financement de projet (y compris assist tech)	19 801	15 922	24 148
Dépenses totales et prêts nets	61 789	71 087	83 651
Dépenses courantes	41 513	45 220	49 588
Personnel	21 423	23 713	24 640
Biens et services	11 808	12 099	13 079
Transferts	5 087	6 896	8 080
Intérêts sur la dette	200	104	138
Dette extérieure	42	104	138
Dette intérieure	158	0	0
Autres dép. courantes (inclus assist. Tech. hors projet)	2 994	2 408	3 651
Dépenses exceptionnelles			
Dépenses en capital	20 277	21 965	27 948
financées sur ressources intérieur (budgétaire)	3 470	3 929	7 451
financées sur ressources extérieures (dons et emprunts)	16 807	18 036	20 497
Prêts nets	0	3 902	6 115
Solde Primaire (hors dons)	-5 036	-3 548	-13 692
Solde global base engagement (dons inclus)	-1 339	11 388	-19 810
Dons exclus			
Variation nette des arriérés	-630	-4 290	-105
sur dette extérieure	-385	-116	224
sur dette intérieure	-245	-4 174	-329
Variation Dette flottante	1 256	573	-1 737
Solde Global (base caisse, dons inclus)	-714	7 671	-21 652
Ajustement Spécial	0	0	0
Financement	3 209	-3 687	20 570
Intérieur	3 249	-12 316	14 747
Extérieur	-40	8 629	5 823
Tirage sur prêts	0	8 424	6 115
Amortissement de la dette	-575	-279	-849
Financement exceptionnel	2 407	0	0
Dette Extérieure discussions en cours	0	0	0
Variation arriérés (en principal)	-1 872	484	557
Écart de financement	-3 751	-3 984	1 082

Source : Ministère des Finances (CREF) et Retraitement BCC

### 2.3.2 LOI DE FINANCES 2017

La loi de finances 2017 a été élaborée sur la base d'un taux de croissance de 2,1%, et une inflation de 1,8%. Cette loi vise à contenir la masse salariale du secteur public, grâce à un meilleur contrôle des effectifs et des rémunérations, tant au niveau de l'Union que des îles. Elle s'est fixée pour objectif de doubler les recettes intérieures, accompagnées d'une hausse des dépenses totales de 61,6%, tout en dégagant un solde primaire excédentaire.

Les objectifs à atteindre sont :

- > des recettes fiscales de 60, 8 milliards FC, en augmentation de 71,9% par rapport à la réalisation de 2016,
- > des recettes non fiscales à 20,9 milliards FC, en hausse de 16,7 milliards FC par rapport à la réalisation de 2016,
- > des recettes extérieures à 45,3 milliards FC, dont 1,5 milliard FC d'aides budgétaires, contre une réalisation de 0,13 milliard FC en 2016
- > une masse salariale à 25,7 milliards FC, en hausse de 4,1% par rapport à la réalisation de 2016,
- > des dépenses pour transferts à 9,3 milliards FC, en hausse de 14,6% rapport à la réalisation de 2016,
- > des dépenses en capital à 81,2 milliards FC, en hausse de 190,7% par rapport à la réalisation de 2016, et dont près de 40% proviendraient des ressources intérieures.

Les principaux postes budgétaires sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

Les principaux postes budgétaires sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

Budget Général (en millions FC)			
	LdF2016	LdF2017	Ecart
Recettes fiscales	35 790	60 777	24 987
Recettes non fiscales	10 055	20 870	10 815
Recettes exceptionnelles			0,00%
Dons extérieurs	31 951	45 324	13 373
Total des recettes	77 796	126 971	49 175
Dépenses courantes	52 985	49 765	-3 220
Rémunération du Personnel	26 444	25 660	-78400,00%
Biens et services	12 674	10 611	-2 063
Transferts	9 942	9 263	-679
Intérêts sur la dette	682	816	134
Dépenses courantes sur financement extérieur	3 243	3 415	172
Dépenses en capital	29 333	81 243	51 910
Sur financement propre	5 174	31 434	26 260
Sur financement extérieur	24 159	49 809	25 650
Prêts	5 323	4 160	-1 163
Total des dépenses	87 641	135 168	47 527
Solde Primaire	-8 389	4 679	

### 2.3.3 ÉVOLUTION DES CRITÈRES DE CONVERGENCE

Les Comores participent aux initiatives et programmes d'intégration régionale. Il s'agit notamment de l'intégration régionale des pays membres de la Zone Franc, et de la mise en œuvre des programmes de la coopération monétaire et

financière du Marché commun pour l'Afrique orientale et australe (COMESA) et de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA), avec les projets de création d'une monnaie unique et d'une banque centrale africaine. Elles se sont engagées à poursuivre les efforts de convergence et à partager les objectifs fixés par la Zone Franc, le COMESA et l'ABCA.

#### Les critères de Zone Franc

Critères de 1er rang	Normes	2012	2013	2014	2015	2016
Solde Budgétaire de Base (SBB) / PIB nominal	$\geq 0\%$	3,1	-1,9	-2,2	-3,1	-7,7
Taux d'inflation annuel moyen	$< 3\%$	6,2	1,6	1,5	1,3	1,8
Encours de la dette publique (en % PIB)	$\leq 70\%$	52	29,6	28,7	28,9	31,5
Non accumulation d'arriérés (intérieurs et extérieurs)	0	Respecté	Non respecté	Respecté	Non respecté	Non respecté

Sources : Ministère des Finances (CREF) et INSEED et Retraitement BCC

Sur les quatre critères du 1<sup>er</sup> rang retenus au niveau de la Zone Franc, les Comores ont toujours du mal à respecter le critère relatif au solde budgétaire de base, en liaison avec le niveau faible de la pression fiscale. En 2016, le solde budgétaire de base s'est établi à un niveau déficitaire de 7,7% du PIB contre 3,1% en 2015.

Les critères de 2<sup>nd</sup> rang ont évolué comme suit :

- > Le taux de couverture extérieure de la monnaie à fin décembre 2016 s'est détérioré, s'établissant à 55% contre

69,8%, en relation avec la diminution des avoirs extérieurs ;

- > La masse salariale représente 69,7% des recettes fiscales contre 81,9% en 2015 après 71,6% 2014 (norme  $\leq 35\%$ ) ;
- > Le taux de pression fiscale est passé de 11,7% à 13,7% (norme  $\geq 17\%$ ) ;
- > Le déficit du compte courant de la Balance des Paiements s'est établi à 7,8% du PIB contre un déficit 0,4% du PIB en 2015.

## Du COMESA et de l'ABCA

## Evolution des critères de 1er rang du COMESA et de l'ABCA

Critères de 1er rang	Normes ABCA	Normes COMESA	2012	2013	2014	2015	2016
Déficit budgétaire global (hors dons) (en % du PIB)	≤3	≤4	5,6	8,6	10,5	11,3	17,1
Taux d'inflation (moyenne annuelle)	≤3	≤3	6,2	1,6	1,5	1,3	1,8
Financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale (en % des recettes intérieures)	0	= 0	11,5	15,6	15,9	6,3	8,7
Les réserves extérieures (en mois d'importations de biens et services)	≥6	≥5	7,1	6	6,7	9,2	7,5

Source : Ministère des Finance (CREF) et INSEED et Retraitement BCC

Les Comores ont encore une fois respecté cette année les critères relatifs au taux d'inflation et aux réserves extérieures, aussi bien selon les normes du COMESA que celles de l'ABCA.

Le non-respect du critère relatif au non-financement budgétaire par la banque centrale est justifié par l'existence du mécanisme des avances statutaires de la BCC au Trésor, dont le plafond est fixé à 20% de la moyenne des recettes intérieures des trois dernières années. Toutefois, une forte réduction a été enregistrée en 2015, en liaison avec les remboursements effectués suite à l'encaissement des ressources exceptionnelles extérieures. En revanche, le critère relatif au déficit budgétaire n'a pas été respecté, traduisant les difficultés récurrentes dans l'exécution du budget.

*des services, des revenus et des transferts courants publics et du compte de capital.*

En 2016, le volume des échanges extérieurs s'est accru, les exportations des biens et services affichant une hausse plus conséquente que celle des importations. Cette situation s'est traduite par une amélioration de la couverture des importations des biens et services par les exportations de 4,5 points de pourcentage et par une très légère contraction du degré d'ouverture de l'économie, dont le taux ressort à 32,6% en 2016 contre 32,7% en 2015.

## Indicateur des échanges commerciaux

	2014	2015	2016
Taux de couverture (Exportations des biens et services rapportées aux Importations)	37,3%	36,3%	40,8%
Degré d'ouverture (moyenne des Exportations et des importations des Biens et Services rapporté au PIB)	35,6%	32,7%	32,6%

Source: BCC, DEEMF

## 2.4 ÉVOLUTION DU SECTEUR EXTÉRIEUR

*Par rapport aux précédentes déclarations, des retraitements importants ont été opérés dans cette partie, notamment au niveau des sous comptes*

Au niveau de la balance des paiements, le secteur extérieur a enregistré une dégradation du compte des transactions courantes et du compte de capital.

#### 2.4.1 LE COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

Rubriques	2014	2015	2016
Biens	-79 536	-74 647	-68 167
Services	1 716	-860	-2 553
Revenus	1 669	2 222	2 453
Transferts courants	60 057	72 186	48 087
Compte courant	-16 093	-1 099	-20 179
Solde courant (en % du PIB)	-6,7	-0,4	-7,8

Source: BCC, DEEMF

Le compte des transactions courantes retrace les flux de biens, de services, de revenus et des transferts courants entre les résidents et les non-résidents. Le solde déficitaire du compte courant s'est dégradé de 19,1 milliards FC, pour s'établir à 20,2 milliards FC après seulement un déficit de 1,1 milliard FC en 2015, représentant respectivement 7,8% du PIB et 0,4%.

Cette évolution est en liaison avec le creusement du déficit du solde des services et le repli de l'excédent des transferts courants, en dépit du recul du déficit de la balance commerciale et de l'amélioration du solde positif des revenus.

#### Balance des biens

Le compte de biens est composé essentiellement des marchandises générales. Pour la 2<sup>ème</sup> année

consécutives, le déficit commercial s'est réduit, ressortant à 68,2 milliards FC en 2016 après 74,6 milliards FC en 2015 et 79,5 milliards FC en 2014.

Contrairement à 2015, où la contraction avait résulté d'une forte baisse des importations, l'amélioration enregistrée en 2016 repose sur une hausse des exportations de 6,2 milliards FC et sur une quasi-stabilité des importations à leur niveau de 2015. Rapporté au PIB, le déficit commercial s'est situé à 26,4% en 2016, après 30,2% en 2015.

Au niveau des marchandises générales, l'évolution positive des exportations résulte principalement de la hausse des ventes des produits de rente, notamment le « Girofle » et la « Vanille ». S'agissant du profil des importations, il reste dominé par les achats des produits alimentaires, des biens d'équipement et des produits énergétiques.

#### Exportations par type de biens

Les exportations de biens sont fortement liées à la production cyclique des produits de rente et à l'évolution des cours internationaux. Pour l'année 2016, les exportations des biens se sont établies à 13,6 milliards FC, dont 10,9 milliards FC pour les produits de rente, soit le double de la performance enregistrée l'année précédente.

Le « Girofle » a enregistré de bonnes performances en 2016, avec un volume exporté en hausse de 147,4% par rapport à l'année dernière. Ce volume exporté, évalué à 8,4 milliards FC, reflète également l'amélioration du prix moyen à l'exportation du produit, qui a progressé de 11,6%, pour s'établir à 2.019 FC/Kg contre 1.809 FC/Kg en 2015. Il convient de relever ici que l'Inde a constitué la destination



majeure de ces exportations, captant à elle seule 28,3% du volume exporté.



La vanille a également enregistré de bonnes performances, avec un accroissement de 84,9% de

la valeur exportée, qui a atteint 2 milliards FC, soit le montant le plus élevé depuis plus d'une décennie. Cette performance s'explique par la bonne tenue du cours international de ce produit, qui s'est répercutée sur les prix locaux et par la qualité, mondialement reconnue, de la vanille comorienne. En effet, alors que la quantité exportée diminuait de 39,5% pour s'établir à 20 tonnes, soit la plus faible quantité jamais enregistrée, le prix moyen à l'exportation triplait, ressortant à 98.260 FC/Kg contre 32.135 FC/Kg en 2015.

#### Évolution des produits de rente (en Millions FC et en Tonnes)

		2012	2013	2014	2015	2016
VANILLE	Valeur	552	1 413	640	1 087	2 009
	Quantité	79	89	27	34	20
GIROFLE	Valeur	5 494	3 380	5 145	3 057	8 442
	Quantité	2 242	1 422	3 058	1 690	4 181
YLANG-YLANG	Valeur	666	797	900	862	479
	Quantité	34	39	29	26	20

Source : Direction Générale des Douanes, BCC-DEEMF

En revanche, les « essences d'ylang-ylang », troisième produit phare de l'économie comorienne, se sont inscrites en baisse, ne rapportant que 479 millions FC en 2016 contre 862 millions FC en 2015. Cette situation résulte à la fois d'un effet-prix suite à la baisse du prix à l'exportation de 29,6% et d'un effet-volume, avec seulement 20 tonnes exportées contre 26 tonnes en 2015.

Les autres produits exportés ont évolué de manière stable et se sont établis à 2,3 milliards FC après 2,1 milliards FC en 2015.

#### Exportations par zone géographique



Les exportations comoriennes, longtemps destinées au marché européen, ont été orientées

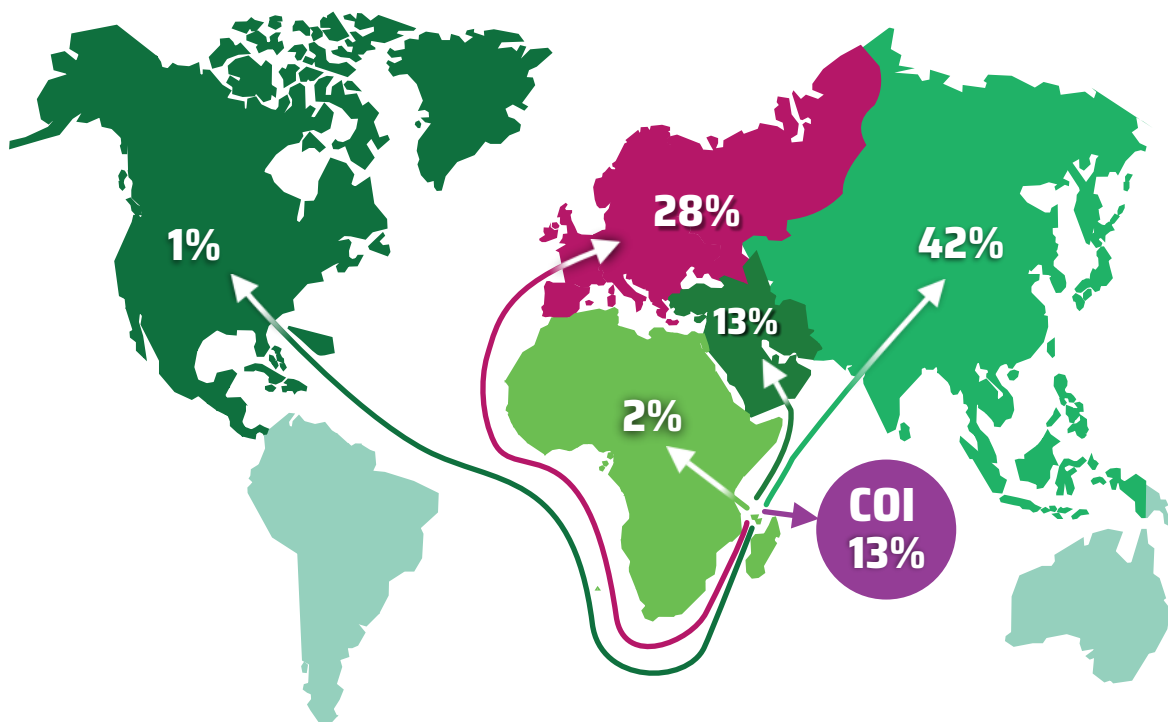
en 2016 vers le marché asiatique, en liaison avec le quadruplement des exportations de girofle à destination de l'Inde.

En effet, le marché asiatique est devenu le premier débouché, absorbant 42,4% des exportations totales en 2016, soit une part en hausse de 17,9 points par rapport à l'année 2015. Au sein du marché asiatique, l'Inde et le Viêt-Nam ont été les principaux clients des Comores, avec des parts respectives de 66,7% et de 18,9%. Le Girofle a constitué l'unique produit d'exportation vers ses pays.

Les exportations vers le marché européen ont progressé de 16,9% en rythme annuel, ressortant à 3,6 milliards FC, soit 27,6% des exportations totales. Elles ont porté à des degrés divers sur les 3 produits de rente. La France reste le principal client au sein de l'Union Européenne, avec une part de 42,6% du total des exportations à destination de ce continent.

Les exportations à destination des pays d'Afrique et du COMESA en particulier, se sont inscrites en hausse de 9,5%, en liaison avec l'accroissement des exportations à destination de Maurice, notamment de vanille.

Répartition Géographique des exportations des Comores en 2016, en % du total



Source : Direction Générale des Douanes, BCC-DEEMF

### Importations de Biens

Les importations totales de biens, en données FAB, ont légèrement diminué (-0,4%), passant de 82,2 milliards FC en 2015 à 81,8 milliards FC en 2016. En pourcentage du PIB, les importations se sont repliées de 1,5 point, pour atteindre 31,7% en 2016.

### Évolution des importations

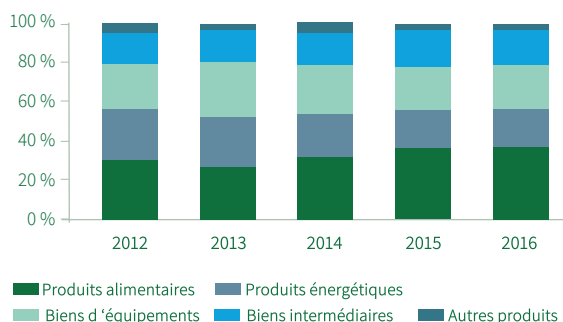
Importations de biens	2014	2015	2016
Données CAF	103 977	95 252	95 818
Ajustement de la BCC	-14 838	-13 086	-13 969
Données FAB	89 139	82 166	81 849
Importations de biens en % du PIB	37,2	33,3	31,7

Source: Direction Générale des Douanes, BCC-DEEMF

### Importations par type de biens

La composition des importations de biens, dominée par les produits alimentaires, n'a pas enregistré d'évolution significative entre 2015 et 2016, comme l'illustre le graphique ci-après.

### Évolution de la composition des importations



Source: Direction Générale des Douanes, BCC-DEEMF

Les importations des produits alimentaires sont évaluées à 35,8 milliards FC, en hausse de 3,2% par rapport à 2015. Leur part dans les importations totales s'est établie à 37,3% en 2016 après 36,3% en 2015 et 19,7% en 2014.

Cette évolution résulte de l'accroissement de 7,5% des importations de céréales, notamment le riz et la farine, dont les valeurs importées ont augmenté respectivement de 6,5% et de 12,6%, du fait de la hausse des quantités importées et en dépit du fléchissement des prix à l'importation.

En revanche les importations de produits carnés, qui constituent la 2<sup>ème</sup> catégorie des produits alimentaires, ont diminué de 2,1% pour s'établir à 10 milliards FC en 2016 contre 10,2 milliards FC en 2015, en raison du repli du volume importé.

### Évolution des importations de produits alimentaires (en Millions FC et en Tonnes)

		2012	2013	2014	2015	2016
Produits carnés	Valeur	8 007	7 203	9 361	10 227	10 009
	Quantité	17 901	16 412	19 117	24 836	22 507
Animaux vivants	Valeur	3 567	1 609	957	992	1 017
	Quantité	9 492	5 016	1 328	1 686	1 830
Céréales	Valeur	14 177	13 448	14 854	14 838	15 955
	Quantité	68 776	57 149	64 085	73 815	102 925
Condiments	Valeur	2 060	2 315	3 706	3 969	3 697
	Quantité	5 062	6 502	13 031	13 258	13 134
Boissons	Valeur	2 653	2 480	2 733	2 777	3 195
	Quantité	12838	8957	11766	11934	14666
Autres produits alimentaires	Valeur	1 835	1 581	1 751	1 813	1 880
	Quantité	4 451	3 268	3 266	3 503	3 736

Source : Direction Générale des Douanes, BCC-DEEMF

Concernant les biens d'équipements, les importations se sont élevées à 21,7 milliards FC en 2016 contre 20,3 milliards FC un an plus tôt, et ont concerné principalement les véhicules de type industriels et les biens meubles.

Les importations des équipements de transports motorisés ont augmenté de 6,8% pour s'établir à 9,5 milliards FC, en dépit d'un léger repli des importations des véhicules de tourisme, principale composante de cette catégorie.

### Évolution des importations de biens d'équipements (en Millions FC et en Tonnes)

		2012	2013	2014	2015	2016
Moyens de transports motorisés et accessoires	Valeur	11 153	11 778	13 407	8 936	9 540
	Quantité	5 484	20 468	8 167	7 981	8 741
Machines et accessoires	Valeur	4 824	3 691	5 349	4 707	4 641
	Quantité	2 788	2 488	2 210	1 902	3 416
Biens meubles et Electroménagères	Valeur	5 042	2 307	2 538	2 254	2 481
	Quantité	4 233	3 989	4 124	3 875	4 163
Produits TIC	Valeur	3 020	8 907	2 832	1 867	2 054
	Quantité	668	675	629	1 012	1 174
Autres biens d'équipements	Valeur	1 395	2 224	2 814	2 440	2 803
	Quantité	3 325	3 693	4 807	3 916	4 632

Source : Direction Générale des Douanes, BCC-DEEMF

En revanche, la valeur des importations de produits énergétiques a diminué, s'élevant à 17,8 milliards FC en 2016 contre 19 milliards FC en 2015. Cette baisse a concerné essentiellement les importations de produits pétroliers, qui se sont établies à 16,1

milliards FC contre 17,9 milliards FC en 2015, alors que paradoxalement les quantités importées se sont accrues et qu'une remontée progressive des cours mondiaux du pétrole a été observée au cours de l'année.

### Évolution des importations de produits énergétiques (en Millions FC et en Tonnes)

		2012	2013	2014	2015	2016
Produits pétroliers	Valeur	25 519	26 244	20 791	17 873	16 131
	Quantité	50 232	60 480	53 934	58 305	68 582
Autres produits énergétiques	Valeur	746	1 377	1 258	1 153	1 634
	Quantité	2 499	4 794	7 275	9 537	5 582

Source : Direction Générale des Douanes, BCC-DEEMF

Par ailleurs, les importations des biens intermédiaires ont baissé de 5,8% pour s'élever à 17,6 milliards FC, en liaison avec le repli de 9,3% des importations de matériaux de construction, et

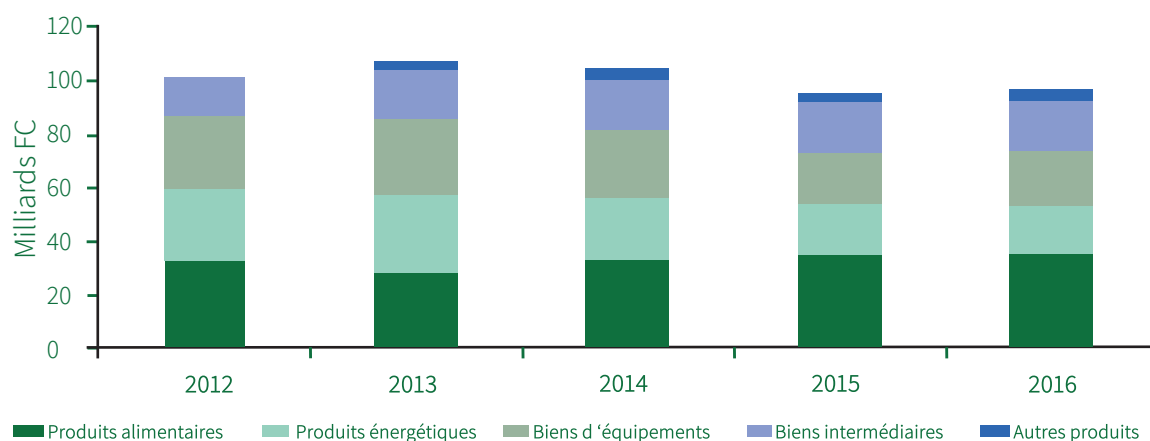
particulièrement les importations de ciment, qui ont diminué de 16% en quantité (130.396 tonnes contre 154.718 tonnes en 2015) et de 25% en valeur (5,2 milliards FC contre 7 milliards FC en 2015).

### Évolution des importations des biens intermédiaires (en Millions FC et en Tonnes)

		2012	2013	2014	2015	2016
Matériaux de construction	Valeur	14 748	15 062	14 797	15 674	14 221
	Quantité	164 279	169 249	173 411	183 557	158 977
Autres biens intermédiaires	Valeur	2 649	3 004	2 897	3 013	3 386
	Quantité	4 042	4 774	4 423	4 730	5 137

Source : Direction Générale des Douanes, BCC

### Évolution de la composition des importations



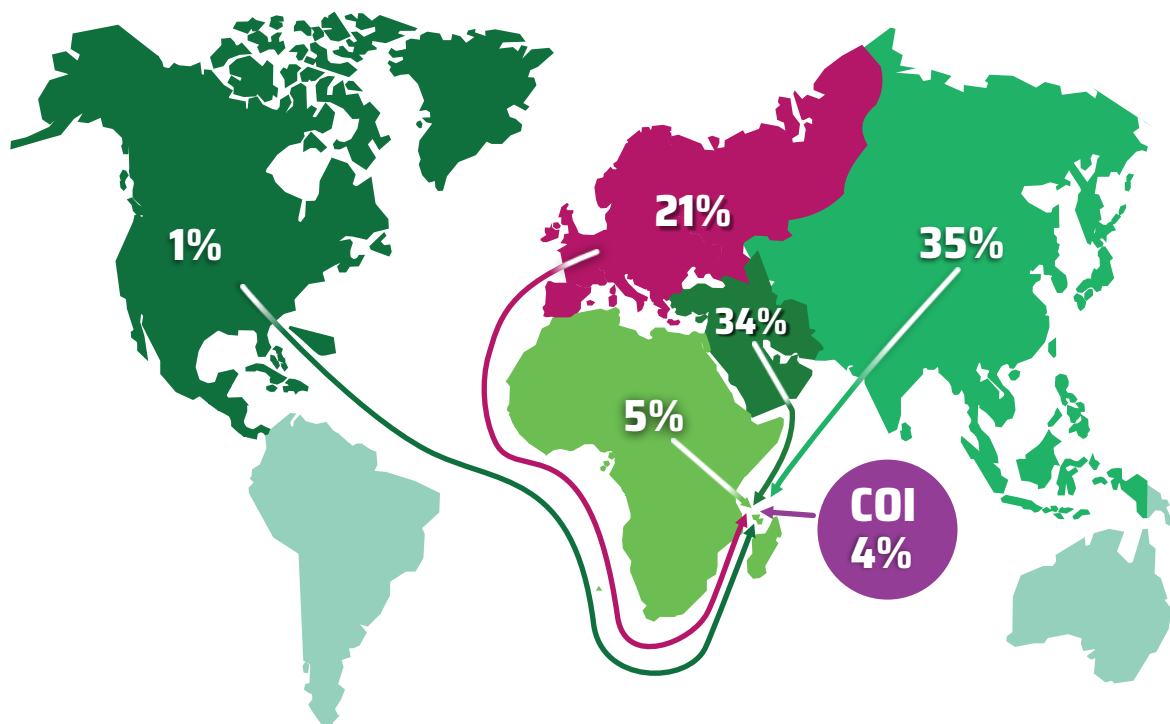
Source : Direction Générale des Douanes, BCC-DEEMF

### Importations par zone géographique

Avec une valeur importée de près de 33,1 milliards FC en 2016, les pays d'Asie ont vu leur part dans le total des importations comoriennes, augmenter de 32,2% à 34,5%, faisant de ces pays les premiers fournisseurs des Comores. Cette évolution résulte de la hausse des importations en provenance de la Chine et de l'Inde et de la bonne tenue des importations en provenance du Pakistan. Les

acquisitions sur le marché asiatique portent principalement sur les produits alimentaires, notamment le riz, mais également sur les machines et appareils, et les matériaux de construction tels que le ciment et la ferraille.

## Ventilation géographique des importations des Comores en 2016, en % du total



Source : Direction Générale des Douanes, BCC-DEEMF

L'accroissement de la part de l'Asie s'est fait au détriment de celle des pays du Moyen-Orient, qui, avec une valeur totale importée de 32,2 milliards FC, passent à la 2<sup>ème</sup> position. En effet, leur part de marché s'est établie à 33,7% en 2016 contre 35,1% en 2015 après 39,3% en 2014 et 41,6% en 2013. Ce recul est à mettre en relation avec le repli des importations de produits pétroliers, en dépit de l'appréciation du dollar, monnaie de facturation des pays de la zone. Les achats sur cette zone géographique proviennent en effet, principalement des Émirats Arabes Unis (15,9% ; -3,6 points), concernant essentiellement des produits alimentaires, des biens d'équipements et des biens intermédiaires et du Bahreïn (16,8% ; +2,2 points) avec les importations des produits pétroliers.

Avec une valeur de près de 20 milliards FC, les acquisitions en provenance du marché européen,

profitant de l'appréciation du franc comorien par rapport au dollar, sont restées stables en termes de part de marché avec un niveau de 20,8%. La France reste le premier partenaire du continent, avec un niveau d'importations de 15,9 milliards FC en 2016, en baisse toutefois de 5,2% par rapport à 2015.

Au niveau des pays de la sous-région, les importations en provenance des pays du COMESA ont augmenté de 8,2% pour s'établir à 4,6 milliards FC, mais ne représentent seulement que 4,8% du total des importations. En revanche, les importations en provenance des pays de la COI ont diminué pour s'établir à 4,2 milliards FC, représentant 4,4% du total des importations.

### La balance des services

Le déficit du compte des services enregistré en 2015, s'est amplifié en 2016, en ressortant à un peu moins de 2,6 milliards FC en 2016 contre 0,8 milliard FC en 2015. Cette évolution est imputable essentiellement à la hausse du déficit du poste «transports», conjuguée à un repli de l'excédent du poste « voyage ».

### Évolution des principaux soldes de la balance des services (en millions FC)

	2014	2015	2016
Transports	-16 587	-15 720	-16 221
dont fret	-12 916	-11 312	-11 205
Voyages	14 064	13 974	12 497
Autres services	4 239	886	1 171
Solde des Services	1 716	-860	-2 553

Source : Direction Générale des Douanes, BCC-DEEMF

Les services de transport affichent un déficit de 16,2 milliards FC contre 15,7 milliards FC en 2015, évolution imputable au poids du fret dans les importations mais aussi à l'insuffisance de l'offre locale dans le domaine du transport aérien et maritime, ce service étant assurée par des compagnies étrangères.

Pour sa part, le poste «voyages» reste une composante essentielle des exportations de services, son excédent s'étant toutefois dégradé de 1,5 milliard FC en 2016, pour ressortir à 12,5 milliards FC. Les recettes de voyages, évaluées sur la base des entrées de voyageurs, se sont chiffrées à 22,4 milliards FC en 2016, en baisse de 1,1% par rapport à 2015, alors que les dépenses de voyages ont pro-

gressé de 14,2% pour s'établir à un peu moins de 9,9 milliards FC.

Le solde excédentaire des autres services s'est établi à 1,2 milliard FC contre 0,9 milliard FC en 2015, mais des évolutions contrastées des différentes composantes sont observées :

- > contraction de 6% du solde excédentaire des services de communication,
- > repli du déficit du poste « services Informatique et Information » (de 0,6 milliard FC),
- > amélioration du solde « des services fournis ou reçus par les administratives publiques (Ambassades, Consulats, Organisations internationales) de près de 0,5 milliard FC.

### La balance des revenus

Le compte du revenu enregistre les flux de revenus nés de l'utilisation des facteurs de production, les intérêts au titre de la dette et les traitements. Il est resté excédentaire en 2016, s'établissant à 2,5 milliards FC, après 2,2 milliards FC en 2015. Cette amélioration de 0,6 milliard FC de l'excédent est liée à l'amélioration des rémunérations de salaires, en dépit du repli des revenus des investissements.

### Évolution des revenus primaires (en millions FC)

	2014	2015	2016
Rémunérations des salariés	1 111	1 156	1 688
Revenus des investissements	558	1 067	765
Investissements directs	-871	-367	-797
Investissements de portefeuille	102	107	118
Autres investissements	1 328	1 326	1 444
Solde des revenus	1 669	2 222	2 453

Source : Direction Générale des Douanes, BCC-DEEMF



Le solde des revenus de travail s'est inscrit en hausse de 46% en rythme annuel, passant de 1,2 milliard FC en 2015 à 1,7 milliard FC en 2016.

Les soldes excédentaires des revenus des investissements s'est réduit en 2016, s'établissant à un peu moins de 0,8 milliard FC contre 1,1 milliard FC en 2015, sous l'effet de la hausse des paiements nets des revenus des investissements directs (-0,4 milliard FC), en dépit de l'amélioration des paiements des autres investissements (+0,1 milliard FC).

#### La balance des transferts courants

L'excédent des transferts courants s'est contracté de 33,4%, ressortant à 48,1 milliards FC en 2016 contre 72,2 milliards FC l'année précédente, sous l'effet d'une contraction conjuguée des transferts des administrations publiques et des transferts privés.

Les transferts courants nets au profit des administrations publiques ont diminué de 23,9 milliards FC, après la progression enregistrée en 2015 (+16,3 milliards), en relation avec le net repli de l'aide budgétaire de 23,3 milliards FC.

S'agissant des transferts courants nets au bénéfice des autres secteurs, ils se sont légèrement contractés (-0,5%) pour s'établir à 44,1 milliards FC après 44,7 milliards FC en 2015 et 51,5 milliards FC en 2014, imputable essentiellement à la contraction de 9,6% des envois de fonds des travailleurs.

#### Évolution des transferts courants, en millions FC

Rubriques	2014	2015	2016
Transferts des administrations publiques	8 566	27 462	4 015
Transferts des autres secteurs	51 491	44 724	44 072
Solde des transferts	60 057	72 186	48 087

Source : Direction Générale des Douanes, BCC-DEEMF

## 2.4.2 LE COMPTE DE CAPITAL ET D'OPÉRATIONS FINANCIÈRES

### 2.4.2.1 COMPTE DE CAPITAL

Le compte de capital enregistre les transferts en capital ainsi que les acquisitions et les cessions d'actifs non financiers non produits.

Le solde excédentaire du compte de capital est évalué à 8,4 milliards FC en 2016 contre 18 milliards FC, soit une baisse de 9,7 milliards FC. Les financements ont été mobilisés auprès des bailleurs étrangers, notamment à hauteur de 2,3 milliards FC pour le secteur primaire (dont 1,5 milliard FC pour le seul sous-secteur de l'Eau et Assainissement), 1,6 milliard FC pour le secteur secondaire (en totalité pour l'énergie) et 4,5 milliards FC pour le secteur tertiaire (dont 3,5 milliard FC pour les secteurs sociaux, Santé et Education).

Le poste acquisition d'actifs non financiers non produits avait enregistré en 2015 la vente d'une licence d'exploitation de téléphone mobile à un opérateur étranger.



## Évolution du compte de capital (en millions FC)

Rubriques	2014	2015	2016
Transferts en capital	17 845	7 463	8 370
Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	10	6 309	0
<b>Solde du compte de capital</b>	<b>22 218</b>	<b>18 043</b>	<b>8 370</b>

Source : BCC, DEEMF

**2.4.2.2 COMPTE FINANCIER**

Le compte financier reflète l'évolution des comptes des transactions courantes et de capital. Il enregistre, sur une base nette, les opérations sur les actifs et les passifs financiers effectuées entre les résidents et les non-résidents. Aux Comores, les principales rubriques sont les investissements directs étrangers, les autres investissements ainsi que les avoirs de réserve.

**a) Capitaux Non Monétaires**

Le solde des comptes non financiers fait ressortir, au titre de l'année 2016, un déficit de 11,8 milliards FC (-4,6% du PIB) contre un excédent de 12,7 milliards FC (5,1% du PIB) un an plus tôt. Ce niveau résulte de l'effet combiné du déficit du compte des transactions courantes de 20,2 milliards FC (7,8% du PIB) et de l'excédent du compte de capital de 8,4 milliards FC (+3,2% du PIB).

Hors variation des avoirs extérieurs nets (AEN) du système bancaire, le solde du compte financier est ressorti à 3,8 milliards FC (1,5 % du PIB) en 2016 contre 9,4 milliards FC en 2015, soit une variation de 5,6 milliards FC. Cette évolution a résulté d'un repli des investissements directs étrangers (1

milliard FC) et des autres investissements (4,6 milliards FC).

## Évolution du compte financier, en millions FC

Rubriques	2014	2015	2016
Investissements Directs étrangers	1735	2189	1 186
Investissements de portefeuille	0	0	0
Autres investissements	-2 659	7 188	2 569
<b>Solde du compte financier</b>	<b>-924</b>	<b>9 377</b>	<b>3 756</b>

Source : BCC, DEEMF

**b) Capitaux Monétaires**

La position extérieure nette des banques est restée créditrice de 5,1 milliards FC en 2016, après 1,3 milliard FC en 2015. Cette amélioration est entretenue par une hausse plus conséquente des avoirs (+8 milliards FC) par rapport à celle des engagements, qui se sont élevés à 3,4 milliards FC, après 0,3 milliard FC en 2015.

La variation positive des avoirs extérieurs des autres institutions de dépôts est attribuable essentiellement à la hausse de leurs comptes de correspondants qui ont augmenté de 8,3 milliards FC, atténuant l'augmentation de 3,3 milliards FC des engagements.

## Variation des avoirs et engagements des autres institutions de dépôts (en millions FC)

Rubriques	2014	2015	2016
Avoirs	-5865	981	8 342
Engagements	-110	-286	3 264
<b>Position extérieure des Autres institutions de dépôts</b>	<b>-5 755</b>	<b>1 268</b>	<b>5 077</b>

Source : BCC, DEEMF

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale se sont établis à 62,1 milliards FC, soit un repli de 15,4 milliards FC, consécutif à une baisse des avoirs (-16,3 milliards FC), que n'a pu compenser la contraction des engagements (-0,9 milliards FC).

En effet, les avoirs extérieurs bruts sont passés de 90,9 milliards FC en 2015 à 74,6 milliards FC en 2016. Ce niveau est imputable principalement à la baisse des encaisses en devises (en euros et DTS) et des soldes des comptes détenus à l'étranger. Au niveau des engagements de la BCC, la baisse observée est imputable au règlement des échéances dues au titre de l'année sur les Prêts du FMI.

#### Variation des avoirs et des engagements de la BCC (en millions FC)

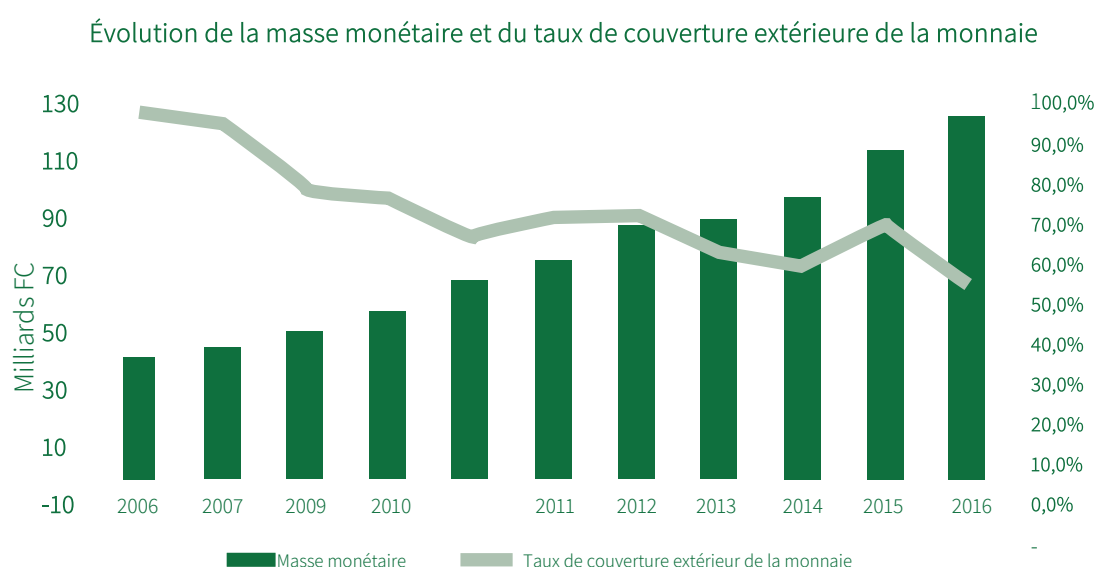
	2014	2015	2016
<b>Avoirs de réserve</b>	7 492	21 264	-16 254
Or Monétaire	36	-5	39
<b>Droits de tirages spéciaux</b>	-1 212	288	-2 205
Position de réserve au FMI	22	23	1 397
<b>Devises étrangères</b>	8 416	20 977	-15 461
Autres créances	231	-18	-24
<b>Engagements</b>	738	735	-862
Crédits et Prêts du FMI	484	340	-808
Numéraires et Dépôts	-66	62	-64
Droits de tirages Spéciaux	320	333	10
<b>Avoirs Extérieurs Nets de la BCC</b>	-6 754	-20 529	15 392

Source : BCC, DEEMF

## 2.5 ÉVOLUTION DU SECTEUR MONÉTAIRE

A la fin de l'année 2015, la croissance des agrégats monétaires avait été fortement influencée par l'aide budgétaire du Royaume d'Arabie Saoudite et l'encaissement du produit de la vente d'une

licence de téléphonie mobile, affichant une hausse de 17,1%. Un an après, la masse monétaire est restée sur cette dynamique haussière, tirée cette fois par l'accroissement du Crédit Intérieur.



Source : BCC, DEEMF

En effet, à fin décembre 2016, la masse monétaire s'est élevée à 125,4 milliards FC, en hausse de 11,7 milliards FC par rapport à décembre 2015, soit un taux d'accroissement annuel de 10,3% contre 17,1% une année auparavant.

Cette évolution de la situation monétaire des Comores traduit le dynamisme de l'activité bancaire. Ainsi, la collecte des dépôts a atteint 96,7 milliards FC à fin décembre 2016 contre 83,4 milliards de FC à fin décembre 2015, affichant des rythmes de croissance annuel de 20,8% pour les dépôts à vue et de 10,2% pour les dépôts à terme.

Parallèlement, les concours octroyés aux différents agents économiques se sont élevés à 85,4 contre 64,4 milliards FC à fin décembre 2015, soit une hausse de 32,6%, les crédits au secteur privé s'étant accrus de (+9,4%).

En revanche, les avoirs extérieurs nets se sont contractés de 13%, ramenant le taux de couverture de la masse monétaire par les avoirs extérieurs nets à 55% contre 69,8% en 2015 et après 59,3% en 2014, couvrant ainsi 7,5 mois d'importations de biens et services contre 9,2 mois en 2015 et 6,7 mois en 2014.

## 2.5.1 ÉVOLUTION DE LA MASSE MONÉTAIRE

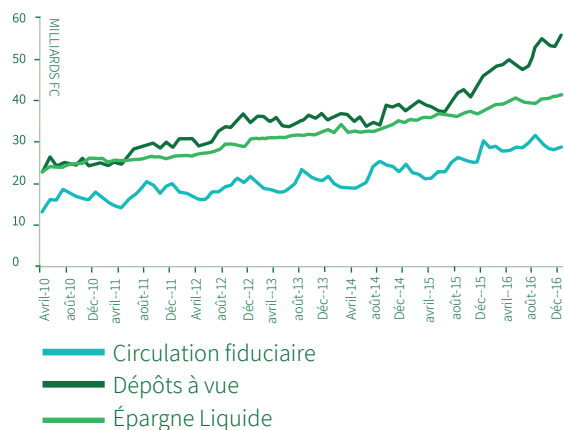
Les composantes de la masse monétaire ont évolué comme suit :

> L'agrégat « M1, Moyens de paiements » représentant plus de la moitié de la composition de la masse monétaire, est en hausse de 10,3% à fin décembre 2016 contre une hausse de 22,7% en décembre 2015, mais avec des évolutions opposées de ses deux sous-composantes :

> une légère contraction pour la circulation fiduciaire, qui s'est établie à 28,7 milliards FC après 30,4 et 24,7 milliards FC respectivement à fin décembre 2015 et fin décembre 2014. Ce niveau, bien qu'en recul de 5,5% par rapport à celui observé à fin décembre 2015, demeure toutefois soutenu, traduisant la préférence du cash dans l'économie ;

> une forte augmentation pour les dépôts à vue qui ont augmenté de 20,8% par rapport à fin décembre 2015, après une hausse de 22,5% l'année dernière, s'élevant à 55,5 milliards FC en décembre 2016 contre près de 46 milliards FC en décembre 2015 et 37,6 milliards FC en décembre 2014.

Évolution des composantes de la masse monétaire



Source : BCC, DEEMF

> L'agrégat « M2 - M1, Epargne liquide », composé essentiellement des comptes sur livrets, est également en hausse, affichant une progression de 10,2% contre un accroissement de 7,2% un an auparavant, portant le niveau d'épargne à 41,2 milliards FC à fin 2016 après 37,4 milliards FC en 2015.

## Évolution des composantes de M2 (en millions FC)

ÉVOLUTION DES COMPOSANTES DE LA MASSE MONÉTAIRE	Encours (millions FC)					Variation (%) / Déc 2016	
	Déc-15	Mars-16	juin 2017	Sept-16	Déc-16	Déc-15	Juin-16
M1 / Moyens de paiements	76 379	76 350	76 110	84 610	84 267	10,3	10,7
Circulation Fiduciaire hors BEF	30 387	27 785	28 645	29 672	28 727	-5,5	0
Dépôts à vue	45 992	48 565	47 465	54 938	55 541	20,8	17
Banque Centrale	2 039	2 328	2 881	2 334	2 177	6,8	-25
Banques et Etablissements Financiers	43 953	46 237	44 584	52 604	53 364	21,4	19,7
M2 - M1 / Epargne Liquide	37 380	39 125	39 720	40 339	41 180	10,2	3,7
M2 / Masse Monétaire	113 759	115 475	115 830	124 949	125 447	10,3	8,3

Source : Banque Centrale des Comores, DEEMF

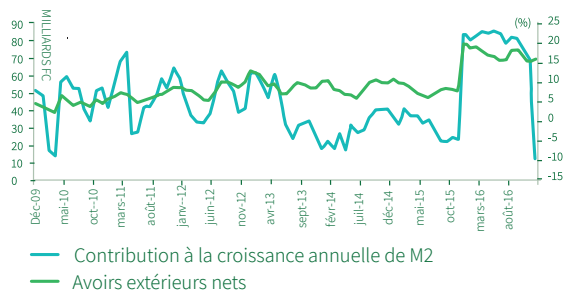
### 2.5.2 LES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONÉTAIRE

Les avoirs extérieurs nets se sont inscrits dans une tendance baissière tout au long de l'année 2016, pour s'établir à 69 milliards FC à fin décembre contre 79,4 milliards FC à fin décembre 2015, soit un repli de 13%.

Cette évolution de la position extérieure nette résulte essentiellement de la baisse des avoirs extérieurs bruts de la Banque centrale, qui ont été sollicités régulièrement pour le règlement des importations, et en dépit d'une légère contraction de ses engagements extérieurs, suite notamment aux paiements des échéances du prêt FEC du FMI.

La position extérieure nette des autres établissements financiers s'est fortement améliorée, s'établissant 6,9 milliards FC à fin décembre 2016 contre 1,8 milliard FC en décembre 2015, suite à l'amélioration des avoirs bruts, notamment en raison de l'amélioration des recettes d'exportation.

### Évolution des avoirs extérieurs nets et contribution à la croissance annuelle de la masse monétaire



Source : BCC, DEEMF

Le crédit intérieur a connu une forte progression et a atteint 85,4 milliards FC à fin décembre 2016 contre 64,4 milliards à fin décembre 2015, soit une hausse de 32,6%.



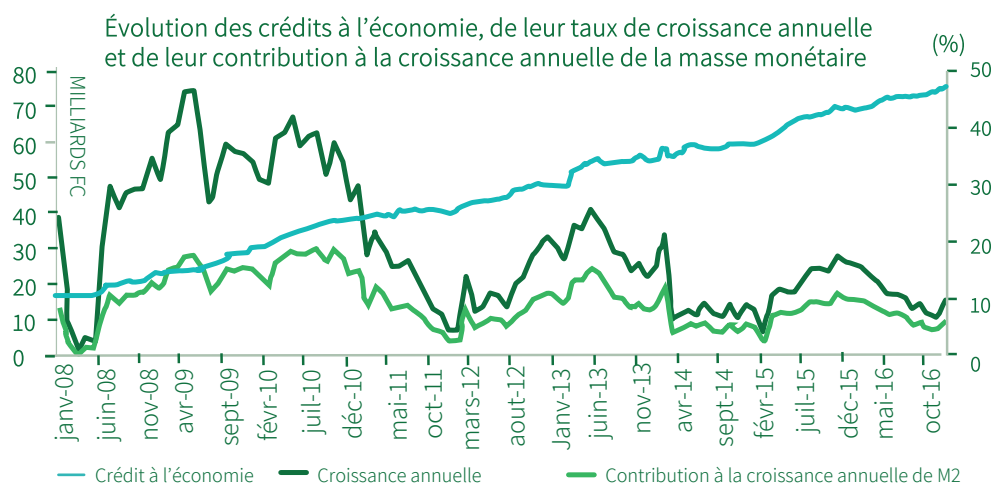
## Évolution des contreparties de M2 (en millions FC)

EVOLUTION DES CONTREPARTIES DE M2	Encours (millions FC)					Variation (%)	
	Déc-15	Mars-16	Juin-16	Sept-16	Déc-16	Déc-15	Juin-16
AVOIRS EXTÉRIEURS (NETS)	79 363	74 544	68 668	74 692	69 048	-13	0,6
Banque Centrale des Comores	77 525	73 406	68 043	69 057	62 133	-19,9	-9
Banques et Établissements Financiers	1 837	1 138	625	5 635	6 915	276,3	1006,1
CRÉDIT INTÉRIEUR	64 417	71 522	77 350	80 296	85 399	32,6	10,4
Créances nettes sur l'Administration Centrale	-4264	2169	4 999	7 531	10 241	-340,2	104,9
Créances brutes (sur l'Administration Centrale)	12 062	12 949	13 480	13 034	18 293	51,7	35,7
Dépôts (de l'Administration Centrale)	16 325	10 780	8 481	5 503	8 051	-50,7	-5,1
Crédits à l'économie	68 680	69 353	72 351	72 765	75 158	9,4	3,9
Autres Sociétés Financières	0	0	0	0	0		
Adm. États Fédérés et Locales	110	95	0	0	0	-100	-100
Sociétés Non Financières Publiques	797	378	421	397	2 899	263,7	589
Autres Sociétés Non Financières	35 094	34 444	35 315	34 059	36 083	2,8	2,2
Autres Secteurs Résidents	32 679	34 436	36 615	38 308	36 176	10,7	-1,2
AUTRES POSTES NETS	-30 020	-30 590	-30 187	-30 039	-29 000	-3,4	-3,9
Total des Contreparties	113 759	115 481	115 830	124 949	125 447	10,3	8,3

Source : Banque Centrale des Comores, DEEMF

Les créances nettes à l'Administration Centrale se sont élevées à 10,2 milliards FC contre une position débitrice d'environ 4,3 milliards FC en décembre 2015. Cette évolution est en rapport avec la hausse

des créances brutes, dont l'encours est passé de 12,1 à 18,3 milliards FC entre décembre 2015 et décembre 2016, tandis que les dépôts ont diminué de moitié, l'encours passant de 16,3 milliards FC en décembre 2015 à 8,1 milliards FC en décembre 2016.



Source : BCC, DEEMF

Par ailleurs, les crédits à l'économie ont poursuivi la tendance haussière observée ces dernières années. En effet, l'encours des crédits au secteur privé est passé de 59,1 milliards FC à fin décembre 2014 à 68,7 milliards FC à fin décembre 2015, et a atteint 75,2 milliards FC à fin décembre 2016. Ces concours octroyés sont essentiellement orientés

vers les entreprises privées (48% du total des financements) et les ménages (48,1% du total des financements).

Les crédits à court terme (34,5 milliards FC) devancent de plus de 8,6 milliards FC les crédits à moyen et long terme (26,16 milliards FC).

ÉVOLUTION DU CRÉDIT SAIN PAR ÉCHÉANCE	Encours (millions FC)					Variation (%)	
	Déc-15	Mars-16	Juin-16	Sept-16	Déc-16	Déc-15	Juin-16
Crédit à court terme (y compris les découverts)	34 973	31 259	34 420	33 195	34 517	-1,3	0,3
Crédit à moyen terme	17 377	17 593	17 826	17 626	22 689	30,6	27,3
Crédit à long terme	3 044	3 442	3 327	3 295	3 426	12,6	3

Source : Banque Centrale des Comores, DEEMF

## 2.6 LA CONDUITE DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE

La Banque Centrale des Comores dispose essentiellement de trois instruments de régulation de la liquidité de l'économie et du niveau des réserves de change :

- > les taux d'intérêt,
- > les réserves obligatoires,
- > les plafonds de refinancement.

Dans la pratique, elle a recours essentiellement au taux de constitution des réserves obligatoires, qui est un dispositif, assis sur les dépôts de la clientèle et s'appliquant uniformément à l'ensemble des établissements de crédit (Banques, IFD, SNPSF). Sa détermination tient compte de la conjoncture économique internationale et nationale et de l'analyse de l'évolution des prix.

Dans le contexte actuel, caractérisé par le rythme lent de la croissance économique ces dernières années (1,0% en 2015, après 2,1% en 2014 et 3,5%

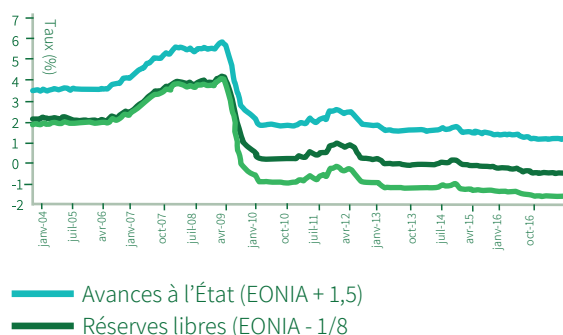
en 2013), et de l'évolution contenue du taux d'inflation (1,3% en 2015 après 1,5% en 2014 et 1,6% en 2013), le Conseil d'Administration de la BCC a maintenu tout au long de l'année 2016 le taux de constitution des réserves obligatoires à 15%, niveau inchangé depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Ce maintien a permis de stabiliser la liquidité du secteur bancaire, qui présente en moyenne mensuelle des réserves de 3,7 milliards FC, dont 1,7 milliard FC d'excédents en 2016 contre une moyenne de 3,1 milliards FC (1,5 milliard FC d'excédents) en 2015.

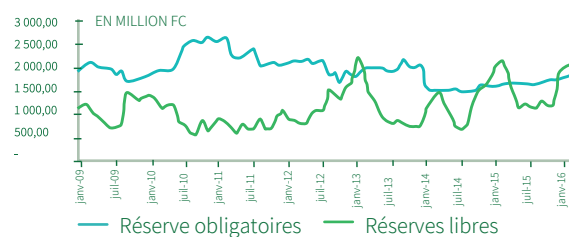
Au niveau des taux, la Banque centrale indexe ses opérations sur le taux du marché interbancaire de la BCE (EONIA<sup>1</sup>).

<sup>1</sup> Euro Overnight Index Average (EONIA) : taux calculé par la BCE et diffusé par la FBE (Fédération Bancaire de l'Union Européenne). Il résulte de la moyenne pondérée de toutes les transactions au jour le jour de prêts non garantis réalisées par les banques retenues pour le calcul de l'euribor.

### Évolution des principaux taux d'intérêt de la BCC



### Évolution des réserves moyennes Constituées par les établissements de crédit



Source : BCC, DEEMF

Ainsi, l'EONIA, qui évolue depuis décembre 2014 en territoire négatif, a mécaniquement impacté les taux de la BCC :

- Le taux d'escompte (EONIA + 1,5) est passé de 1,30% à fin décembre 2015 à 1,15% à fin décembre 2016,
- Le taux de rémunération des dépôts des établissements de crédit auprès de la BCC, fixé à EONIA -1,25 pour les réserves obligatoires et à EONIA-1/8 pour les réserves libres, n'est plus servi du fait de son chiffre négatif.

A titre d'information, le taux de rémunération des réserves obligatoires est ressorti en moyenne à -1,57% en 2016 après -1,36% en 2015 et celui des réserves libres à -0,44% contre -0,23% respectivement.

Par ailleurs, au niveau des taux débiteurs, la fourchette [7 - 14]%, édictée par le Ministre des Finances est toujours en vigueur. La BCC a toutefois adopté un règlement obligeant les établissements de crédit à calculer et à communiquer à leurs clients emprunteurs un « taux effectif global » sur chaque contrat de crédit. Les déclarations ont commencé en décembre 2015 sur une base trimestrielle et la BCC attend de disposer d'une série longue, qui lui permettra d'envisager d'arrêter des taux de l'usure sur les différents types de crédit.

# CHAPITRE 03

## Actions du secteur privé et les interventions des partenaires au développement

### RÉSUMÉ

Le secteur privé demeure confronté à de nombreuses contraintes, liées en particulier aux facteurs de production limités et à l'accès limité aux financements.

Organisé autour de plusieurs organisations, diverses actions ont été menées pour renforcer les opérateurs locaux.

Au niveau du climat des affaires, l'Union des Comores a perdu une place au niveau du classement 2017 du Doing Business, passant de la 152<sup>ème</sup> place à la 153<sup>ème</sup>, peu de réformes ayant été réalisées au cours de l'année 2016.

Par ailleurs, les partenaires au développement continuent à apporter leurs appuis à l'Union des Comores dans différents secteurs tels que la santé, l'environnement, les routes, l'énergie, ou les finances publiques.



### 3.1 ACTIONS DU SECTEUR PRIVE COMORIEN

Le secteur privé comorien est représenté par plusieurs organisations. On peut citer notamment l'Union des chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture des Comores ou encore le Mouvement des Entreprises Comoriennes (MODEC). Par ailleurs, une nouvelle organisation a été créée en décembre 2016, sous le nom de Nouvelle OPACO (Organisation du Patronat Comorien).

#### 3.1.1 L'UCCIA

L'Union des chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture des Comores (UCCIA) et les chambres régionales (CCIA) sont des établissements publics autonomes, à caractère professionnel, créés par la loi N° 95-01 1/AF du 23 juin 1995.

L'UCCIA a comme principales missions d'appuyer la création et le développement de l'entreprise aussi bien sur le plan local qu'à l'échelle internationale, à travers des services administratifs, de formation, d'information et de mise en réseau. Elle joue un rôle d'interface public-privé, de conseil envers l'Etat, d'accompagnement et d'appui à la communauté d'affaires.

Elle représente, au niveau national et international, les intérêts de toutes les Chambres Régionales. Elle représente les intérêts communs des opérateurs économiques dans les domaines du commerce, de l'industrie, de l'artisanat, de l'agriculture, de la pêche, et des prestations de service.

Elle a développé en son sein plusieurs services, notamment :

- > La Cour d'arbitrage des Comores, CACOM, qui a pour mission de régler les litiges pouvant opposer les différents opérateurs économiques, en proposant des solutions acceptables à toutes les parties, en vue d'éviter les procédures judiciaires, souvent longues et onéreuses.
- > Le Centre de Formalités Administratives des Entreprises, CFAE : ce centre, mis en place en 2012, a pour but de regrouper en un seul endroit l'ensemble des services concourant à la création d'entreprise.
- > L'Institut Consulaire de Formation, afin de mieux valoriser les compétences des opérateurs économiques.

L'année 2016 a été marquée par :

- > L'organisation d'élections libres et transparentes au niveau des Chambres Insulaires et de l'Union.
- > Le lancement de l'incubateur d'entreprises, « Innov lab », qui vise :
  - à accompagner les jeunes porteurs de projets, de l'idée à l'élaboration du Projet,
  - à développer des actions de formation et d'accompagnement,
  - à accompagner l'accès au crédit,
  - et à mettre en place un espace de Co working.

Avec l'appui de la BAD- PRCCI :

- > Une étude diagnostique a été réalisée avec un plan triennal,

- > L'équipe technique a été formée,
- > 15 jeunes « incubés » ont été formés, leurs business plans élaborés et sont accompagnés pour avoir accès aux crédits,
- > Le livret de l'entrepreneur est disponible.
- > Coopérative artisanale, en partenariat avec l'Union Européenne, ce programme vise à structurer le secteur de l'artisanat par la mise en place d'une coopérative, à mener des actions de formation, d'appui à la visibilité marketing des Artisans et d'appui à l'acquisition de petits équipements et outillages :
  - La gouvernance est mise en place,
  - Des actions de formation, d'appui Marketing et d'appui à l'acquisition de petits équipements programmées pour 2017.
- > Centre de Gestion Agrée (CGA) qui a accompagné les petits commerces, TPE, TPI, PME, PMI à élaborer une comptabilité fiable pour une meilleure information comptable nécessaire au développement de l'entreprise, à une fiscalité juste et à un meilleur accès aux crédits.

### 3.1.2 Le MODEC

Né le 8 février 2014 de la fusion de plusieurs organisations du secteur privé, le Mouvement des Entreprises Comoriennes, MODEC, est une

association à but non lucratif et apolitique, dont la mission principale est la représentation et la défense des intérêts du secteur privé comorien. A fin juin 2016, le MODEC comptait 184 adhérents, dont 84 entreprises affiliées directement.

Ses adhérents sont des entreprises privées issues de différents secteurs (agriculture et pêche, industrie de fabrication, énergie, TIC, BTP construction, commerce, Tourisme, Exportation, services), des groupements d'entreprises, des cabinets de professions libérales, des organisations professionnelles nationales, des groupements interprofessionnels, et toute association dont les missions ne sont pas en contradiction avec les valeurs du Mouvement.

Le MODEC est représenté dans 17 instances nationales : Autorité de Régulation des Marchés Publics, Caisse Nationale de Solidarité et de Prévoyance Sociale, Fonds d'Entretien Routier, Commission Nationale de lutte contre la corruption, le Conseil Scientifique de l'Université, la Maison De l'Emploi, le Conseil Consultatif du Travail et de l'Emploi, l'Agence Nationale pour la Promotion de l'Investissement, l'Office Comorien de la Propriété Intellectuelle, le Centre de Formation de Djomani ya Mboude, le Tribunal de Prud'homme, le Conseil Economique et Social de Ngazidja, le Comité de Pilotage pour les Aires Protégées, la Commission Nationale de l'OHADA, le Centre de Gestion Agrée de l'UCCIA, le Comité de Veille et de suivi des prix de certains produits de première nécessité. Il participe également au comité de pilotage du processus d'accession des Comores à l'OMC, et est régulièrement sollicité par la Banque Mondiale dans son évaluation Doing Business de l'environnement des Affaires.

Dans le cadre de l'amélioration de l'environnement des affaires, une convention de partenariat a été signée avec la Meck Moroni pour l'obtention d'un prêt de dédouanement des marchandises, tandis que des échanges sont en cours avec les institutions financières de la place pour étudier d'autres voies de financement des entreprises.

Par ailleurs, après avoir signé une convention de partenariat avec la Direction Générale des douanes des Comores en janvier 2015, dans l'objectif d'offrir des services personnalisés aux entreprises membres de l'organisation, une démarche similaire est en cours avec la Direction Générale des Impôts, dans le but de mener des actions de sensibilisation sur l'application correcte du code général des impôts par les entreprises mais aussi par le service public lui-même.

Sur le plan du dialogue social, le MODEC a mené, à travers le Conseil Consultatif des Travailleurs et des Employeurs (CCTE), des actions communes avec la Confédération des Travailleuses et Travailleurs Comoriens (CTC) et le Ministère de l'emploi, qui ont porté sur la redynamisation de la Maison de l'Emploi ou encore l'organisation de la Journée Mondiale sur la Santé et la Sécurité au Travail. L'organisation envisage de travailler également avec les caisses Nationales de Retraite (CRC) et de Prévoyance et de Sécurité Sociale (CNSPS).

Dans le domaine de la formation, des partenariats ont été formalisés notamment avec le Projet d'Appui à la Formation Technique et Professionnelle financé par l'Union Européenne pour 18 mois depuis juin 2016, le Centre de Formation Technique et Professionnelle de Djomani Mboude ou encore le Service Universitaire de la Formation Professionnelle. D'autres actions

sont en cours avec le Club Export la Réunion et Mayotte, le MEDEF Réunion, Business Africa, le patronat de l'Océan Indien et d'autres patronats en Afrique.

Le MODEC a mené également plusieurs actions en partenariat avec la Fédération Comorienne des Consommateurs, l'association Jeunes Entrepreneurs, Ngosh'awo, Ussukani wamassiwa, Jeune Chambre Internationale (JCI), EFOICOM, UCCIA, ANPI, ANKIBA (Anjouan) et UOEM (Mohéli).

Le MODEC, qui assure le Secrétariat Exécutif de la plateforme public-privé, instituée le 13 novembre 2014 par décret, souhaite s'inscrire dans la politique du Chef de l'Etat sur l'émergence économique, en se constituant en une force de proposition et d'orientation sur les projets d'investissements publics, et en intégrant les conseils d'administration des sociétés d'Etat, afin de lutter ensemble contre le chômage, notamment des jeunes, défi majeur de l'économie nationale.

### 3.1.3 La Nouvelle OPACO

La Nouvelle OPACO est un groupement des employeurs comoriens créé le 12 décembre 2016, qui compte aujourd'hui 31 membres, et dont les objectifs sont :

- > d'assurer la représentation de ses adhérents auprès des pouvoirs publics, des organisations patronales et auprès des organisations des Travailleurs,
- > d'assurer la défense et la sauvegarde des intérêts de l'ensemble de ses adhérents par les voies et moyens que les lois en vigueur mettent à disposition,

- > de participer et d'influer sur les débats publics portant sur les priorités et les chantiers de développement du pays ;
- > d'appuyer au renforcement des capacités institutionnelles, techniques et financières des membres en vue de les assister à accroître leur compétitivité et leurs résultats,
- > de participer à l'amélioration de l'environnement économique et du climat des affaires

Les activités de l'organisation sont établies de manière concertée avec les membres et incluent les domaines ci-après :

#### Plaidoyer

- > Rencontres sur demande avec les autorités sur les contraintes entravant la bonne marche et les intérêts des membres ;
- > Participation et contribution aux ateliers nationaux sur les conditions d'entrepreneuriat et de développement du pays ;
- > Facilitation et soutien au Dialogue Public Privé.

#### Renforcement des capacités

- > Formation technique, managériale et opérationnelle ;
- > Organisation de séminaires thématiques ;
- > Voyages d'études ;
- > Coaching ;
- > Mentoring ;
- > Développement de partenariat.

#### Échange et information

- > Publication annuelle des membres ;
- > Réalisation d'enquêtes et d'études conjoncturelles ;
- > Bulletin d'information ;
- > Tribune médiatique.

#### Appui et conseil

- > Signature de conventions et de facilités de financement ;
- > Assistance technique ;
- > Gestion des ressources humaines ;
- > Organisation et gestion d'entreprise.

#### Les projets en vue comprennent

- > la production d'un annuaire et d'une base de données des membres pour les appuis techniques et financiers,
- > la mise en place de ligne de crédit pour le financement à moyen et long terme,
- > l'établissement de partenariat avec des instituts locaux et internationaux de formation en gestion et en management,
- > la production et la soumission de cahiers blancs sectoriels au gouvernement et au Chef de l'État.

## 3.2 INTERVENTIONS DES PARTENAIRES AU DÉVELOPPEMENT

### 3.2.1 L'Agence Française de Développement

Présente en Union des Comores depuis plus de 50 ans, l'Agence Française de Développement apporte un appui au développement du pays essentiellement à travers des aides budgétaires et le financement de projets en subvention. Après une année exceptionnelle en termes d'engagements en 2012, l'activité de l'AFD reste à un niveau soutenu.

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Autorisations	1,6 M€	3 M€	11,5 M€	4,9 M€	5,2 M€	22,5 M€	1,3 M€	3 M€	8,7 M€	4,6 M€
Décaissements	1,5 M€	2 M€	6 M€	5,7 M€	5,3 M€	6,5 M€	9,9 M€	5,4 M€	4,6 M€	5,3 M€

Conformément au Document cadre de partenariat signé entre la France et les Comores pour la période 2012-2014, les financements de l'AFD se sont concentrés sur trois secteurs au cours de ces dernières années. Les perspectives offertes par le Document de Programmation Conjointe (DPC) France / Union Européenne sur la période 2015-2020 et la Note de Cadrage Stratégique (NCS) de l'Agence de Moroni pour la période 2016-2020, confortent ce positionnement :

- > Le renforcement du capital humain et de l'accès aux services sociaux de base, avec des interventions dans le secteur de la santé pour un total de 26,6 M€ sur la dernière décennie, avec :
  - trois importants projets nationaux d'appui à l'amélioration de la santé maternelle et infantile (projets PASCO I, II et III financés dans le cadre de l'initiative Muskoka en faveur de l'atteinte des OMD 4 et 5 ciblant l'offre de soins :

réhabilitation /reconstruction, équipement des structures de santé, formation du personnel, appui à la gestion hospitalière et financement de la santé,

- un projet d'appui à l'amélioration de la qualité des soins et au renforcement des capacités de Caritas Comores,
- un projet de renforcement de la santé maternelle sur l'île d'Anjouan visant à contribuer à la réduction de la mortalité maternelle et infantile.

Le programme PASCO III, octroyé en 2015 pour un montant de 7,0 M€, ciblent en priorité :

- (i) des appuis ciblés auprès de l'hôpital El Maarouf,
- (ii) le renforcement de l'offre sanitaire en matière de santé maternelle et infantile,
- (iii) le renforcement du système de santé dans l'accès aux soins, la gestion et le référencement des pathologies chroniques,

- (iv) la structuration des évacuations sanitaires,
- (v) l'appui aux politiques de santé en matière de maladies non transmissibles (MNT).

> La préservation des ressources naturelles et la valorisation du patrimoine environnemental, à travers des interventions en faveur de l'accès à l'eau potable et de l'environnement pour lesquelles plus de 21,9 M€ ont été octroyés depuis 2004 pour :

- la poursuite des appuis aux deux fédérations de gestion communautaire de l'eau d'Anjouan et de Mohéli (UCEA et UCEM),
- la réalisation de quatre projets d'adduction d'eau potable sur les trois îles.

Un nouveau programme est en instruction avec comme objectif principal le renforcement de la gouvernance du secteur de l'Eau (efficacité et légitimité de l'action publique) dans le cadre de la réforme du secteur adoptée en 2015 (PROGEAU - 6,0 M€). Il vise à structurer et l'opérationnaliser les outils de mise en œuvre de cette réforme sectorielle.

L'AFD intervient également dans le secteur de l'environnement depuis 2009, avec une intervention sur un projet communautaire en faveur du développement durable de la forêt de Moya à Anjouan (750 k€) et un projet de soutien au Parc National de Mohéli (3,0 M€ sur la période 2014-2017).

> L'accroissement des opportunités économiques et de la création d'emplois, à travers le secteur financier et l'appui au secteur privé pour un total de 18,9 M€ en prêts non souverains et en subvention depuis 2004, avec :

- un appui à la Banque Centrale des Comores qui œuvre en faveur de l'amélioration du cadre juridique du secteur et de la surveillance des établissements financiers (Fonds de développement du Secteur Bancaire et Financier),
- des financements aux principales institutions de microfinance (Union Régionale des Sanduk d'Anjouan, Union des Meck, Meck Moroni) pour appuyer leur développement et leur professionnalisation ;
- la reprise des activités de la Banque de Développement des Comores en vue de sa privatisation ;
- une ligne de refinancement consentie par Proparco au bénéfice d'EXIM Bank ;
- plusieurs initiatives de renforcement des filières agricoles ;
- un projet visant le développement économique de la région de Jimilimé sur l'île d'Anjouan.

En 2016, l'AFD a octroyé un programme d'appui au financement du secteur productif (4,0 M€), qui sera mis en œuvre à travers la Banque Centrale des Comores et deux Institutions Financières Décentralisées (Union des Meck et Union Régionale des Sanduk d'Anjouan).

Dans le cadre du transfert à l'AFD des projets « Gouvernance », l'agence a également initié fin 2015 un programme de consolidation des administrations financières (PROCAF - 0,8M€), visant le renforcement des capacités des régies financières de l'Etat de l'Union des Comores.

Dans le cadre de l'intégration régionale, les Comores bénéficient également de plusieurs projets financés par l'AFD à travers la Commission de l'Océan Indien (COI) :

- > le projet de surveillance épidémiologique dans les îles du sud-ouest de l'Océan Indien (11,6 M€),
- > le projet de renforcement des capacités commerciales (PRCC-OI) pour le développement du commerce régional (2,4 M€),
- > le projet de lutte contre les catastrophes naturelles (2 M€).

Par ailleurs, le FFEM intervient aussi en finançant la COI pour un renforcement de capacités dans le domaine de l'adaptation aux changements climatiques (3,6 M€), ainsi qu'en appui au Parc National de Mohéli, dans le cadre du soutien au réseau des aires marines protégées (300 k€).

Par ailleurs, à fin 2016, la Division du Partenariat avec les ONG de l'AFD finançait 6 initiatives portées par des ONG aux Comores :

- > un projet de l'ONG ID sur la diffusion d'unités de distillation d'ylang à foyer économe sur Anjouan (224 k€),
- > 5 projets à vocation régionale portant sur :
  - le renforcement de la société civile via les associations Caritas (Secours catholique - 1,5 M€),
  - le renforcement des ONG locales dans la mise en œuvre des politiques de développement (CIDR - 405 k€),
  - l'appui à une filière de cuiseurs autonome (ID - 900 k€),

- l'appui au développement local (ID - 2,97 M€),
- la prévention et la prise en charge du diabète (Santé Diabète - 1,23 M€).

Enfin, l'institut de formation de l'AFD, le Centre d'études financières, économiques et bancaires (CEFEB) intervient aux Comores depuis son origine. Plus de 70 stagiaires comoriens ont participé à des formations dispensées en France pour des cycles longs et/ou des sessions spécialisées à l'intention des dirigeants d'entreprises et des directeurs financiers.

### 3.2.2 Le Groupe de la Banque Mondiale

La Stratégie de Partenariat (CPS) du Groupe de la Banque mondiale pour Comores couvre la période de 2014-2017 et s'articule à renforcer à la fois les capacités du secteur public, mais aussi la structure économique et institutionnelle, afin de permettre une croissance économique diversifiée, pérenne et créatrice d'emploi.

Ces priorités stratégiques sont harmonisées avec la Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable (SCA2D) et les priorités stratégiques de la Banque à savoir la réduction de l'extrême pauvreté et l'accroissement de la prospérité partagée.

Outre son projet phare « FADC » (Fonds d'Appui au Développement Communautaire), le portefeuille de la Banque mondiale aux Comores a concerné d'autres opérations, dont deux sont arrivés à terme à la fin de l'année 2016 :

- > Le projet d'Appui à la Gouvernance Economique, ABGE (5,3 millions de dollars) a mis en place deux solutions informatiques im-

portantes pour la gestion efficiente des agents et des effectifs de l'Etat (Gise), et pour la gestion des finances publiques (SiM-BA).

Des appuis techniques pointus ont été fournis également à différentes institutions publiques (la CREF, l'ARMP, la Commission Nationale de Prévention et de Lutte Contre la Corruption, l'AGF, et la Section des Comptes) pour soutenir les réformes des finances publiques engagées par le Gouvernement de l'Union des Comores.

> Le Projet CoReCSuD (2,73 millions de dollars) qui affiche les réalisations suivantes :

- au moins 30 villages pilotes ont bénéficié d'infrastructures de pêches,
- 75 ouvrages communautaires réalisés (y compris formations et mise en place des comités de gestion),
- 17 Accord de Cogestion des ressources côtières signés,
- renforcement des capacités des institutions des pêches dont la Direction Générale des Ressources Halieutiques (DGRH).

Une attention particulière a été donnée aux femmes qui jouent un rôle important dans le secteur de la pêche. Le projet sera clôturé le 30 avril 2017.

D'autres projets sont en cours comme :

- > Projet de Redressement du Secteur de l'Electricité (PRSE) – 5 millions de dollars, qui a pour vocation d'améliorer la performance de la fonction commerciale de la Mamwe.
- > Projet RCIP4 – 22 millions de dollars, qui a dynamisé le secteur des télécommunications avec l'entrée d'un second opérateur dans le

secteur des TIC de l'Union des Comores. D'autres progrès importants ont été réalisés. Le Gouvernement a marqué son accord pour aller de l'avant avec le financement du câble sous-marin FLY-LION3 sur fonds IDA, et le premier paiement pour le câble était fait en juillet 2017. Un troisième volet de projets de financement pour le programme de stimulation de la demande des services télécoms a commencé. Plusieurs projets ont été adoptés, dont un proposé par l'ACTIC pour un espace de travail pour encourager l'innovation et l'esprit d'entreprise, et un autre proposé par l'IUT pour une médiathèque à usage des étudiants.

> SWIOFish1 (13 millions de dollars) : 31 communautés ont bénéficié des micro-projets dans le cadre du projet SWIOFish1. Des comités de gestion ont été créés dans chacune d'elles afin d'assurer le maintien et la gestion des ouvrages, mais leur opérationnalisation n'est pas encore effective, notamment dans les lieux où la réception est récente. La suite du Projet va capitaliser sur l'expérience acquise des cinq années de réalisation du Projet CoReCSuD afin de sélectionner les activités essentielles parmi le grand nombre d'activités prévues.

> Le projet de Sécurité et Protection sociale (6 millions de dollars) est géré par le FADC, en partenariat avec l'Unicef.

Dans le même temps, la Banque mondiale a négocié un projet d'Appui au Développement des Statistiques aux Comores en fin 2016, financé par un don IDA pour un montant équivalent à US\$ 2,5 millions. Ce projet financera :



- > l'appui à la réalisation du quatrième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH),
- > la réalisation de l'enquête sur les conditions de vie des ménages et la pauvreté pour l'année 2018-19,
- > un renforcement des capacités humaines et structurelles au sein de l'INSEED.

Par ailleurs, l'année 2016 a enregistré la présentation de plusieurs travaux analytiques et rapports d'Assistance technique, portant notamment sur :

- > l'Analyse sur le marché du travail aux Comores basée sur la dernière enquête 1-2-3,
- > le deuxième rapport d'Evaluation de performance de la gestion de la dette (DeMPA),
- > le rapport d'Assistance technique sur demande pour l'amélioration de la prestation de services sur le secteur de la santé aux Comores,
- > l'Etude sur les transferts monétaires de la diaspora.

En termes de perspectives, la Banque mondiale finalisera en 2017 une Evaluation à mi-parcours de la mise en œuvre de sa Stratégie de Partenariat pour les Comores (CPS) FY2014-FY2017. L'objectif est de pouvoir réaliser les ajustements nécessaires pour assurer l'atteinte des objectifs de développement conjointement déterminés avec le gouvernement. Une enquête pays a été conduite conséquemment afin de mieux connaître et appréhender l'opinion des différentes parties prenantes (Gouvernement, partenaires au développement, secteur privé, médias, organisation de la société civile) par rapport à la

manière dont le travail de l'institution est perçu. Les leçons apprises et les recommandations, qui en découlent, vont permettre à formuler des stratégies plus efficaces pour appuyer le développement aux Comores.

Par ailleurs, il convient de noter que les Comores vont voir leur allocation IDA fortement augmenter dans le cadre du cycle IDA18 (Juillet 2018-Juin 2021). Les fonds IDA, qui s'élevaient à US\$ 20 millions pour IDA17 vont presque quadrupler pour autant que les Comores maintiennent une bonne performance de gestion. La programmation de ces fonds est en cours pour qu'ils soient alignés aux objectifs de la SCA2D révisée et du Plan d'Investissement Quinquennal (PIQ). La priorité sera donnée aux secteurs de santé, les énergies renouvelables (le solaire), le programme de développement intégré cherchant à développer des secteurs porteurs tels que le tourisme et l'agriculture, et le soutien aux réformes d'appui budgétaire programmatique.

Par ailleurs, la Banque a désormais un Représentant Résident aux Comores à partir de la deuxième moitié de 2017 pour renforcer le dialogue avec le Gouvernement des Comores et renforcer davantage la présence de l'institution dans le pays.

### 3.2.3 Le FMI

Le bureau du FMI en Union des Comores couvre l'ensemble des missions traditionnelles du Fonds Monétaire International, dont notamment la surveillance macroéconomique et financière qu'elle soit bi et multilatérale, le conseil aux autorités dans la mise en œuvre de la politique macroéconomique ainsi que l'assistance technique dans les domaines des finances

publiques, des statistiques ou encore des opérations monétaires.

Concernant plus particulièrement ce dernier domaine, les services du FMI ont maintenu leur assistance en Union des Comores au rythme soutenu de plus d'une mission par mois, en moyenne, sur toute l'année 2016. La cellule des réformes économiques et financières, les services des douanes, l'AGID, le trésor, l'INSEED et la BCC ont été les principaux bénéficiaires de ces missions.

#### Programme de référence

Trois missions ont été conduites par le département Afrique (AFR) au cours de l'année 2016. Les autorités ont de nouveau sollicité l'appui du FMI pour un programme de référence (Staff Monitored Program – SMP) dans la perspective de le faire suivre par une Facilité élargie de crédit dans le cadre d'un programme triennal. Ces missions ont notamment contribué à la poursuite des réformes structurelles et à une meilleure mobilisation des ressources observées sur la fin de l'année 2016.

#### Douanes

Trois missions ont été effectuées au profit des services des douanes. L'une a concerné la proposition de mesures d'urgences, et les deux autres des appuis techniques ciblés sur la taxation des produits pétroliers, ainsi que l'appui dans l'opérationnalisation du nouveau code des douanes

#### AGID

A la demande des autorités, une mission du département des finances publiques (FAD) du FMI

est intervenue pour aider à la proposition de mesures d'urgence visant à impulser les réformes de l'AGID. Une mission du centre d'assistance technique d'AFRITAC Sud a par ailleurs aidé au renforcement des capacités de la direction des grandes entreprises.

#### Gestion des finances publiques

Une mission de haut niveau a proposé un plan d'accompagnement de la stratégie de développement du gouvernement au plan des finances publiques. Par ailleurs, une mission de suivi de la mise en place du Compte unique du trésor (CUT) a été réalisée pour finaliser la mise en place de cet instrument essentiel au suivi de la trésorerie de l'Etat et sa meilleure gestion.

#### Banque centrale des Comores(BCC)

Des missions d'assistance technique ont été effectuées au profit de la BCC pour aider l'institution à moderniser son cadre juridique, accompagner la mise en place de nouveaux instruments monétaires et renforcer les capacités en matière de surveillance bancaire, notamment dans le cadre d'un projet sur le développement des indicateurs de solidité financière (ISF). Par ailleurs, une mission a été effectuée auprès de la SNPSF pour aider à la restructuration de cette institution financière.

#### Statistiques

Plusieurs missions ont été réalisées dans les domaines de (i) l'élaboration des comptes Nationaux avec le passage au nouveau système élargi de comptabilité nationale, (ii) la mise en

place du nouvel indice harmonisé des prix à la consommation, (iii) les statistiques des finances publiques et enfin (iv) de la balance des paiements.

### 3.2.4 L'Union Européenne

L'action de l'UE appuie la stratégie de développement des Comores, en ciblant les principaux leviers permettant au pays de consolider les bases d'un développement durable.

Ainsi, le 10<sup>e</sup> Fonds européen de développement (FED) a contribué à la mise en œuvre de la *Stratégie de Croissance et Réduction de la Pauvreté* (SCR, 2008-2014) et s'insère dans la nouvelle *Stratégie de Croissance Accélérée et Développement Durable* (SCA2D, 2015-2019). Le 11<sup>e</sup> FED, signé en octobre 2015 et dont l'enveloppe s'élève à 68 millions d'euros, s'aligne également sur les priorités de la SCA2D. Il cible prioritairement les infrastructures de transport routier et maritime, la formation technique et professionnelle, la justice, les finances publiques et la consolidation de la paix et démocratie.

Entre 2008 et 2014, l'Union européenne a engagé son partenariat avec les Comores pour un total d'environ 71,7 millions d'euros. Ces ressources proviennent essentiellement du 10<sup>e</sup> FED (51,4 millions d'euros) et de lignes budgétaires diverses pour les urgences (10 millions d'euros) ou thématiques (10,3 millions d'euros).

En 2015, le reliquat à décaisser au titre de ces divers appuis encore en cours jusqu'en 2019 s'élevait à 32,8 millions d'euros. Les principaux programmes en activité concernent les secteurs des transports (27 millions d'euros), de la formation

professionnelle (6,6 millions d'euros), de l'éducation (4,7 millions d'euros), de l'eau potable (4,5 millions d'euros), de la résilience au changement climatique (3 millions d'euros), des énergies renouvelables (2,3 millions euros), de l'appui aux processus électoraux (2,1 millions d'euros) ainsi que d'autres projets dans le domaine du renforcement des capacités et du développement local (4,3 millions d'euros).

Dans le domaine des transports, l'UE appuie l'entretien et la réhabilitation du réseau routier et le renforcement des capacités des institutions et du secteur privé, afin d'assurer de façon durable la préservation du patrimoine routier existant.

En ce qui concerne l'éducation, le soutien de l'UE vise à la fois à améliorer la qualité et la performance du système éducatif et à appuyer le développement d'une formation technique et professionnelle, adaptée aux besoins du marché de l'emploi.

Les autres projets en cours concourent à l'atteinte des *Objectifs du Millénaire*, à la gestion durable des ressources naturelles et à la consolidation de la bonne gouvernance politique, financière et administrative, tout en promouvant la participation citoyenne au développement du pays.

L'année 2016 étant une année de programmation dans le cadre du Programme Indicatif National du 11<sup>ème</sup> FED, les nouveaux engagements se sont limités à 2,2 Millions d'euros en faveur des acteurs non étatiques dans le domaine de la santé, de l'agriculture et de la gestion des déchets durables, ainsi qu'en appui au développement de projets

communaux et à la protection contre la violence faite aux femmes et aux enfants.

En 2017, l'Union européenne devrait procéder à un recadrage de sa programmation avec le Gouvernement dans le cadre de la revue à mi-parcours. Ce n'est qu'en 2018 donc que devraient être signées les nouvelles conventions de financement concernant le secteur routier, les Finances publiques, la Justice et la Formation Technique et Professionnelle.

En 2015, l'UE avait décaissé au bénéfice de l'Union des Comores un montant de 9,6 millions d'euros. En 2016, l'UE a décaissé 7,3 Millions d'euros et prévoit de décaisser 6,7 millions d'euros en 2017.

Par ailleurs, l'UE finance plusieurs projets régionaux d'envergure à travers notamment la Commission de l'Océan Indien, le COMESA et Afritac-sud, actions dont l'Union des Comores bénéficie également.

Enfin, l'Accord de partenariat de pêche entre l'Union européenne et l'Union des Comores et du protocole de 3 ans en vigueur, l'Union des Comores porte sur 1,8 million d'euros entre 2014 et 2016, dont 900.00 au titre de la redevance annuelle de 2016. La moitié de cet appui est consacrée à la gouvernance sectorielle du secteur de la pêche.

# PARTIE 02

**SYSTÈME  
BANCAIRE ET FINANCIER**

# CHAPITRE 01

## L'évolution du secteur bancaire et financier

### RÉSUMÉ

Au 31 décembre 2016, le système bancaire et financier compte dix institutions, réparties comme suit : 4 Banques, 3 Institutions Financières Décentralisées (IFD) et 3 Intermédiaires financiers. Il comptabilise 123 guichets, y compris les sièges sociaux, répartis sur tout le territoire national.

Au 31 décembre 2016, le système bancaire et financier compte dix institutions, réparties comme suit : 4 Banques, 3 Institutions Financières Décentralisées (IFD) et 3 Intermédiaires financiers. Il comptabilise 113 guichets, hors les sièges sociaux, répartis sur tout le territoire national.

Le total de bilans consolidés s'est accru de 15,8%, passant de 106,8 milliards FC en décembre 2015 à 123,7 milliards FC en décembre 2016, expliqué d'une part, par une augmentation de 17,% des dépôts et une consolidation des fonds propres (+17,4%) et d'autre part, par un renforcement du financement bancaire à l'économie, avec un

encours brut de crédit passé de près de 67,9 milliards FC à 78,1 milliards FC sur la période, soit une hausse de 15%.

En dépit des efforts de provisionnement, la qualité du portefeuille crédit s'est légèrement dégradée, le taux des créances douteuses passant de 19 à 20%.

La rentabilité globale du système a connu une hausse de 92% par rapport à l'année 2015, en liaison avec la hausse du produit net bancaire et la reprise de provisions pour créances douteuses au niveau des IFD.

## 1.1 STRUCTURES DU SYSTÈME BANCAIRE

Le système bancaire et financier continue de consolider son dynamisme, en terme de structure, d'activité, d'innovations de produits et de services proposés à la clientèle.

Au 31 décembre 2016, aucune nouvelle institution financière n'a été agréée par la Banque Centrale des Comores et le système bancaire et financier compte dix institutions réparties comme suit :

### Quatre banques

- > La Banque de Développement des Comores (BDC), dont le capital est détenu par l'Etat comorien (37,5%), l'IPAE (37,5%), l'AFD (12,5%) et la BEI (12,5%).
- > La Banque pour l'Industrie et le Commerce (BIC-Comores), banque généraliste détenue à 51% par BNP-Paribas, 34% par l'Etat comorien et 15% par le secteur privé comorien,
- > L'Exim Bank – Comores, banque généraliste, filiale d'Exim-Bank Tanzanie avec 99,99% du capital et 0,01% détenu par un non-résident tanzanien,
- > La Banque Fédérale de Commerce (BFC), entièrement détenu par des non-résidents Koweïtiens,

### Trois Institutions Financières Décentralisées (IFD)

- > L'Union des Meck (U-Meck), établissement mutualiste de microfinance détenu par ses membres,

- > L'Union des Sanduk d'Anjouan (URSA), établissement mutualiste de microfinance détenu par ses membres,
- > L'Union des Sanduk de Mohéli (USM), établissement mutualiste de microfinance détenu par ses membres,

### Trois Intermédiaires financiers

- > La Société Nationale des Postes et des Services Financiers (SNPSF), détenue à 100% par l'Etat comorien,
- > La Maison Comorienne des Transferts et des Valeurs (MCTV-SA), société privée Transferts d'argent et opérations de change, détenue à 100% par des résidents comoriens,
- > Comores Assistance internationale (CASI SA) - Société privée de transferts d'argent et d'opérations de change, détenue à 90% par des non-résidents et 10% par des résidents comoriens.

A fin décembre 2016, le système bancaire comorien compte 123 guichets, y compris les sièges sociaux, répartis sur tout le territoire national, dont 14 pour les 4 banques (BIC-Comores, BFC, EXIM BANK et BDC), 67 pour les 3 réseaux de micro finance (U-Meck, URSA et USM) et 44 pour les services financiers et postaux (SNPSF).

## 1.2 SITUATION FINANCIÈRE

Le total de bilans consolidés des huit établissements de crédit s'est accru de 15,8%, passant de 106,8 milliards FC en décembre 2015 à 123,7 milliards FC en décembre 2016. Cette progression est essentiellement expliquée d'une part par l'accroissement des

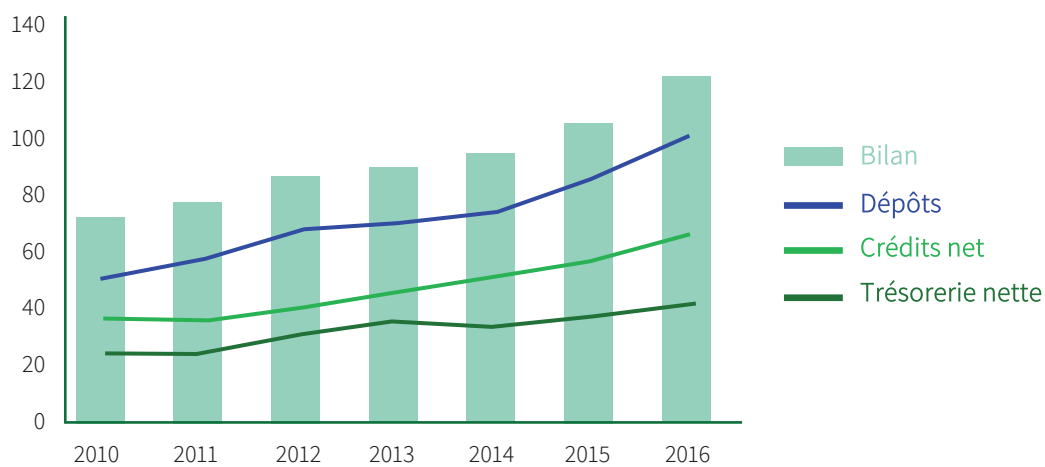
dépôts (+17%) et la consolidation des fonds propres (+17,4%) et d'autre part, par le renforcement du financement bancaire à l'économie, avec un encours de crédit brut passé de 67,9 milliards FC à 78,1 milliards FC sur la période.

Bilan consolidé des établissements de crédit (en millions FC)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>ACTIFS</b>						
Trésorerie nette	32 536	36 640	34 103	34 472	36 613	43 003
Crédit net	37 204	42 012	47 819	52 450	60 748	67 103
Titres et divers	5 189	3 558	3 407	2 972	4 053	6 059
Immobilisation nettes	4 717	5 553	5 422	6 206	6 754	7 578
<b>TOTAL</b>	<b>79 645</b>	<b>87 763</b>	<b>90 751</b>	<b>96 100</b>	<b>108 168</b>	<b>123 743</b>
<b>PASSIFS</b>						
Trésorerie passif	2 973	2 988	2 936	3 169	2 434	2 071
Dépôts	58 571	69 480	71 739	75 685	86 010	102 714
Titres et divers	3 038	3 137	3 214	2 955	4 339	3 308
Fonds propres	15 064	12 158	12 862	14 291	15 386	15 650
<b>TOTAL</b>	<b>79 646</b>	<b>87 763</b>	<b>90 751</b>	<b>96 100</b>	<b>108 168</b>	<b>123 743</b>

Source : BCC, Direction de la Supervision Bancaire et de la Réglementation (DSBR)

Évolution des ressources et des Emplois des établissements de crédit (en milliards FC)



Source : BCC, DSBR



### 1.2.1 ÉVOLUTION DE L'ÉPARGNE DU SYSTÈME BANCAIRE

En 2016, l'épargne du système bancaire s'élève à 102 milliards de FC en progression de 18,6% par rapport à fin 2015.

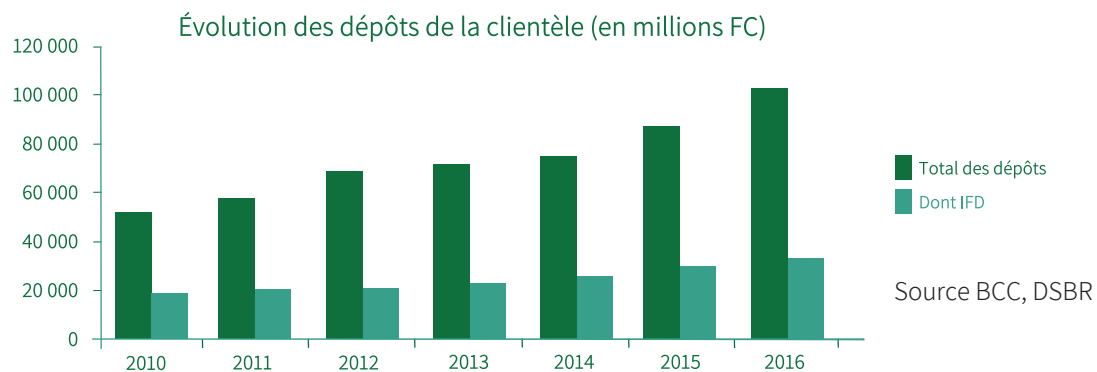
Cette épargne est essentiellement portée par les particuliers et les entreprises privées, qui représentent respectivement 44% et 46% du total

des dépôts au 31 décembre 2016. La part des entreprises publiques et de l'administration ont par ailleurs significativement augmenté, en relation avec les financements bancaires qu'elles ont bénéficié en fin d'année.

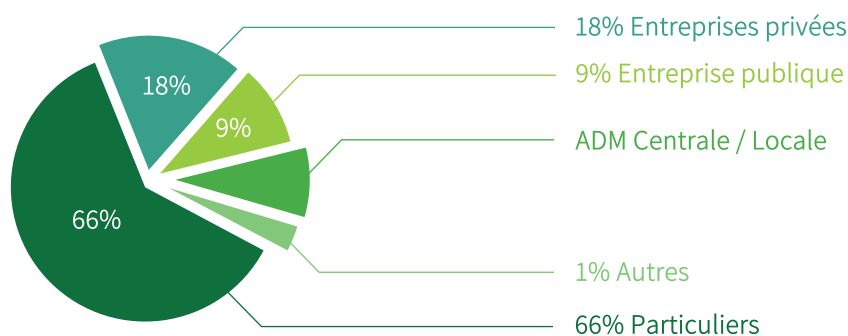
Évolution des dépôts par catégorie de clientèle (en millions FC)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Administration	1 879	1 783	1 842	2 024	2 565	5 887
Entreprises publiques	1 723	5 933	5 324	2 835	5 470	8 789
Entreprises privées	11 474	11 543	13 420	14 408	14 824	18 724
Particuliers	42 126	48 524	49 969	54 847	61 923	68 016
Autres	1 116	1 698	1 184	1 571	1 228	1 299
Total dépôts	58 320	69 480	71 739	75 684	86 010	102 715

Source : BCC, DSBR



Dépôts - Répartition par catégorie institutionnelle > Année 2016



Source: BCC, DSBR

### 1.2.2 LIQUIDITÉ DU SYSTÈME BANCAIRE

Évolution de la liquidité du système bancaire (en millions FC et en %)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Trésorerie Actif	37 893	42 396	38 136	38 268	41 173	41 173
Trésorerie interbancaire Passif	5 357	5 756	4 033	3 796	4 560	10 009
Trésorerie nette	32 536	36 640	34 103	34 472	36 613	43 002
Taux de liquidité (très. Nette/dépôts)	55,80%	52,70%	47,50%	45,50%	42,60%	41,90%

Source: BCC,DSBR

A fin décembre 2016, le système bancaire disposait d'une liquidité confortable, favorisée notamment par une augmentation des dépôts de la clientèle.

Parallèlement, la trésorerie nette se trouve en hausse de 17% par rapport à 2015, passant de 36 milliards FC à 43 milliards FC à fin 2016.

Le taux de liquidité du système bancaire s'est légèrement contracté, s'établissant à 41,9% en 2016 après 42,6% en 2015.

En 2016, le système bancaire a connu une progression de 13,5% de l'encours de crédit brut, s'établissant à 78 milliards FC contre 68 milliards FC en décembre 2015. Cette progression s'est faite de manière continue tout au long de l'année 2016, pour connaître un pic en décembre 2016. Le taux de conversion de l'épargne en crédit s'établit ainsi à 76%.

Représentant près de 10% du total des crédits brut octroyés en 2016, les crédits en faveur de l'administration, des entreprises publiques et des autres clients, dont le Trésor Public, ont enregistré un taux de croissance remarquable en rupture totale par rapport aux 5 dernières années, durant lesquelles la hausse était beaucoup plus marquée par le crédit aux particuliers.

Malgré cette évolution, la répartition sectorielle du crédit brut reste stable, les entreprises privées et les particuliers restant les principaux bénéficiaires, respectivement 46% et 44%.

L'attention est attirée sur la catégorie « Particuliers », qui peut englober les entreprises individuelles évoluant dans l'informel.

### 1.2.3 ÉVOLUTION DU CRÉDIT

N.B : Dans la présente section, les chiffres sur le crédit brut sont obtenus par l'agrégation des situations comptables déclarées par les établissements de crédit, à l'inverse de ceux indiquées dans les « contreparties de la masse monétaire », obtenus à la suite d'une consolidation avec les opérations de la BCC.

## Évolution du crédit brut par catégorie de clientèle (en millions FC)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Administration	797	852	961	1 077	1 116	3 861
Entreprises publiques	1 178	512	2 811	861	797	2 899
Entreprises privées	22 150	25 572	27 238	30 722	35 092	36 078
Particuliers	15 814	20 636	22 731	26 126	31 539	33 980
Autres	318	86	226	411	260	1 268
<b>Crédits bruts</b>	<b>40 258</b>	<b>47 658</b>	<b>53 968</b>	<b>59 233</b>	<b>68 804</b>	<b>78 086</b>

Source: BCC, DSB

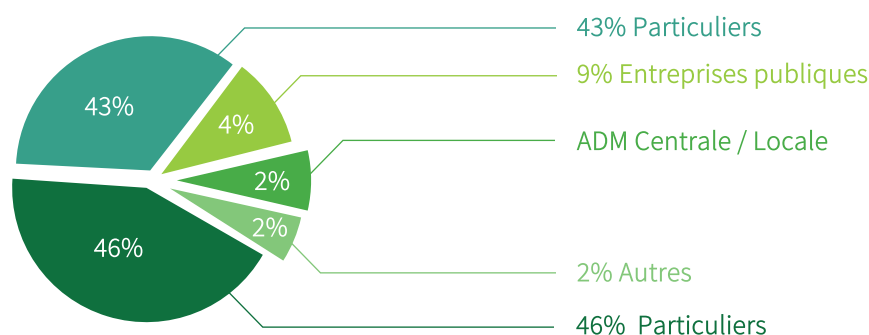
En termes d'échéances, les financements à court terme se sont stabilisés à 34,5 milliards FC, soit 44% du crédit brut.

Les financements à moyen terme sont passés de 17,4 milliards FC en 2015 à 22,7 milliards FC à fin 2016 soit une augmentation de 30%. Leur part

dans le financement total s'établit à 32% contre 28% en 2015.

Les financements à long terme passent de 3 milliards FC en 2015 à 3,4 milliards en 2016. Leur part dans le financement total reste stable à 5%.

Répartition du crédit brut à la clientèle en 2016  
Crédits bruts - Répartition par catégorie institutionnelle



Source BCC, DSB

La qualité de portefeuille s'est légèrement dégradée, le taux des créances en souffrance passant de 19 à 20% du portefeuille de crédit. En revanche, le taux de provisionnement s'est

amélioré passant de 61,2 à 67,7%, les établissements de crédits poursuivant leur effort de provisionnement en vue de les conformer avec la réglementation bancaire en la matière.

### Évolution de la qualité du portefeuille (en millions FC et en %)

Qualité du portefeuille	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Crédits bruts	40 257	47 658	53 968	59 233	68 804	78 086
dont douteux	6 283	8 526	9 377	11 162	13 157	16 170
Provisions	3 607	5 648	6 149	6 784	8 056	10 953
Taux de créances douteuses	15,60%	17,90%	17,40%	18,80%	19,10%	20,70%
Taux de provision	57,40%	66,20%	65,60%	60,80%	61,23%	67,70%

Source: BCC,DSBR

### 1.2.3 LA RENTABILITÉ

L'évolution de la rentabilité des institutions financières de la place a été très disparate, bien que la tendance générale montre une hausse significative, avec une rentabilité du système s'élevant à 546 millions FC à fin 2016 contre 285 millions FC à fin 2015, en liaison avec la hausse du produit net bancaire et une reprise de provision pour créance douteuses au niveau des IFD.

Les quatre banques de la place totalisent un résultat net consolidé de 406 millions FC contre 218 millions FC en 2015, poussé par les bonnes performances d'un établissement plus spécialement.

Le secteur de la microfinance réalise également de bons résultats, qui devront être confirmés après la certification des comptes pour un des trois réseaux d'institutions financières décentralisées.

Une banque et un intermédiaire financier ont dégagé respectivement des résultats négatifs, essentiellement en relation avec la constitution de provision d'actif et de passif.

Les fonds propres du système ont augmenté de 264 millions FC, en liaison avec les exigences de la BCC sur la non distribution de dividendes et la consolidation des fonds propres pour se conformer à la réglementation sur le provisionnement des créances.

Le système bancaire consolidé a réalisé un PNB de 10,8 milliards FC contre 9,8 milliards FC en 2015 avec un coefficient d'exploitation en amélioration d'un point pour s'établir à 77%.

Cette performance a été réalisée par tous les établissements qui ont amélioré leur marge d'intérêt (+90%). L'arrêt des opérations de transferts extérieurs et des opérations de change avec la clientèle particulière à la BCC ont également contribué à cette hausse.

# CHAPITRE 02

## Activités de la supervision bancaire

### RÉSUMÉ :

Sur le plan réglementaire on peut noter l'adoption de nouveaux règlements dans le cadre de la modernisation du cadre réglementaire d'exercice des activités bancaires et financières et en conformité avec la nouvelle loi bancaire et le décret sur les moyens et système de paiement :

- > Règlement N°16/2015/BCC/DSBR sur l'agrément des institutions financières,
- > Règlement n°17/2015/BCC/DSBR des dirigeants responsables
- > Règlement n°18/2015/BCC/DSBR des commissaires aux comptes,
- > Règlement N°19/2015/BCC/DSBR sur la nouvelle organisation des institutions financières décentralisées (IFD),
- > Règlement N°15/2015/BCC/DSBR sur le paiement partiel et le pré barrement des chèques,
- > Règlement N°14/2015/BCC/DSBR sur le RIB.

Au niveau des missions de contrôle permanent et sur place :

- > Renforcement des missions de contrôle permanent avec la mise en place d'un comité de sanction,
- > Analyse des rapports de contrôle interne,
- > Rencontre de sensibilisation avec les directeurs des établissements de crédit (EC), portant sur divers sujets,
- > Divulcation et dissémination des règlements édictés par la BCC
- > 6 missions de contrôles sur places ont été conduites par les superviseurs de la BCC.

Sur le plan de la coopération internationale

- > Echanges d'expérience avec la BCEAO,
- > Missions d'assistance techniques du FMI et AFRRITAC SUD

## 2.1 CADRE LÉGAL ET RÉGLEMENTAIRE

### 2.1.1 L'ACTIVITÉ DE RÉGLEMENTATION

Un projet de règlement sur la Gouvernance a été rédigé. Le texte a été communiqué aux établissements de crédit pour lecture et observations. En cours de validation, le texte devra entrer en vigueur courant 2018.

Un autre règlement relatif aux activités de la monnaie électronique a été élaboré pour une entrée en vigueur prévue au 1<sup>er</sup> semestre 2017.

Par ailleurs, en 2016, la BCC, en application de la loi bancaire et de ses règlements, a :

- > agréé deux commissaires aux comptes en faveur de deux réseaux d'institutions financières décentralisées ;
- > agréé les dirigeants responsables d'un réseau d'institutions financières décentralisées et d'un intermédiaire financier ;
- > émis un règlement autorisant un réseau d'institutions financières décentralisées à exercer l'activité de transfert d'argent entre les Comores et l'étranger ;
- > émis un règlement relatif à l'abandon par la Banque Centrale des Comores des opérations de change avec la clientèle particulière dans ses guichets.

## 2.2 CONTRÔLE BANCAIRE

### 2.2.1 CONTRÔLE PERMANENT

En plus des activités de contrôle sur pièces des établissements de crédit, la BCC a réalisé les activités suivantes :

**Analyse des rapports sur le contrôle interne des établissements de crédit**

Dans le cadre de la mise en application du nouveau règlement N°11/2015/BCC relatif au dispositif de contrôle interne, de gestion et de maîtrise des risques, l'ensemble des établissements de crédit ont communiqué leurs rapports sur le contrôle interne pour l'exercice 2015.

Les rapports ont fait l'objet d'examen par la BCC, notamment la conformité par rapport au canevas prévu par le règlement.

Parallèlement, la BCC a élaboré un outil interne d'analyse et d'évaluation du dispositif de contrôle interne des établissements de crédit.

### **Les réunions entre la BCC et les Directeurs généraux des institutions financières**

Durant l'année 2016, La BCC a organisé deux réunions avec les dirigeants des institutions financières pour échanger sur un ensemble de sujets d'intérêt commun au système bancaire et financier comme :

- > L'abandon par la BCC des opérations de change et le niveau d'organisation des institutions pour prendre en charge cette activité,
- > Le projet de lancement des Bons BCC en 2017,
- > La concentration du risque de crédit et le processus de mise en conformité du règlement relatif à la gestion du risque crédit et au provisionnement des créances,
- > La gestion du risque juridique des établissements de crédit,
- > Les travaux de réglementation de la monnaie électronique,
- > La coopération entre les institutions financières au niveau de l'Association des Professionnels des Banques et Etablissements Financiers (APBEF).



### La mise en conformité des établissements de crédits au règlement BCC n°5 sur le provisionnement

En 2018 au plus tard, conformément au règlement BCC N°5/2015/BCC portant sur la gestion du risque de crédit, les anciennes créances douteuses ou contentieuses d'échéance de plus de 3 ans devront être provisionnées à 100%.

Une enquête a été menée par la BCC pour appréhender l'effort de provisions à réaliser par les différents établissements à la date butoir.

Dans un contexte de rentabilité faible, la BCC étudie, en collaboration avec les établissements concernés, les voies et moyens de résorber le retard de provisionnement, tout en maintenant le cadre réglementaire déjà adopté.

### Déclaration des Indicateurs de Solidité Financière (ISF)

Une première déclaration a été faite en **juin 2016** au Département Statistiques du FMI, à travers la plateforme web prévue à cet effet. La déclaration se fera de façon annuelle avec des données semestrielles en attendant que l'on automatise la collecte et la compilation des données dans le cadre du projet de développement d'une application informatique d'aide au contrôle bancaire.

### La rédaction des procédures sur le contrôle bancaire

Conformément au plan d'actions de la DSBR, un processus de rédaction des procédures couvrant l'essentiel des missions de la BCC en matière de contrôle bancaire a été initié en avril 2016 et se poursuivra jusqu'en 2018.

#### 2.2.2 CONTRÔLE SUR PLACE

En 2016, la BCC a dirigé cinq missions d'inspection d'un réseau d'institutions financières décentralisées, qui ont porté sur les thématiques suivantes :

- > la gouvernance,
- > les crédits aux dirigeants,
- > les dépôts des membres,
- > la gestion de la trésorerie,
- > les virements de compte à compte.

A l'issue des différentes missions, il a été constaté des dysfonctionnements au niveau du management, du processus d'octroi de crédit aux gérants, aux personnels et aux membres élus. L'ensemble des insuffisances constatées ont fait l'objet de recommandations de la BCC.



## 2.3 COOPÉRATION INTERNATIONALE



### BCEAO

La Banque Centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest a accueilli une délégation de la BCC les 22 et 23 août 2016 pour un échange d'expérience sur la réglementation, les conditions d'agrément et la supervision des activités de monnaie électronique en zone UEMOA. Suite à cette mission, la BCC a engagé les travaux d'élaboration d'un règlement sur la monnaie électronique qui devra entrer en vigueur en courant 2017 et permettre de traiter les demandes d'agrément dans ce domaine et d'asseoir le dispositif de surveillance.

### FMI/AFRITAC

En janvier, 2016, la BCC a bénéficié d'une assistance technique conjointe MCM(FMI)/AFRITAC SUD qui a respectivement porté sur la définition d'un cadre de rédaction des procédures sur le contrôle bancaire et sur l'élaboration d'une méthodologie interne à la BCC d'évaluation des risques des établissements de crédit, à travers un outil d'analyse du dispositif de contrôle interne des établissements de crédit.

Ces appuis techniques accompagnent la BCC à avancer dans le processus de mise en place d'une supervision bancaire basée sur les risques – RBS.



# CHAPITRE 03

## La lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme

### RÉSUMÉ :

- > Existence d'un Cadre juridique de la LBC/FT en Union des Comores, conformes aux normes internationales,
- > Participations aux 25<sup>e</sup> et 26<sup>e</sup> réunions plénières du Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment en Afrique de l'Ouest (GIABA), respectivement en mai et novembre 2016,
- > Participation à la réunion plénière du GAFI, en octobre 2016.
- > La Banque Centrale des Comores (BCC) a assuré la présidence du Comité de Liaison Anti-Blanchiment de la Zone Franc (CLAB),
- > Tenue d'un atelier de sensibilisation des institutions assujetties (Institutions financières, entreprises et professions financières non désignées, douanes, impôts, etc.) dans le cadre du programme MASE (Maritime Security) du COMESA.



La Banque Centrale des Comores (BCC) joue un rôle majeur dans la conduite de la politique de l'Etat, en matière de Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LBC/FT), à travers la rédaction des différents textes législatifs et réglementaires en vigueur en Union des Comores.

Tout en veillant à l'application des dispositifs de LBC/FT au sein du système bancaire et financier en sa qualité de superviseur des établissements de crédits mais également au sein de ses propres services en tant qu'assujetti, la BCC assure le Secrétariat permanent du Service de Renseignements Financiers (SRF).

### 3.1

## CADRE JURIDIQUE DE LA LBC/FT EN UNION DES COMORES ET INSTANCES DE LBC/FT

### 3.1.1 ÉVOLUTION DU CADRE LÉGAL ET RÉGLEMENTAIRE

L'Union des Comores a engagé depuis le début des années 2000, à l'instar des pays de la zone franc, un vaste chantier de réforme pour se conformer aux normes internationales. Le dispositif mis en place aux Comores a régulièrement évolué, en suivant les recommandations du Groupe d'Action Financière (GAFI).

#### 3.1.1.1 Repère historique des textes de loi sur la réglementation en matière de lutte contre le blanchiment

- > Ordonnance N° 03-002/PR du 28 janvier 2003 relative au blanchiment, à la confiscation et à la coopération internationale en matière de produits du crime. Ce dispositif a été complété par le décret n°03-025/PR, relatif au Service de Renseignement Financier.
- > Ordonnance N° 09-002/PR du 6 mars 2009 relative au blanchiment, financement du terrorisme, confiscation et à la coopération internationale en matière de produits du crime.
- > Loi 08/13AU relative à la transparence des activités publique, économique, financière et sociale. Cette loi institue une obligation de déclaration de patrimoine pour certaines catégories de hautes personnalités et de hauts fonctionnaires afin de lutter contre la corruption.
- > Décret N°11-103 portant création de la Commission Nationale de Prévention et de Lutte contre la Corruption (CNPLC).
- > Loi N°12-008/AU du 28 juin 2012 (promulguée le 2 août 2012) portant sur la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, qui a permis de se conformer aux nouvelles recommandations internationales du GAFI.
- > Cette loi a abrogé les ordonnances N° 03 002/PR du 28 janvier 2003 et N° 09-002/PR du 6 mars 2009 relatives au blanchiment d'argent.

> Loi bancaire N° 13-003/AU du 12 juin 2013. Cette loi est venue combler un vide, en conformant la législation comorienne aux normes internationales, pour mieux assurer la stabilité du système bancaire et financier, mieux prévenir les crises bancaires, améliorer la protection des dépôts en renforçant la réglementation prudentielle. Elle a permis de renforcer le rôle de la Banque Centrale dans l'exercice de sa mission de régulation du système bancaire et financier comorien, de mieux prévenir les risques liés à l'activité bancaire, en mettant en place un dispositif de contrôle interne au sein de chaque institution financière.

Le décret sur les systèmes, moyens et incidents de paiement.

Ce décret signé le 03 Mars 2015 par le Président de la République limite l'usage des espèces dans les transactions quotidiennes et fait la promotion des nouveaux moyens de paiement.

### **3.1.1.2 Cadre législatif concernant les Les instances de lutte contre le blanchiment**

> Décret N°12-041/PR du 18 février 2012, mettant en place le Comité National de Lutte contre le Blanchiment et Financement du Terrorisme, chargé de définir et de piloter les stratégies de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme.

> Décret N°12-040/PR du 18 février 2012, réorganisant le Service de Renseignements Financiers, en lui donnant davantage

d'autonomie et en lui octroyant une dotation budgétaire propre.

> Arrêté n°054/VP/MFEBICE du 27 août 2013, portant nomination des membres du SRF, (et dont le mandat a pris fin en août 2016).

## **3.1.2 ACTIONS DES INSTANCES DU LBC/FT**

### **3.1.2.1 Le comité National de Lutte contre le Blanchiment et financement du Terrorisme**

Le décret N°12-041/PR du 18 février 2012 a institué un Comité national de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, qui a pour missions :

- > de définir la politique nationale de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme,
- > de proposer toute réforme législative, réglementaire ou administrative nécessaire à la réalisation de ses objectifs,
- > de coordonner les différentes actions à mettre en œuvre en conformité avec les instances internationales,
- > d'assurer un suivi permanent des progrès réalisés dans le domaine,
- > d'assurer le suivi des engagements pris par les Comores au niveau international,
- > de définir les actions de formation professionnelle indispensables.

### 3.1.2.2 Missions et Activités réalisées par le SRF

Composé de cinq membres, nommés par arrêté ministériel, justifiant d'une expérience dans le domaine de la recherche et du traitement de l'information financière, le SRF a pour mission principale de recueillir, de traiter et de diffuser le renseignement sur le blanchiment d'argent, les infractions sous-jacentes et le financement du terrorisme.

Entre autres missions, le SRF assure aussi :

- > le renforcement des capacités des membres du SRF et de ses correspondants, notamment des services de la police, de la gendarmerie, de la douane ainsi que des services judiciaires et de tout autre service dont le concours est jugé nécessaire dans la LBC/FT et la sensibilisation des institutions assujetties à la LBC/FT et des autorités;

- > la coopération régionale et internationale (GIABA, COMESA, GAFI, etc.).

### 3.1.2.3 Traitement des déclarations de soupçons

Ainsi, au niveau opérationnel, le SRF a reçu entre 2010 et 2016, 26 Déclarations d'Opérations Suspectes (DOS) et lettre de signalement d'opérations suspectes, dont 3 pour l'année en cours. 13 DOS ont fait l'objet d'enquête, dont 3 transmis au parquet. Il convient de noter qu'à ce jour aucune poursuite ni condamnation pour des faits de LBC/FT n'est enregistrée au niveau du parquet.

Le tableau ci-après présente un récapitulatif des DOS parvenus au SRF depuis son installation.

#### Traitement des Déclarations des Opérations Suspectes enregistrées par le SRF

Traitement	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	TOTAL
Réception DOS	4	2	4	1	2	5	3	21
Réception lettre de signalement LBC/FT	2	1	0	1	1	-	-	5
Enquête SRF	4	1	3	2	1	1	1	13
Transmission au parquet	-	1	-	-	1	-	1	3
Poursuite	-	-	-	-	-	-	-	-
Condamnation	-	-	-	-	-	-	-	-

Source: SRF

Durant la période sous revue (2010-2016), on peut noter que le SRF :

- > reçoit en moyenne 3 déclarations de soupçons par an.
- > traite près de 50% des DOS reçues, en dépit de ses moyens limités tant en ressources humaines qu'en moyens matériels et financiers.

# FOCUS

## Qu'est ce que le blanchiment d'argent selon la loi du 12 juin 2012

Est considéré comme blanchiment d'argent :

- > « La conversion, le transfert ou la manipulation de biens ou de revenus, dont l'auteur sait ou aurait dû savoir qu'ils proviennent d'un crime ou d'un délit ou d'une participation à ce crime ou délit dans le but de dissimuler ou de déguiser l'origine illicite desdits biens ou des fonds, ou d'aider toute personne qui est impliquée dans la commission de l'infraction principale à échapper aux conséquences juridiques de ses actes ;
- > La dissimulation ou le déguisement de la nature, de l'origine, de l'emplacement, de la disposition, du mouvement ou de la propriété réelle des biens ou des droits y relatifs dont l'auteur sait ou aurait dû savoir qu'ils proviennent d'un crime ou d'un délit ;
- > L'acquisition, la détention ou l'utilisation de valeurs par une personne qui sait, qui suspecte ou qui aurait dû savoir que lesdits biens ou lesdits revenus constituent un produit de tout crime ou délit de la présente loi ».

## Qu'est-ce que le financement du terrorisme selon la loi du 12 juin 2012

Le financement du terrorisme est « le fait de financer une entreprise terroriste en réunissant, en gérant

ou en fournissant des fonds ou des biens quelconques, ou en donnant des conseils à cette fin, dans l'intention de les voir utiliser ou

en sachant qu'ils sont destinés à être utilisés, en tout ou en partie, en vue de commettre un acte de terrorisme ».

## Rôle du Service de renseignements financiers tel que défini dans la loi du 12 juin 2012

Pour la détection du blanchiment et du financement du terrorisme, « Un service de renseignement financier est créé et sert de centre national pour la réception et l'analyse des déclarations suspectes et les autres informations concernant le blanchiment de capitaux, les infractions sous-jacentes associées et le financement du terrorisme, et pour la dissémination des résultats de cette analyse » (art. 18 de la loi 12-008/AU).

Ce Service est placé sous la tutelle du Ministre des Finances. Sa composition, ses attributions et les conditions de nature à renforcer son indépendance ainsi que le contenu et les modalités de transmission des déclarations de soupçons qui lui sont adressées sont fixés par le décret 12-040/PR du 18 Février 2012 complétant, modifiant et abrogeant certaines disposition du décret N°03-025/PR du 18 Février 2003 relatif au service de renseignements financiers.

#### 3.1.2.4 Actions de sensibilisation et de renforcements des capacités

Le SRF organise et participe à des ateliers de sensibilisation et formation en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme au niveau national et régional avec l'appui technique et/ou financier d'organisme nationaux ou régionaux.

- > Les 05 et 06 Avril 2016, le SRF avec l'appui technique et financier du COMESA (Common Market for Eastern and Southern Africa ou Marché commun de l'Afrique Orientale et Australe) dans le cadre du programme MASE (Maritime Security), a organisé à Moroni un atelier de sensibilisation des institutions assujetties à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (Institutions financières, entreprises et professions financières non désignées, douanes, impôts, etc.) ;
- > En Mai et Septembre 2016, des représentants du SRF de l'Union des Comores ont participé respectivement en Zambie et à Madagascar à un atelier de formation sur l'analyse de base et stratégique à l'intention des analystes des SRF ;

> Du 27 au 30 Novembre 2016, un consultant du Programme MASE du COMESA a effectué une mission aux Comores pour établir un état des lieux sur la coopération inter-agence dans la lutte contre le blanchiment de capitaux ;

> Une délégation de haut niveau du COMESA, dirigée par la Chef de l'Unité Gouvernance, Paix et Sécurité a séjourné aux Comores du 06 au 09 décembre 2016. Cette mission a permis de présenter aux nouvelles autorités du pays ainsi qu'aux différentes instances en charge de la LBC/FT, le Programme MASE du COMESA. La mission avait pour objectif de sensibiliser les Ministres des Finances et du Budget, de la Justice, et celui de l'Intérieur ainsi que les acteurs majeurs sur les enjeux de LBC/FT, notamment la définition d'une meilleure stratégie de renforcement du dispositif national conformément aux normes internationales révisées du Groupe d'Action Financière (GAFI).



### 3.1.2.5 Coopération régionale et internationale



Avec le soutien des partenaires, notamment du Fond Monétaire International (FMI) et de la Banque de France (BDF), la BCC a fait intégrer l'Union des Comores dans la lutte mondiale et régionale contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme à travers l'adhésion aux organismes régionaux de type GAFI (ORTG). Ces ORTG ont pour but la LBC/FT par la mise en œuvre des recommandations du GAFI.

### a) Adhésion au GIABA

Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment en Afrique de l'Ouest

En 2010, l'Union des Comores avait adhéré à l'ESAAMLG ou GABAOA qui est le Groupe Anti-blanchiment de l'Afrique Orientale et Australe. Ce groupe présentait l'avantage d'être proche géographiquement des Comores mais très éloigné du point de vue de la langue. Un point de faiblesse et source de difficultés qui amena les autorités du pays, sous l'impulsion de la Banque Centrale des Comores et avec l'aide du Comité de Liaison Anti-Blanchiment de la Zone Franc (CLAB) à demander la migration des Comores vers le Groupe

Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment en Afrique de l'Ouest (GIABA), une autre ORTG, ayant l'avantage entre autres de disposer du français comme langue de travail.

L'adhésion de l'Union des Comores au sein du GIABA a été entérinée lors du 48ème Sommet de la conférence des chefs d'état et de gouvernement de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) tenu à Abuja au Nigeria les 16 et 17 décembre 2015. Le GIABA a été établi en 2000 par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO.

A cet effet, l'Union des Comores a participé pour la première fois en tant que membre à part entière à la 25<sup>e</sup> réunion plénière de la commission technique du GIABA tenue à Praia en République de Cap-Vert du 02 au 06 Mai 2016, suivie de la 16<sup>e</sup> réunion du Comité Ministériel du GIABA et puis à sa 26<sup>e</sup> réunion plénière tenue à Saly en République du Sénégal du 14 au 18 Novembre 2016. L'Union des Comores a également participé avec la délégation du GIABA à la plénière du GAFL qui a eu lieu à Paris du 16 au 21 Octobre 2016.



Le Groupe d'action financière (GAFI) est un organisme intergouvernemental créé en 1989 par les Ministres de ses états membres. Les objectifs du GAFI sont l'élaboration des normes et la promotion de l'efficace application de mesures législatives, réglementaires et opérationnelles en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et les autres menaces liées pour l'intégrité du système financier international. Le Groupe d'action financière est donc un organisme d'élaboration des politiques qui s'efforce de susciter la volonté politique nécessaire pour effectuer les réformes législatives et réglementaires dans ces domaines.

Le GAFI a élaboré une série de Recommandations reconnues comme étant la norme internationale en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massives. Elles constituent le fondement d'une réponse coordonnée à ces menaces pour l'intégrité du système financier et contribuent à l'harmonisation des règles au niveau mondial. Publiées en 1990, les Recommandations du GAFI ont été révisées en 1996, 2001, 2003 et plus récemment en 2012 afin d'assurer qu'elles restent d'actualité et pertinentes. Elles ont vocation à être appliquées par tous les pays du monde.

Le GAFI surveille les progrès réalisés par ses membres dans la mise en œuvre des mesures requises, examine les techniques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme ainsi

que les mesures permettant de lutter contre ces phénomènes, et encourage l'adoption et la mise en œuvre des mesures adéquates au niveau mondial. En collaboration avec d'autres acteurs internationaux, le GAFI identifie également au niveau des pays les vulnérabilités afin de protéger le secteur financier international contre son utilisation à des fins illicites.

Dans le cadre de son initiative ayant pour objet l'identification des pays ou territoires non coopératifs (PTNC), le GAFI a recherché les faiblesses des dispositifs anti-blanchiment des pays et des territoires qui disposent des places financières internationales et, en particulier, des places financières offshore sur la base de 25 critères. Cela a permis au GAFI d'identifier les pays et les territoires dont les règles et les pratiques entravent sensiblement la lutte contre le blanchiment et l'entraide internationale. Le GAFI a alors demandé aux pays et aux territoires ainsi identifiés d'adapter leurs systèmes aux standards internationaux.

Par ailleurs, le GAFI a dressé une liste des pays et des territoires ayant d'importantes défaillances dans leurs dispositifs anti-blanchiment ou un manque de volonté manifeste dans le domaine de la coopération anti-blanchiment. Publiée pour la première fois le 20 juin 2000, cette liste des PTNC est mise à jour périodiquement à l'occasion des réunions plénières du GAFI. Entretemps, tous les pays et territoires ont amélioré leurs systèmes et ont pu être retirés de cette liste.



## b) Le programme MASE (Maritime Security) du COMESA

Le Programme MASE du COMESA est un programme régional, qui a commencé au milieu des années 2000 en réaction à l'augmentation des cas de piraterie autour et sur l'Océan Indien. Le programme est financé par l'Union Européenne et est mis en œuvre par quatre Organisations Régionales : le COMESA, l'Autorité Inter-Gouvernementale pour le Développement (IGAD), la Commission de l'Océan Indien (COI) et la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Est (EAC). Le Programme a cinq domaines d'action qui sont partagés pour leur mise en œuvre par les 4 organisations régionales, le COMESA ayant en charge, la mise en œuvre du troisième volet du programme à savoir la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans les dix pays membres (Comores, Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Kenya, Madagascar, Maurice, Seychelles, Somalie et Tanzanie) concernés par le programme.

Ainsi le programme dirigé par le COMESA s'appuie sur 4 composantes :

1. Le renforcement des capacités des Cellules des Renseignements Financiers (CRF) et de leurs outils d'analyse ;
  2. La mise en place de plateforme de promotion et de partage d'informations au niveau national et international ;
  3. L'élaboration et/ou l'amendement des lois régissant la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme en vue de les aligner sur les normes révisées du GAFI ;
  4. L'amélioration des capacités parmi les services de maintien de l'ordre (un domaine d'action qui est mis en œuvre conjointement avec INTERPOL).
- D'autres actions sont financées par ce programme comme :
- > Formation régionale d'analyse stratégique avancée pour les analystes des SRF,
  - > Détachement d'un expert pour appuyer les SRF,
  - > Organisation d'atelier national pour tous les intervenants en matière de LBC / FT afin d'améliorer le partage d'information et la compréhension des lois pour une meilleure connaissance et une bonne application,
  - > Appui spécifique pour le SRF (Comores)- (le programme MASE veut un SRF fonctionnel avec des moyens informatiques conséquents : serveurs, ordinateurs, imprimantes, etc.....),
  - > Installation du logiciel Go-Trace,
  - > Soutien pour l'évaluation nationale des risques ou l'évaluation mutuelle.

La Banque Centrale des Comores a toujours été au cœur des grandes évolutions concernant la législation en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. En effet, c'est sous son impulsion que les autorités comoriennes ont adopté et promulgué les principaux textes régissant ce domaine. C'est elle qui héberge et assure le secrétariat du Service de Renseignement Financier des Comores, en attendant que ce dernier puisse jouir de l'autonomie nécessaire à son bon fonctionnement : détachement de personnel par l'administration, moyens financiers et humains, etc...

### 3.2.1 POLITIQUE INTERNE DE LA BCC EN MATIERE DE LBC/FT

S'agissant du respect par la Banque centrale de ses obligations d'assujetti en matière de LBC/FT, il convient de noter que le dispositif interne de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme a été renforcé en 2014, notamment par l'amélioration des procédures, la révision des critères et des seuils d'alerte, le renforcement de la formation, ...

Il convient aussi de rappeler qu'en l'absence d'une concurrence bancaire sur le plan national, la BCC a toujours assuré certaines activités, comme le change manuel au public (essentiellement euro contre franc comorien) et de virement internationaux pour le compte de certains clients de banques n'ayant pas de correspondants bancaires à l'étranger.

Avec l'ouverture du secteur bancaire comorien, et l'adoption de la politique interne anti blanchiment, la BCC a abandonné ces opérations au profit des intervenants du secteur, pour se concentrer sur ses principales missions de banque centrale. Au préalable, une large concertation a été initiée avec les établissements de crédit.

### 3.2.2 ACTIONS MENEES PAR LA DIRECTION DE LA SUPERVISION BANCAIRE ET DE LA REGLEMENTATION DE LA BCC DANS LE CADRE DE LA LCB/FT

Dans le cadre de ses missions de contrôle sur pièce et sur place, la direction de la supervision bancaire et de la réglementation (DSBR) a renforcé la thématique de la lutte anti blanchiment des capitaux et contre le financement du terrorisme. Ainsi, suivant le règlement n°11/2015 de janvier 2015, relatif aux dispositifs de contrôle interne de gestion et de maîtrise des risques des établissements de crédit, ces derniers doivent désormais faire état dans leur rapport annuel de contrôle interne d'une description à jour de la classification des risques de blanchiment des capitaux et de financement du terrorisme, ainsi qu'une présentation des analyses sur lesquelles cette classification est fondée. Des responsables anti blanchiment sont désignés dans chacun des établissements de crédits de la place sur recommandation de la DSBR. Et avec l'assistance technique du FMI, la BCC travaille sur la mise en place d'une supervision basée sur le risque, incluant la thématique LBC/FT.

# PARTIE 03

## LA BANQUE CENTRALE

**L'ORGANISATION, LES ACTIVITÉS ET  
LES COMPTES DE LA BANQUE CENTRALE**

# CHAPITRE 01

## L'Organisation

### RESUME :

L'organisation de la Banque a évolué avec le développement de l'activité bancaire et financière. De nouvelles directions ont été créées en vue de renforcer notamment les missions de surveillance bancaire, d'information et de communication, d'audit et de contrôle interne, tout en veillant à séparer les opérations bancaires des activités comptables.

- > Multiplication des réunions régulières du CA de la BCC, avec l'introduction de deux réunions par visioconférence, portant à 4 le nombre des sessions ordinaires,
- > Renforcement des effectifs, avec le recrutement de cadres, venant renforcer quasiment toutes les directions.



## 1.1 HISTORIQUE ET MISSIONS DE LA BANQUE

L'origine de la Banque Centrale des Comores est étroitement liée à l'évolution historique de l'administration coloniale et de la Zone Franc. Les Comores sous dépendance française étaient rattachées administrativement à Madagascar. Créée le 16 novembre 1950, la Banque de Madagascar et des Comores (BCM) assurait le service de l'émission monétaire ayant cours légal à Madagascar et aux Comores jusqu'au 21 décembre 1973, date à laquelle ce privilège lui a été retiré.

Le 31 décembre 1974, l'Institut d'Émission des Comores, dont le siège social est fixé à Moroni et le siège administratif à Paris, a été mis en place.

Le 1<sup>er</sup> juin 1975, l'Institut d'Émission des Comores a pris en charge le service de l'émission monétaire, un mois avant l'accession des Comores à l'indépendance.

Le 23 novembre 1979, le Ministre des finances, de l'économie et du plan de la République Fédérale Islamique des Comores (RFIC) et le Ministre français de l'Économie ont procédé à la signature de l'accord de coopération monétaire, ratifié par le Président de la République comorien le 26 juin 1980. Cette convention prévoit l'ouverture au nom de la Banque Centrale des Comores d'un compte d'opérations dans les livres du Trésor français ainsi que les conditions de fonctionnement de ce compte.

Le 1<sup>er</sup> juillet 1981, la Banque Centrale des Comores a été créée et a pris naturellement en charge le service de l'émission monétaire autrefois assuré par l'Institut d'Émission des Comores.

En décembre 2008, les statuts de la BCC ont été renouvelés et modernisés, afin de renforcer son indépendance, améliorer sa gouvernance, consolider son dispositif de contrôle et renforcer la transparence. Ces nouveaux statuts confèrent à la Banque centrale, seule autorité monétaire, les missions fondamentales suivantes :

- > garantir la stabilité de la monnaie de l'Union des Comores, en définissant et en mettant en œuvre la politique monétaire de l'Union,
- > assurer le bon fonctionnement du système bancaire, en exerçant la surveillance et le contrôle des banques et établissements financiers qu'elle agréé et en veillant à l'application de la réglementation de la profession bancaire. Elle dispose pour cette mission de pouvoirs réglementaire, administratif et disciplinaire,
- > émettre la monnaie ayant cours légal et pouvoir libérateur en Union des Comores,
- > veiller au bon fonctionnement et à la sécurité des systèmes de paiement et de règlement.

En outre, la BCC a des missions accessoires et d'intérêt général. Elle est l'agent du Trésor pour ses opérations de banque et conseiller économique et financier du Gouvernement.

La BCC a également une mission d'information économique et est responsable de la confection des statistiques sur la monnaie, le crédit, la balance des paiements et la position extérieure de l'Union des Comores.

## 2.1.1 LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



Conformément à ses statuts, « le Conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration des affaires de la Banque ». A fin 2016, il était composé de :

- > Madame Siti Sofiat ALFEINE TADJIDDINE,
- > Madame Salima HAMIDI,
- > Mr. Salim AHMED ABDALLAH, Président du Conseil,
- > Mr. Louis BERTHELOT,
- > Mr. Samuel GOLDSTEIN,
- > Mr. Daniel LUBETH
- > Mr. Christian MASSON,
- > Mr. Ali MLAHAILI.

En 2016, le Conseil d'Administration s'est réuni une seule fois en séance ordinaire, le 11 juillet, à Paris. Pour des raisons d'incompatibilité des agendas, la réunion ordinaire de Moroni du mois de décembre n'a pas pu se tenir et a été programmée en février 2017. En revanche, la BCC a initié le 24 octobre, des Conseils par visioconférence, entre les Administrateurs résidant en France et ceux résidant aux Comores. Ces rencontres se déroule-

ront également tous les 6 mois, portant ainsi à 4 le nombre des rencontres ordinaires du CA.

Dans chacune de ses réunions, le Conseil a à examiner la situation économique du pays et l'environnement international, la politique monétaire et ses évolutions, la situation du secteur bancaire et la gestion de la Banque.

En cas de nécessité, les membres du CA peuvent être consultés à distance, par voie écrite.

### 1.2.2 LE GOUVERNEMENT DE LA BANQUE

Le Gouverneur de la Banque est nommé par décret du Président de la République sur proposition du Ministre chargé des finances de l'Union des Comores après avis conforme du Conseil d'administration. Il assure l'exécution des décisions du Conseil d'administration et organise et dirige l'ensemble des services de la Banque. Le Gouverneur gère les avoirs extérieurs de la Banque dans le cadre défini par le Conseil d'administration. Dans le cadre de sa mission, le Gouverneur doit notamment veiller au respect de la législation relative à la monnaie et au contrôle des banques et des Assurances. Le Gouverneur est assisté d'un Vice-Gouverneur, nommé par le Conseil d'administration sur proposition du Ministre en charge des Finances.

Le Conseil d'Administration de la Banque, qui s'est réuni le 06 février 2017 à Moroni, s'est prononcé favorablement à la candidature du Dr Younoussa IMANI, pour le poste de Gouverneur, en remplacement de M. Mzé Abdou MOHAMED CHANFIOU, dont le mandat était arrivé à échéance.

### 1.2.3 LE COMITÉ D'AUDIT

Dans le cadre de l'amélioration du dispositif de contrôle de la Banque, un Comité d'Audit a été mis en place par le Conseil d'administration du 07 juin 2007. Il est composé d'un administrateur, des deux censeurs et d'un expert auditeur. Sa composition au 31 décembre 2016 était la suivante :

Présidente : Mme Alfeine Siti Soifiat Tadjidine,  
M. Said Hassane Charif,  
M. Pascal FOURCAUT,  
M. Jean-Charles NORMAND, Expert auditeur.

Les missions du Comité d'Audit sont définies par l'article 59 des statuts et par l'article 5 du règlement intérieur de la Banque, et peuvent être résumées comme suit :

Le contrôle de comptes et de l'information financière, en s'assurant notamment que les comptes sont arrêtés selon les méthodes comptables préalablement définies,

La maîtrise des risques et le contrôle interne, en s'assurant notamment de l'existence de procédures de conformité aux obligations légales et réglementaires.

Le Comité d'Audit se réunit au moins une fois par an et remet un rapport au Conseil d'administration à l'issue de chaque réunion.





Au 31 décembre 2016, hormis le Gouvernement de la Banque, l'effectif de la Banque a évolué pour s'établir à 64 agents contre 59 agents en 2015.

Cette progression, marquée par un rajeunissement de l'effectif, s'explique par l'expansion de l'activité

bancaire tant sur le plan local que le plan international, la Banque devant engager de nouveaux chantiers liés au développement des systèmes d'information et à la gestion des risques.

#### Évolution des effectifs

CATÉGORIE	2016	2015	2014	2013	2012
HORS CATÉGORIE	2	2	2	2	2
CATÉGORIE IV	7	7	7	7	3
CATÉGORIE III	27	24	19	19	23
CATÉGORIE II	26	24	26	27	26
CATÉGORIE I	4	4	5	5	6
TOTAL	64	59	59	60	60

Sources: BCC, Secrétariat Général

A la suite du concours organisé en 2015, les agents retenus ont intégré les différentes directions de la Banque en 2016, et ont été soumis à une période de stage de 6 mois, puis d'essai de 6 mois avant leur recrutement définitif au sein de la Banque. Une des recrues a renoncé à son poste pour des raisons personnelles.

Un concours, pour le recrutement de 10 cadres a été organisé en novembre 2016, simultanément à Moroni et à Paris avec l'appui de la Banque de France. La prise de services des nouveaux cadres se fera de manière progressive tout au long de l'année 2017.

Au niveau du renforcement des compétences, la Banque a établi un plan d'actions pour les 3 prochaines années, traduisant les besoins prioritaires en formation pour l'ensemble du personnel.

Pour les formations externes, deux seulement ont pu être réalisées. La BCC a profité de son intégration au groupe de travail des Directeurs de

Formation et de Centre de Formation des Banques Centrales francophones pour consolider la coopération entre les Banques Centrales en matière de Formation. En effet, suite à la dernière rencontre qui s'est tenue à Conakry en mai 2016, elle a soumis aux différents membres participants son plan de formation triennale en vue :

- > de bénéficier des actions de formation organisées en intra par les différentes Banques Centrales francophones,
- > d'échanger et de partager les expériences et acquis entre les cadres des Banques en organisant des visites d'étude et stages,
- > de mettre à notre disposition des animateurs pouvant nous appuyer sur les formations locales.

Parallèlement, la Banque Centrale participe au Programme BCEAO/BEAC/BCC de renforcement des capacités qui affecte à la BCC une unité opérationnelle à l'instar de ses homologues BCEAO/BEAC.



# CHAPITRE 02

## Les activités

### RESUME :

L'émission des billets et pièces ayant cours légal et pouvoir libératoire aux Comores est l'une des missions fondamentales de la Banque centrale.

La BCC a énormément investi ces dernières années afin d'offrir à la population, une circulation fiduciaire de qualité et fortement sécurisée. La gamme des billets et des pièces a été renouvelée complètement et une nouvelle pièce de 250 FC a été mise en circulation.

En termes d'activités, le montant des billets et pièces en circulation s'est élevé à 48,7 milliards FC contre 46,3 milliards FC en 2015, soit une progression de 6%, tandis que, toutes opérations confondues, les valeurs présentées en compensation se sont élevées à 124,4 milliards FC contre 108,6 en 2015 (+14,5%), pour un nombre d'opérations en hausse également de

19,4%, passant 64.560 opérations en 2015 à 77.083 opérations en 2016.

La Banque poursuit les réformes structurantes internes ainsi que celles du secteur bancaire. Ainsi, avec l'appui de la Banque Mondiale, une étude sur le comportement d'épargne de la diaspora va être réalisée, avec comme objectif la canalisation de l'épargne vers des investissements productifs. Par ailleurs, la Banque Mondiale apporte également son soutien dans la mise en place d'un système national de paiement (SNP) moderne et sécurisé.

Par ailleurs, avec l'assistance technique du FMI, il est envisagé une modernisation progressive des instruments de politique monétaire, notamment à travers l'émission de bons de la Banque Centrale.

## 2.1

## LES ÉMISSIONS DE BILLETS ET DE PIÈCES

### Gestion de la circulation fiduciaire

EN MILLIONS FC	2015			2016		
	Billets	Pièces	Total	Billets	Pièces	Total
Stock disponible en début de période	37 938	955	38 893	45 343	974	46 317
Émissions réalisées	11 888	19	11 906	6 088	40	6 128
Destructions	-4 482	0	-4 482	-3 701		-3 701
Stock disponible en fin de période	45 343	974	46 317	47 730	1014	48 744

Source : BCC, Direction de la Caisse et des Opérations Bancaires

A fin 2016, le montant des billets et pièces en circulation s'est élevé à 48,7 milliards FC contre 46,3 milliards FC en 2015, soit une progression de 6% contre une hausse de 19% en 2015. Ce ralentissement du rythme de progression s'explique essentiellement par la réduction de moitié du volume des émissions, qui avaient fortement cru en 2015 pour répondre à la situation conjoncturelle de l'époque, notamment une forte demande de la part de la clientèle particulière et

institutionnelle. En effet, l'activité de tri n'ayant pas permis de remettre en circulation assez de billets valides, la BCC avait donc procédé à des émissions importantes.

Au niveau du tri des billets, après une amélioration des taux récupération sur l'année 2015 (et plus particulièrement sur le billet de 500 FC, confortant ainsi l'émission de la pièce de 250 FC), la Banque a enregistré une légère baisse du taux de récupération en 2016 sur toutes les coupures.

### Activités de tri: Taux de récupération des billets

Coupure	10 000	5 000	2 000	1 000	500
Année					
2012	96,11	88,01	67,58	47,11	29,38
2013	95,29	86,06	66,23	45,14	30,5
2014	93,84	86,12	63,93	43,15	27,46
2015	97,81	95,93	66,72	47,99	36,1
2016	96,06	94,2	62,18	46,94	33,09
Taux de récupération moyen sur la période	95,82	90,06	65,33	46,07	30,86

Source : BCC, Direction de la Caisse et des Opérations Bancaires

Les billets triés non remis en circulation, sont ensuite détruits. Les billets de petite dénomination, 500 FC et 1.000 FC, présentent les

plus faibles taux de récupération, et par conséquent, la forte proportion dans les destructions.

## Activité de tri : Destruction des Billets

Coupures	2015		2016	
	Nombre de paquets	Montant (en Millions FC)	Nombre de paquets	Montant (en Millions FC)
10 000 FC	158	1 580	117	1 170
5 000 FC	212	1 060	175	875
2 000 FC	377	754	303	606
1 000 FC	698	698	700	700
500 FC	780	390	700	350
<b>Total</b>	<b>2 225</b>	<b>4 482</b>	<b>1995</b>	<b>3701</b>

Source : BCC, DCOB

La destruction des billets prend également en compte les paquets de billets en provenance des agences qui ne peuvent être détruits qu'à Moroni.

## 2.2 LA COMPENSATION DES VALEURS

La chambre compensation regroupe sept établissements (BCC, BIC, Exim-Bank, BDC, BFC, SNPSF, Meck-Moroni) qui participent tous les jours ouvrés aux séances de compensation des chèques et des virements.

Toutes opérations confondues, les valeurs présentées en compensation se sont élevées à 124,4 milliards FC contre 108,6 en 2015 et 96 milliards FC en 2014, en hausse de 14,5%, pour un nombre d'opérations en hausse également de 19,4%, passant 64.560 opérations en 2015 à 77.083

opérations en 2016. Ces chiffres, en augmentation régulière, montrent une amélioration des paiements scripturaux. La mise en place effective de la centrale des risques et des incidents de paiement, la validation par décret présidentiel du nouveau texte réglementant les moyens et les systèmes de paiement et les travaux de mise en place du Système National de Paiement SNP en cours concourent à la consolidation de cette tendance.

### Statistiques de la chambre de compensation (valeurs en milliards FC)

Rubriques	2014		2015		2016	
	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur
<b>Chèques</b>						
Présentés à la compensation	54.200	53,1	53.144	52,4	63.748	57,2
Dont Chèques Rejetés	1.412	1,1	1.201	1,1	1.357	1,4
<b>Virements</b>						
Présentés à la compensation	7.418	42,9	11.416	56,2	13.335	67,2
Dont Virements Rejetés	102	0,5	197	0,3	261	1,5

Source : BCC, Direction de la Supervision Bancaire et de la Réglementation

Pour l'année 2016, l'activité de la chambre se présente comme suit :

- > Une hausse du nombre des chèques présentés, qui sont passés de 53.144 à 63.748 en 2016 après 54.200 en 2014, soit une hausse de 20%, les valeurs correspondantes s'accroissant de 9,2%, représentant respectivement 52,4 milliards FC et 57,2 milliards FC sur la période ;
- > Après une forte baisse entre 2014 et 2015, le nombre de chèques rejetés a légèrement augmenté en 2016 : 1.357 rejets, pour un montant de 1,4 milliard FC, soit 2,4% du montant total présenté contre 1.201 chèques rejetés en 2015

d'une valeur totale de 1,1 milliard FC (2,1% du montant). L'insuffisance de provisions demeure le principal motif de rejet ;

- > Une augmentation des opérations de virements, passant de 11.416 à 13.335 opérations entre 2015 et 2016 après 7.418 opérations en 2014, soit une hausse de 16,8%. En valeur, le montant s'est accru de 19,6%, passant de 56,2 milliards FC en 2015 à 67,2 milliards FC en 2016 ;
- > 261 virements, représentant une valeur de 1,5 milliards FC ont fait l'objet de rejets, contre 197 virements en 2015, d'un montant total de 289 millions FC.



## 2.3 LES OPÉRATIONS DE CHANGE

Les opérations d'achat de devises aux guichets de la Banque centrale poursuivent leur tendance baissière avec une baisse de 25,6%) en 2016 après celle de 22%) en 2015, tandis que les opérations de vente se sont consolidées après un accroissement de 20% entre 2014 et 2015.

En effet, les achats de devises dans les guichets de la BCC se sont élevés à 12 milliards FC contre 16,2 milliards en 2015 après 20,8 milliards FC en 2014, soit une baisse de 25,6%. Cette évolution s'explique par l'utilisation de plus en plus fréquente par la

diaspora, des voies formelles (virements internationaux, organismes de transferts d'argent type Money gram ou Western Union) au détriment des voies informelles (voyageurs).

Au niveau des ventes, en revanche, une stagnation est observée en 2016 après la forte hausse enregistrée une année auparavant, les ventes s'étant élevées à 10,6 milliards FC en 2015 contre 8,9 milliards FC en 2014, en relation avec la demande accrue des opérateurs économiques de voyager avec du cash.

## Évolution annuelle des opérations de change à la BCC (en millions FC)

	Achats			Ventes		
	2014	2015	2016	2014	2015	2016
Moroni	17 296,8*	13 589,9*	11 106,80	8 123,7*	9 430,4*	9 033,50
Mustamudu	3 273,80	2 374,80	865,8	551,2	897,4	1 068,70
Fomboni	258,9	278	108,8	180,9	306,7	174,4
Total	20 829,50	16 242,80	12 081,40	8 855,80	10 634,50	10 276,60

\*Y compris Dollards US

Source : BCC, Direction Financière et de la Comptabilité,

## 2.4 REFORMES ENGAGÉES PAR LA BANQUE

La Banque Centrale a engagé d'importantes réformes pour le secteur bancaire comorien :

### Modernisation du système national de paiement

En 2014, la banque Centrale des Comores a sollicité l'appui de la Banque Mondiale (BM) pour la mise en place d'un système national de paiement (SNP) moderne, sécurisé et accélérant les flux financiers dans le pays.

La BM, à travers le programme FIRST, a donc financé les travaux de recherche et d'études prenant en compte les évolutions en termes d'infrastructures de Règlement Brut en Temps Réel pour les gros montants (RTGS), d'automatisation de la compensation interbancaires (ACH) et d'installation d'un switch national de paiement (monétique et mobile paiement).

A ce jour, la BM a produit les documents suivants :

- > Un diagnostic de la situation des Comores en matière de système de paiement,
- > Les exigences techniques et spécifications fonctionnelles que doivent contenir le système de transfert automatique (ATS) et le switch national,

- > Un document sur la stratégie du système national de paiement (2017-2030).

Avec un coût global évalué à 6,6 millions de dollars, la BM explore les perspectives de financement (constitution d'un Groupement d'Intérêt Economique en sollicitant l'ensemble des banques et institutions de la place, financement par dons en sollicitant nos partenaires ou financement par prêt en sollicitant la prise en charge de cet investissement dans le cadre du fonds IDA 18), dont la durée de réalisation ne devrait pas excéder les 4 ans.

En parallèle et toujours avec l'appui de la Banque Mondiale, il est envisagé d'introduire un projet « infrastructure du secteur financier » qui inclurait dans son champ d'application le registre des garanties qui va conforter la mise en œuvre et le développement du crédit-bail, l'appui à l'accès aux finances dans les filières importantes de valeur ajoutée, comme le tourisme, la pêche et l'agriculture, avec comme cible préférentielle les petites et moyennes entreprises.

> Un document sur la stratégie du système national de paiement (2017-2030).

Avec un coût global évalué à 6,6 millions de dollars, la BM explore les perspectives de financement (constitution d'un Groupement d'Intérêt Economique en sollicitant l'ensemble des banques et institutions de la place, financement par dons en sollicitant nos partenaires ou financement par prêt en sollicitant la prise en charge de cet investissement dans le cadre du fonds IDA 18), dont la durée de réalisation ne devrait pas excéder les 4 ans.

En parallèle et toujours avec l'appui de la Banque Mondiale, il est envisagé d'introduire un projet « infrastructure du secteur financier » qui inclurait dans son champ d'application le registre des garanties qui va conforter la mise en œuvre et le développement du crédit-bail, l'appui à l'accès aux finances dans les filières importantes de valeur ajoutée, comme le tourisme, la pêche et l'agriculture, avec comme cible préférentielle les petites et moyennes entreprises.

#### Mobilisation de l'épargne de la diaspora

La coopération entre la BCC et la Banque Mondiale porte également sur une assistance

technique, financée par le projet FIRST aussi, pour une mobilisation de l'épargne de la diaspora en vue de soutenir des investissements productifs.

Le premier instrument identifié, les « diaspora bonds », a été abandonné, les conditions n'étant pas réunies pour sa mise en place. La BM travaille actuellement sur la bi-bancarisation, dont les contraintes semblent plus surmontables. Des ateliers de travail ont été réalisés courant juin 2017 avec les institutions financières de la place.

#### Émission des bons BCC

Il est envisagé une modernisation progressive des instruments de politique monétaire, à travers une gestion par la BCC de la liquidité bancaire, en émettant des bons.

Cette émission des bons par la BCC, expressément prévue par ses statuts (art 24), servira un double objectif :

- > absorber les excédents de liquidité bancaire,
- > fournir un support de garantie sans risque pour les opérations de prêts interbancaires, et au besoin de refinancement par la BCC.



# CHAPITRE 03

## Les comptes annuels

### RESUME :

Contraction de 7,6% du total de bilan de la Banque à fin 2016,  
Amélioration de 86% du résultat net, en liaison avec celle du Produit Net Bancaire.

Les comptes de la Banque sont arrêtés au 31 décembre de chaque année et sont audités par un cabinet international. Ils sont ensuite soumis au contrôle du Comité d'Audit, avant leur approbation par le Conseil d'Administration de la Banque.



## 3.1 LE BILAN

Le bilan de la Banque présente un total de 102,7 milliards FC au 31 décembre 2016 contre 111,2 milliards FC en 2015, soit une baisse de 7,6 %. Cette situation est expliquée par la baisse de près de 20 % des avoirs extérieurs à l'actif et de la circulation fiduciaire (-3,8%) et des engagements à vue (-24,8%) au passif.

### 3.1.1 ACTIF

Les avoirs en or sont passés de 304 millions FC à fin décembre 2015 à 343 millions FC en décembre 2016, soit une augmentation de 12,8%, qui s'explique uniquement par la hausse des cours entre les deux années, le stock de l'or demeurant inchangé.

L'encours des placements des **avoirs en euros** est passé de 82 milliards FC à 63,8 milliards FC entre décembre 2015 et décembre 2016. Pour rappel, l'encours en décembre 2015 avait bénéficié de l'aide budgétaire saoudien et du paiement de la licence de la téléphonie mobile. Toutefois, en moyenne journalière, le compte d'opérations (placement des avoirs en euro) a présenté un solde supérieur à celui enregistré durant l'année 2015 : 72 milliards FC contre 56 milliards FC.

Alors que la tendance baissière des entrées de devises s'est poursuivie, les **encaisses en devises** présentent paradoxalement une hausse de 160 % par rapport à leur niveau de décembre 2015, qui s'explique essentiellement par le retard d'une opération d'expédition programmée en fin d'année.

Les **avoirs en dollars** américains ont progressé de 14,3% en 2016 par rapport à 2015, en liaison à la fois avec l'appréciation du dollar par rapport au franc comorien sur la période mais aussi avec l'augmentation de l'encours suite à la réception de fonds extérieurs en faveur d'organismes gouvernementaux.

Les **devises détenues en DTS** ont augmenté de 3,4 milliards FC entre 2015 et 2016, en raison du doublement des quotes parts au FMI, survenu en février 2016. En revanche, les **avoirs en DTS** du compte courant ont baissé, passant de 7 milliards FC à 5 milliards FC entre décembre 2015 et décembre 2016. Cette baisse de 31,4% s'explique notamment par les prélèvements effectués pour le règlement des échéances du prêt FMI (1,3 million DTS) et le paiement des 25% de l'augmentation des quotes-parts (2,2 millions DTS). La légère appréciation du taux de change (1DTS = 626,19 KMF décembre 2015 contre 1 DTS = 627,42 KMF en décembre 2016) n'a pas pu enrayer la baisse en francs comoriens de la valeur de l'encours du compte courant.

Les **créances à l'Etat** ont augmenté de 30,5 %, en liaison avec le tirage de 700 millions sur les avances statutaires en juin 2016 et l'utilisation des allocations de DTS d'une valeur 3,4 milliards FC en novembre 2016. L'encours du prêt FMI a par contre diminué du fait du paiement des échéances. Au final, les créances brutes à l'Etat sont passées de 11 milliards FC en décembre 2015 à 14 milliards FC en décembre 2016.



Les **autres créances**, composées des prêts consentis au personnel, ont augmenté de 93,3 millions FC entre fin 2015 et fin 2016, en passant de 741 millions FC à 834 millions. Ces montants prennent en compte l'avance pour la retraite complémentaire du personnel de la banque consentie en 2011.

Les **actifs immobilisés nets** sont passés de 3,1 milliards FC en décembre 2015 à 3,2 milliards FC

en décembre 2016, soit une augmentation de 2,1% en un an. Ces montants incluent les immobilisations encours, le nouveau bâtiment en construction y étant inclus.

Les **titres de participation** de la Banque sont constitués uniquement par les quotes-parts au FMI au 31 décembre 2016, qui s'élèvent à 17,8 millions DTS soit 11,2 milliards FC contre 8,9 millions DTS (5,6 milliards FC) à fin 2015.

#### Bilan aux 31 décembre 2015 et 2016 (en millions de FC)

Actif	2015	2016	Ecart	Passif	2015	2016	Ecart
Avoirs en or	304	343	39	Billets et pièces en circulation			
					33.204	31.933	- 1.271
				Engagements en devise	171	106	-64
Avoirs en devise	82.977	67.516	- 15.461				
- Encaisses en devises	1.117	2.907	+ 1.790				
- Comptes en devise	81.860	64.609	- 17.251				
Relations avec le FMI	12.594	15.984	+ 3.390	Relations avec le FMI	18.412	21.813	+ 3.401
- Avoirs en DTS	7.021	4.816	-2.205	- Allocations DTS	5.325	5.335	10
- Quote-Part FMI	5.573	11.168	+ 5.595	- Emprunts FMI	7.872	7.064	-808
				- Comptes du FMI	5.216	9.414	+ 4.198
Créances sur les banques	0	0	0	Comptes des banques résidentes	28.110	27.488	-622
Créances sur le Trésor	11.056	14.431	+ 3.375	Comptes du Trésor	14.518	3.670	- 10.848
- Avances à l'Etat	2.733	3.428	695				
- Prêts FMI	7.872	7.064	-808	Comptes des entreprises publiques	1.886	1.912	26
- Allocation DTS utilisées	449	3.939	+ 3.491				
- Prêt portage des actions BDC							
	3	0	-3	Autres dépôts	63	45	-18
Autres créances							
	741	835	93	Comptes de régularisation et divers	406	731	325
Comptes de régularisation et divers							
Actifs immobilisés	365	359	-7	Capitaux propres	14.155	14.500	345
- Immobilisations							
- Titres de participation	3.144	3.209	-63				
	0	0	-63	Résultat	257	477	220
Résultat			0				
	0	0					
			0				
Total	111.182	102.677	- 8.505		111.182	102.677	- 8.505

### 3.1.1 PASSIF



Le volume des **billets et pièces en circulation** (incluant les encaisses détenues par les établissements de crédit) a baissé de 3,8% entre décembre 2015 et décembre 2016, passant de 33,2 milliards FC à 31,9 milliards FC. Cette contraction s'explique par l'arrêt des opérations de change manuel à la BCC en décembre 2016, une période de fortes demandes de monnaie.

Les **engagements à vue** sont en baisse de près de 25 % entre 2015 et 2016. La plupart des catégories de dépôts ont été impactés par ce recul, le total passant de 45 milliards FC à 34 milliards FC. Les dépôts des établissements financiers sont passés de 28 milliards FC à 27 milliards FC (-2,2%), tandis que ceux des administrations publiques ont affiché la baisse la plus marquée, de 14,5 milliards FC en 2015 à 3,7 milliards FC en 2016. En revanche, les dépôts des entreprises publiques non financières sont restés stables à près de 1,9 milliard FC.

Les **engagements extérieurs** (relation avec le FMI) ont augmenté de 26,6%, passant de 12,7 milliards FC à 16 milliards FC entre 2015 et 2016, en liaison

avec le paiement des 75% de l'augmentation des quotes-parts au FMI en février 2016, le règlement ayant été fait en bons du Trésor comorien.

Les **comptes de régularisation** (passif) ont stagné entre 2015 et 2016 (-0,6%), mais ses composantes ont enregistré des évolutions contrastées : le montant des chèques en cours d'encaissement déposés par la clientèle a baissé tandis que les transferts reçus au bénéfice de la clientèle et les opérations inter caisses (inter île) ont augmenté. La majeure partie de ces opérations ont été dénouées à l'ouverture de l'exercice 2017.

Les **provisions pour charges** sont passées de 413 millions FC en 2015 à 537 millions FC en 2016, soit une progression de 30,2% en un an.

Le **résultat de l'exercice** 2016 s'élève à 477 millions FC, soit une progression de 86% par rapport à l'année 2015 (257 millions FC). Ce résultat a bénéficié du surplus d'intérêts perçus sur le compte d'opérations suite à la réception des concours extérieurs exceptionnels en décembre 2015.

## 3.2 LE COMPTE DE RÉSULTAT

Alors qu'il avait chuté de 50% en 2015, le bénéfice de l'exercice 2016 est en hausse de 86%, s'élevant à 477 millions FC contre 257 millions FC en 2015, et après 515 millions FC en 2014.

En effet, la stabilité des charges entre les deux années et l'accroissement des intérêts sur le compte d'opération se sont traduits par une augmentation du Produit Net Bancaire, qui a permis un accroissement du résultat d'exploitation, en dépit de la hausse des charges, notamment des frais généraux.

Le résultat **des opérations sur les avoirs extérieurs** a affiché une hausse significative, augmentant de 356 millions FC entre 2015 à 2016 contre une hausse de 63 millions FC un an auparavant. Cette évolution s'explique par une hausse de 28% (+391 millions FC) des intérêts perçus sur le compte d'opération, en liaison avec l'amélioration du solde moyen journalier, de 56 milliards FC en 2015 à 72 milliards FC en 2016, le taux d'intérêt demeurant inchangé.

Quant aux **opérations avec la clientèle** le résultat continue à se détériorer, accusant une baisse de 106 millions FC entre 2015 et 2016, en liaison avec l'indexation des taux de la BCC à l'EONIA, qui est négatif depuis octobre 2014.

L'ensemble des produits perçus sur la clientèle sont en baisse. Les intérêts sur les concours au Trésor ont diminué de 78 millions FC. Cette évolution est en relation d'une part avec la baisse de l'encours du prêt en 2016 par rapport à 2015 (remboursement partiel du capital en décembre

2015) et d'autre part avec la baisse graduelle des taux d'intérêt.

Par ailleurs, les **commissions** perçues sur les transferts de fonds et la vente de devises ont enregistré une baisse de 25% en 2016 (-51 millions FC). En effet, le nombre de transferts est en baisse en 2016 par rapport à 2015, tandis que la vente de devises n'a concerné uniquement que l'euro, le stock des encaisses en dollars ayant été épuisé en 2015.

Par ailleurs, les intérêts versés aux établissements financiers ont été très négligeables durant les deux dernières années, suite à la baisse du taux d'intérêt de base, qui s'est fixé en dessous des seuils de décote sur les réserves des établissements financiers (1,25 et 0,125).

La stabilité des charges bancaires entre les deux années et l'accroissement des intérêts sur le compte d'opération se sont traduits par une augmentation du **Produit Net Bancaire** (+14%). Cette hausse du produit net bancaire combiné avec la baisse des frais a permis un accroissement de 91 % du **résultat d'exploitation**.

Les frais généraux de la banque sont en très légère baisse de 2% par rapport à 2015, mais les composantes affichent des évolutions diverses :

- > baisse des charges d'émission, avec l'arrivée à fin d'amortissement des billets réceptionnés en 2010,
- > baisse des frais de fournitures liés aux moyens de paiement ou ceux des transports de fonds inter île,-

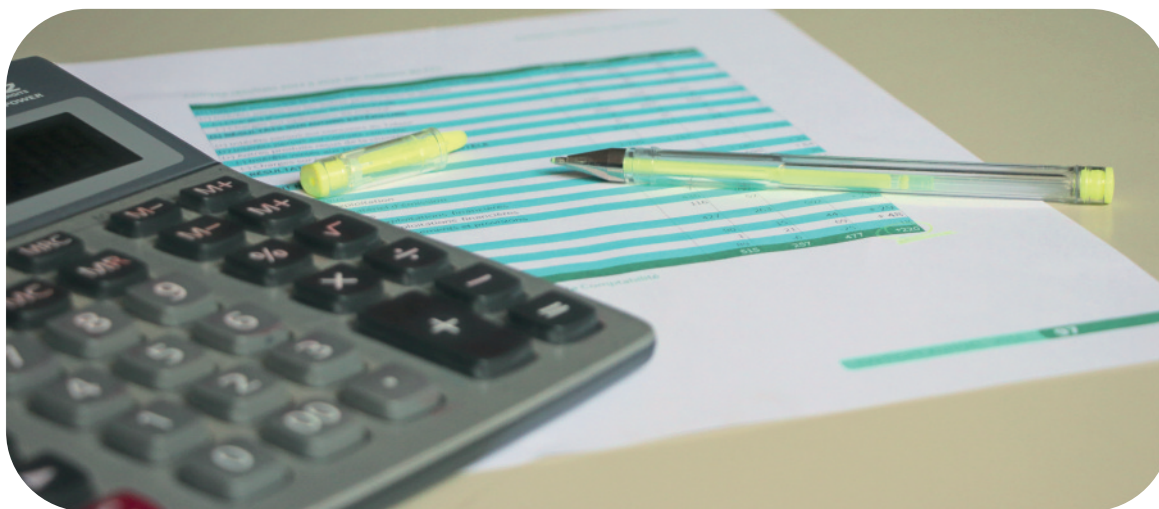
- > accroissement des « charges de personnel », suite à la titularisation des agents recrutés en septembre 2015 et à l'avancement de certains agents,
- > augmentation des charges sociales, en liaison avec l'augmentation du personnel,
- > réduction des frais des fournitures et services extérieurs, notamment avec la baisse des postes qui avaient fortement cru en 2015, comme la consommation de carburant suite à l'amélioration de la situation énergétique dans le pays ou encore la baisse des honoraires (baisse du contrat des auditeurs et pas de prestations d'architectes pour le nouveau bâtiment). D'autres postes budgétivores ont été maîtrisés comme les fournitures bureautiques et d'entretiens ou encore les frais de télécommunication.

Au niveau des autres charges, les dotations aux amortissements se sont élevées à hauteur de 209 millions FC, en hausse de 12,6 millions FC par

rapport à 2015. Les dotations aux provisions pour charges ont progressé de 66%, en liaison avec la hausse des évacuations sanitaires, tandis que les dotations aux provisions pour frais d'émission se sont élevées à 119 millions FC en 2016 contre 64 millions FC en 2015.

Les charges exceptionnelles ont plus que doublé entre 2015 et 2016, en liaison avec les régularisations de charges d'amortissement (de 62 millions FC) que la nouvelle version du logiciel comptable, mise en service en 2016 pour gérer les immobilisations, a permis d'identifier. Ces rapprochements de données ont également impacté les **produits exceptionnels**, qui enregistrent une hausse de 29 millions FC.

Au total, le **résultat net de l'exercice 2016** est en hausse de 86% par rapport à 2015 et conformément aux statuts de la Banque, 50% (soit 238 millions FC) de ce résultat a été affecté au compte fonds général de réserve, le reste étant versé comme dividendes à l'Etat comorien, seul actionnaire.



## Compte de résultats 2014 à 2016 (en millions de FC)

	2014	2015	2016	Ecart
(+) Intérêts perçus sur le compte d'opération et le compte spécial	1 217	1 402	1 794	+ 391
(+) Intérêts perçus sur les autres placements et dépôts	164	40	6	- 34
(-) Charges d'intérêts sur le compte FMI	4	3	3	0
(-) Charges sur opérations de marché	0	0	0	0
<b>(1) RÉSULTATS SUR AVOIRS EXTÉRIEURS</b>	<b>1 376</b>	<b>1 439</b>	<b>1 796</b>	<b>+ 356</b>
(+) Intérêts perçus sur concours au Trésor	126	115	37	- 78
(+) Intérêts perçus sur compte clientèle	5	5	0	- 5
(+) Autres produits reçus de la clientèle	201	207	184	- 23
(-) Intérêts versés aux établissements bancaires	-3	0	0	0
(-) Charges sur opérations avec la clientèle	0	0	0	0
<b>(2) RÉSULTAT SUR OPÉRATION AVEC LA CLIENTÈLE</b>	<b>329</b>	<b>327</b>	<b>22</b>	<b>- 106</b>
<b>PRODUIT NET BANCAIRE (1+2)</b>	<b>1 705</b>	<b>1 767</b>	<b>2 017</b>	<b>+ 250</b>
(-) Frais Généraux	1 149	1 272	1 240	+ 32
Charges d'exploitation	637	631	695	+ 64
Charge de matériel d'émission	278	373	338	- 35
Autres Charges	24	268	207	- 61
(+) Autres produits d'exploitations financières	197	26	26	0
(-) Autres charges d'exploitations financières	7	3	1	- 2
(-) Dotation aux amortissements et provisions	436	306	354	+ 48
(+) Reprise de provision	116	52	54	+ 2
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>427</b>	<b>263</b>	<b>502</b>	<b>+ 239</b>
(+) Produits exceptionnels	90	15	44	+ 29
(-) Charges exceptionnelles	1	21	69	+ 48
<b>RÉSULTATS EXCEPTIONNEL</b>	<b>89</b>	<b>-6</b>	<b>-25</b>	<b>- 18</b>
<b>RÉSULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>515</b>	<b>257</b>	<b>477</b>	<b>+220</b>

Source: BCC, Direction Financière et de la Comptabilité





Tel : +230 202 3000  
Fax: +230 202 9993  
www.bdo.mu

10, Frère Félix de Valois Street  
Port Louis, Mauritius  
P.O. Box 799

#### RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES AUX MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BANQUE CENTRALE des COMORES

Ce rapport est destiné aux membres du Conseil d'Administration de la Banque Centrale des Comores "la Banque". Nos travaux d'audit ont été effectués afin de nous permettre de faire état des éléments requis dans notre rapport d'audit et dans aucun autre but. Nous n'acceptons et n'assumons aucune responsabilité envers quiconque autre que la Banque Centrale des Comores et l'ensemble des membres du Conseil d'Administration pour nos travaux d'audit, pour notre rapport, ainsi que les opinions qui y sont formulées.

##### Rapport sur les états financiers

###### Opinion

Nous avons examiné les états financiers de la Banque Centrale des Comores, figurant aux pages 2 à 22 qui comprennent le bilan au 31 décembre 2016 et le compte de résultat, le tableau de variation des fonds propres et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clôturé à cette date, et un résumé des principaux principes comptables et autres notes explicatives.

A notre avis, les états financiers figurant aux pages 2 à 22 reflètent fidèlement et sincèrement la situation financière de la Banque Centrale des Comores au 31 décembre 2016, le résultat de ses opérations ainsi que le flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date et sont conformes aux Référentiel Comptable propre à cette Banque.

##### Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales de vérification et de certification des comptes ("International Standards on Auditing"). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités des commissaire aux comptes' relatives à l'audit des états financiers annuels » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Banque conformément au Code de déontologie des professionnels comptables du Conseil des normes internationales de déontologie comptable (le code de l'IESBA) et nous avons satisfait aux autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

##### Responsabilités du Conseil d'Administration relatives aux états financiers annuels

Le Conseil d'Administration est responsable de la préparation et de la présentation sincère des états financiers annuels et de s'assurer que les états financiers sont conformes au Référentiel Comptable de la Banque ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire pour permettre la préparation des états financiers annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers annuels, il incombe au Conseil d'Administration d'évaluer la capacité de la Banque à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la base de continuité d'exploitation, sauf si le Conseil d'Administration a l'intention de mettre la Banque en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste qui s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'élaboration de l'information financière de la Banque.

---

BDO & CO

1

BDO & Co, a firm of Chartered Accountants in Mauritius, is a member of BDO International Limited, a UK company limited by guarantee, and forms part of the international BDO network of independent member firms.

BDO is the brand name for the BDO network and for each of the BDO Member Firms.





## RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES AUX MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BANQUE CENTRALE des COMORES

### Responsabilité des commissaires aux comptes relatives à l'audit des états financiers annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes « ISA » permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre:

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous prenons connaissance du contrôle interne de la Banque afin de définir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Banque;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous concluons quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Banque à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments recueillis jusqu'à la date de notre rapport;
- Nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.



**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES AUX MEMBRES DU CONSEIL  
D'ADMINISTRATION DE LA BANQUE CENTRALE des COMORES**

**Responsabilité des commissaires aux comptes relatives à l'audit des états financiers annuels (suite)**

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

**BDO & CO**

*Experts Comptables*

**Ameenah Ramdin, FCCA, ACA**

Licensed by FRC

Port Louis,  
Mauritius.

29 JUN 2017



# **ANNEXES**

## Annexe I

### Indicateurs macro-économiques des Comores - en millions FC, sauf autre indication

	2012	2013	2014	2015	2016
<b>PIB au prix du marché</b>	<b>218 582</b>	<b>229 234</b>	<b>239 514</b>	<b>246 782</b>	<b>257 806</b>
Taux de croissance réel du PIB	3,0%	3,5%	2,1%	1,0%	2,1%
<b>Taux d'inflation</b>	<b>6,2%</b>	<b>1,6%</b>	<b>1,5%</b>	<b>1,3%</b>	<b>1,8%</b>
<b>Masse Monétaire</b>	<b>87 373</b>	<b>89 862</b>	<b>97 139</b>	<b>113 759</b>	<b>125 447</b>
Croissance de la masse monétaire	16,0%	2,8%	8,1%	17,1%	10,3%
<b>Epargne brute (Quasi-Monnaie)</b>	<b>30 871</b>	<b>32 985</b>	<b>34 886</b>	<b>37 380</b>	<b>41 180</b>
Epargne brute / PIB	14,1%	14,4%	14,6%	15,1%	16,0%
<b>Crédit Intérieur</b>	<b>49 330</b>	<b>59 694</b>	<b>67 525</b>	<b>64 417</b>	<b>85 399</b>
Crédit Intérieur / PIB	22,6%	26,0%	28,2%	26,1%	33,1%
<b>Crédits à l'économie</b>	<b>47 726</b>	<b>54 183</b>	<b>59 068</b>	<b>68 680</b>	<b>75 158</b>
Crédits à l'économie / PIB	21,8%	23,6%	24,7%	27,8%	29,2%
<b>Créances nettes à l'Etat par le système bancaire</b>	<b>1 604</b>	<b>5 511</b>	<b>8 457</b>	<b>- 4 264</b>	<b>10 241</b>
Créances nettes à l'Etat / Crédit Intérieur	3,3%	9,2%	12,5%	-6,6%	12,0%
<b>Avoirs Extérieurs Nets</b>	<b>62 737</b>	<b>56 567</b>	<b>57 566</b>	<b>79 363</b>	<b>69 048</b>
Réserves de change (en mois d'importation de biens et de services)	6,1	5,4	5,6	8	6,9
Fourchette des taux d'intérêt des crédits	7 - 14	7 - 14	7 - 14	7 - 14	7 - 14
Taux d'intérêt minimum sur les dépôts	1,75	1,75	1,75	1,75	1,75
Taux d'escompte	1,78	1,59	1,60	1,39	1,18
<b>Exportations de biens et services (BDP)</b>	<b>34 798</b>	<b>37 412</b>	<b>46 346</b>	<b>43 010</b>	<b>48 762</b>
<b>Importations de biens et services (BDP)</b>	<b>123 948</b>	<b>124 849</b>	<b>124 166</b>	<b>118 517</b>	<b>119 482</b>
<b>Achats de devises par le système bancaire</b>	<b>28 097</b>	<b>31 819</b>	<b>31 546</b>	<b>30 303</b>	<b>22 813</b>
<b>Ventes de devises par le système bancaire</b>	<b>16 747</b>	<b>17 256</b>	<b>18 177</b>	<b>23 534</b>	<b>20 458</b>
Achats de devises par le système bancaire (75%)	21 073	23 864	23 660	22 727	17 110
Transferts formels (100%)	21 126	22 235	26 070	28 538	28 539
Apports en nature (8,75% des achats de devises, ouis 10% à partir de 2011)	2 810	3 182	3 155	3 030	2 281
Billets euro thésaurisés (15% des achats de devises en 2004, 25% de 2005 à 2010, 30% à partir de 2011)	8 429	9 546	9 464	9 091	6 844
<b>TOTAL Envois des migrants</b>	<b>53 438</b>	<b>58 827</b>	<b>62 348</b>	<b>63 386</b>	<b>54 774</b>
Envois des migrants / PIB	24,4%	25,7%	26,0%	25,7%	21,2%
<b>Déficit/excédent du compte courant</b>	<b>- 15 616</b>	<b>- 22 617</b>	<b>- 16 093</b>	<b>- 1 099</b>	<b>- 20 179</b>
Déficit/excédent du compte courant en % du PIB	-7,1%	-9,9%	-6,7%	-0,4%	-7,8%
<b>Recettes de l'Etat</b>	<b>65 971</b>	<b>55 061</b>	<b>60 450</b>	<b>82 475</b>	<b>63 841</b>
Recettes de l'Etat / PIB	30,2%	24,0%	25,2%	33,4%	24,8%
<b>Recettes Intérieures</b>	<b>45 989</b>	<b>37 416</b>	<b>36 752</b>	<b>43 089</b>	<b>39 558</b>
Recettes intérieures / PIB	21,0%	16,3%	15,3%	17,5%	15,3%
<b>Dépenses de l'Etat</b>	<b>58 192</b>	<b>57 025</b>	<b>61 789</b>	<b>71 087</b>	<b>83 651</b>
Dépenses de l'Etat / PIB	26,6%	24,9%	25,8%	28,8%	32,4%
<b>Dépenses courantes de l'Etat</b>	<b>41 898</b>	<b>35 403</b>	<b>41 513</b>	<b>45 220</b>	<b>49 588</b>
Dépenses courantes de l'Etat / PIB	19,2%	15,4%	17,3%	18,3%	19,2%
<b>Déficit / Excédent de l'Etat (SBB)</b>	<b>6 810</b>	<b>- 4 360</b>	<b>- 5 236</b>	<b>11 388</b>	<b>- 19 810</b>
Déficit / Excédent global de l'Etat en % du PIB	3,1%	-1,9%	-2,2%	4,6%	-7,7%
<b>Solde Primaire</b>	<b>8 637</b>	<b>- 2 556</b>	<b>- 5 036</b>	<b>- 3 548</b>	<b>- 13 692</b>
Solde Primaire en % du PIB	4,0%	-1,1%	-2,1%	-1,4%	-5,3%
<b>Taux d'endettement public</b>	<b>52,0%</b>	<b>29,6%</b>	<b>28,7%</b>	<b>28,9%</b>	<b>31,5%</b>
<b>Taux de change USD/FC</b>	<b>382,82</b>	<b>370,55</b>	<b>370,84</b>	<b>443,59</b>	<b>444,80</b>

## Annexe II

## Évolution des principaux indicateurs macro-économiques mondiaux

## Évolution du Taux de croissance du PIB

(variation en %, sauf indications contraires)

	2013	2014*	2015*	2016*
Etats-Unis	1,5	2,4	2,4	1,6
Japon	1,6	0,0	0,5	1,0
Zone-Euro	-0,3	0,9	1,6	1,7
Royaume-Uni	1,7	2,9	2,2	1,8
Chine	7,7	7,3	6,9	6,7
<b>Afrique</b>				
UEMOA	6,1	6,5	6,6	6,3
CEMAC	1,3	4,9	2,5	1,9
Comores	3,5	2,1	1,0	2,1

\*Données provisoires

Sources: BCC, COCOZOF, FMI, OCDE

## Évolution du Taux d'inflation (IPC)

(variation en %, sauf indications contraires)

	2013	2014*	2015*	2016*
Etats-Unis	1,5	1,6	0,1	1,3
Japon	0,3	2,7	0,8	-0,1
Zone-Euro	1,3	0,4	0,0	0,2
Royaume-Uni	2,6	1,5	0,1	0,7
Chine	2,6	2,1	1,5	2,0
<b>Afrique (en moy annuelle)</b>				
UEMOA	1,5	-0,1	1,0	1,7
CEMAC	2,0	3,2	2,5	2,7
Comores	1,6	1,5	1,3	1,8

\*Données provisoires

Sources: BCC, COCOZOF, OCDE,

## Évolution du Solde budgétaire en % du PIB

	2013	2014*	2015*	2016*
Etats-Unis	-5,5	-5,1	-4,4	-3,2
Japon	-6,2	-5,4	-3,5	-4,2
Zone-Euro	-3,0	-2,6	-2,1	-1,5
Royaume-Uni	-5,7	-5,6	-4,4	-3,0
Chine	-0,5	-0,6	-1,3	-3,7
<b>Afrique (Solde Budgétaire de Base/PIB**)</b>				
UEMOA	-3,0	-3,2	-4,1	-4,0
CEMAC	1,2	-0,2	-2,2	-6,8
Comores	-1,9	-2,2	-2,7	-1,7

\*Données provisoires

\*\*SBB = recettes totales hors dons – dépenses totales hors investissement financé sur ressources extérieures

Sources: BCC, COCOZOF, OCDE,

## Évolution du Solde des transactions courantes en % du PIB

	2013	2014*	2015*	2016*
Etats-Unis	-2,3	-2,2	-2,7	-2,4
Japon	0,8	0,5	2,9	3,7
Zone-Euro	2,9	3,1	3,8	4,0
Royaume-Uni	-4,5	-5,1	-5,2	-4,4
Chine	1,6	2,7	3,1	1,8
<b>Afrique</b>				
UEMOA (hors dons)	-7,4	-6,0	-5,0	-8,3
CEMAC	-3,9	-5,3	-13,0	-7,7
Comores	-9,6	-9,1	0,6	-7,8

\*Données provisoires

Sources: BCC, COCOZOF, OCDE

## Annexe III

### Évolutions mensuelles du franc comorien par rapport à quelques devises en 2016

Devises	Dollar E.U	Yen Japonais	£. Sterling	Franc suisse	Dollar Canadien	Rand Sud Africain	Yuan (Chine)	D.T.S.
Moyenne 2015	443,53	3,67	641,95	460,95	347,41	34,94	70,59	620,54
Janvier	453,02	3,83	651,97	449,66	318,48	27,70	68,91	626,08
Février	443,14	3,86	634,74	446,30	320,62	28,11	67,65	617,78
Mars	443,32	3,92	630,57	450,53	334,74	28,73	68,12	618,36
Avril	433,87	3,96	620,94	450,12	337,90	29,69	66,97	611,32
Mai	435,02	3,99	632,52	444,88	336,37	28,38	66,60	613,45
Juin	438,17	4,15	622,36	451,74	339,21	29,05	66,42	616,79
Juillet	444,45	4,27	584,95	422,67	340,97	30,85	66,56	618,01
Août	438,70	4,33	575,01	452,12	338,08	31,96	65,99	613,84
Septembre	438,79	4,31	577,24	450,57	335,19	31,27	65,75	613,72
Octobre	446,23	4,30	550,36	451,90	337,11	32,03	66,30	616,18
Novembre	456,17	2,94	567,19	457,46	338,98	32,71	66,64	622,02
Décembre	466,71	4,02	582,61	457,63	349,36	33,66	67,41	628,68
Moyenne 2016	444,80	3,99	602,54	448,80	335,59	30,35	66,95	618,02

Parité fixe de l'Euro par rapport au Franc CFA et au Franc comorien : **1 Euro = 655,957 F CFA**

**1 Euro = 491,96775 FC**

Sources : Banque Centrale des Comores, Directions des Etudes Economiques Monétaires et Financières; Banque de France

## Annexe IV

### Exécution du budget de l'État

	2012	2013	2014	2015	2016**
<b>Recettes intérieures</b>	<b>45 989</b>	<b>37 416</b>	<b>36 752</b>	<b>43 089</b>	<b>39 558</b>
- Fiscales	26 849	29 236	29 940	28 942	35 364
- Non-fiscales	19 139	8 180	6 812	14 147	4 194
<b>Dépenses courantes</b>	<b>31 604</b>	<b>32 857</b>	<b>38 319</b>	<b>42 708</b>	<b>45 799</b>
- Traitements et salaires	18 278	18 582	21 423	23 713	24 640
- Biens et Services	8 932	9 047	11 808	12 099	13 079
- Transferts	4 394	5 227	5 087	6 896	8 080
<b>Dépenses d'Investissement financées sur ressources intérieures courantes</b>	<b>5 747</b>	<b>7 116</b>	<b>3 470</b>	<b>3 929</b>	<b>7 451</b>
<b>Solde Primaire</b>	<b>8 637</b>	<b>-2 556</b>	<b>-5 036</b>	<b>-3 548</b>	<b>-13 692</b>

\* A partir de 2003, Anjouan inclus \*\* Chiffres provisoires

Source: Ministère des Finances, Trésorerie Générale

## Annexe V

Évolutions mensuelles du franc comorien  
par rapport à quelques devises en 2016

2014	Jan	Fév	Mar	Avr	Mai	Jun	Jul	Aut	Sep	Oct	Nov	Déc
Avances à l'Etat (EONIA+1,5)	1,710	1,660	1,690	1,750	1,760	1,578	1,543	1,522	1,504	1,493	1,501	1,461
Dépôts des BEF non soumises Res,Obl (EONIA - 1/8)*	0,085	0,035	0,065	0,125	0,135	-0,048	-0,083	-0,103	-0,121	-0,132	-0,124	-0,164
Dépôts des BEF soumises Res,Obligatoires												
-Réserves libres (EONIA - 1/8)	0,085	0,035	0,065	0,125	0,135	-0,048	-0,083	-0,103	-0,121	-0,132	-0,124	-0,164
-Réserves obligatoires (EONIA -1,25)	-1,045	-1,090	-1,060	-1,000	-0,990	-1,173	-1,208	-1,228	-1,246	-1,257	-1,249	-1,289
Escompte Banq. Centrale (EONIA+1,5)	1,710	1,660	1,690	1,750	1,760	1,578	1,543	1,522	1,504	1,493	1,501	1,461
Comptes sur livret	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750
Dép. à terme inférieurs à 3 mois	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750
Dép. à terme supérieurs à 3 mois	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750
Taux débiteurs	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14
EONIA	0,210	0,160	0,190	0,250	0,260	0,078	0,043	0,022	0,004	-0,007	0,001	-0,039
Prêt Marginal	0,750	0,750	0,750	0,750	0,750	0,400	0,400	0,400	0,300	0,300	0,300	0,300
EURIBOR 1 mois	0,224	0,225	0,231	0,253	0,259	0,150	0,096	0,085	0,016	0,008	0,010	0,023
EURIBOR 6 mois	0,396	0,387	0,406	0,430	0,418	0,333	0,305	0,292	0,197	0,183	0,182	0,176
EURIBOR 12 mois	0,562	0,550	0,576	0,604	0,593	0,510	0,487	0,469	0,360	0,337	0,335	0,329

\* En janvier 2009, le taux de rémunération des comptes d'épargne est passé de 2,5% à 2%, le taux de rémunération des réserves obligatoires de EONIA - 1/4 à EONIA - 1,25, le taux de rémunération des réserves libres étant maintenu à EONIA - 1/8, ainsi que les taux débiteurs à [7,0/14,0]%. Le 1er juillet 2009, le taux de rémunération des comptes d'épargne a été abaissé à 1,75%.

2015	Jan	Fév	Mar	Avr	Mai	Jun	Jul	Aut	Sep	Oct	Nov	Déc
Avances à l'Etat (EONIA+1,5)	1,460	1,470	1,451	1,425	1,402	1,381	1,382	1,380	1,364	1,361	1,365	1,296
Dépôts des BEF non soumises Res,Obl (EONIA - 1/8)*	-0,165	-0,155	-0,174	-0,200	-0,223	-0,244	-0,243	-0,245	-0,261	-0,264	-0,260	-0,329
Dépôts des BEF soumises Res,Obligatoires												
-Réserves libres (EONIA - 1/8)	-0,165	-0,155	-0,174	-0,200	-0,223	-0,244	-0,243	-0,245	-0,261	-0,264	-0,260	-0,329
-Réserves obligatoires (EONIA -1,25)	-1,290	-1,280	-1,299	-1,325	-1,348	-1,369	-1,368	-1,370	-1,386	-1,389	-1,385	-1,454
Escompte Banq. Centrale (EONIA+1,5)	1,460	1,470	1,451	1,425	1,402	1,381	1,382	1,380	1,364	1,361	1,365	1,296
Comptes sur livret	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750
Dép. à terme inférieurs à 3 mois	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750
Dép. à terme supérieurs à 3 mois	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750
Taux débiteurs	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14
EONIA	-0,040	-0,030	-0,049	-0,075	-0,098	-0,119	-0,118	-0,120	-0,136	-0,139	-0,135	-0,204
Prêt Marginal	0,300	0,300	0,300	0,300	0,300	0,300	0,300	0,300	0,300	0,300	0,300	0,300
EURIBOR 1 mois	0,006	0,001	-0,010	-0,028	-0,049	-0,064	-0,071	-0,087	-0,105	-0,116	-0,140	-0,190
EURIBOR 6 mois	0,153	0,126	0,097	0,074	0,057	0,049	0,049	0,044	0,035	0,020	-0,016	-0,039
EURIBOR 12 mois	0,300	0,255	0,213	0,182	0,166	0,163	0,167	0,162	0,154	0,129	0,078	0,060

\* En janvier 2009, le taux de rémunération des comptes d'épargne est passé de 2,5% à 2%, le taux de rémunération des réserves obligatoires de EONIA - 1/4 à EONIA - 1,25, le taux de rémunération des réserves libres étant maintenu à EONIA - 1/8, ainsi que les taux débiteurs à [7,0/14,0]%. Le 1er juillet 2009, le taux de rémunération des comptes d'épargne a été abaissé à 1,75%.

2016	Jan	Fév	Mar	Avr	Mai	Jun	Jul	Aut	Sep	Oct	Nov	Déc
Avances à l'Etat (EONIA+1,5)	1,273	1,260	1,207	1,162	1,162	1,167	1,172	1,160	1,157	1,153	1,151	1,150
Dépôts des BEF non soumises Res,Obl (EONIA - 1/8)*	-0,352	-0,365	-0,418	-0,463	-0,463	-0,458	-0,453	-0,465	-0,468	-0,472	-0,474	-0,475
Dépôts des BEF soumises Res,Obligatoires												
-Réserves libres (EONIA - 1/8)	-0,352	-0,365	-0,418	-0,463	-0,463	-0,458	-0,453	-0,465	-0,468	-0,472	-0,474	-0,475
-Réserves obligatoires (EONIA -1,25)	-1,477	-1,490	-1,543	-1,588	-1,588	-1,583	-1,578	-1,590	-1,593	-1,597	-1,599	-1,600
Escompte Banq. Centrale (EONIA+1,5)	1,273	1,260	1,207	1,162	1,162	1,167	1,172	1,160	1,157	1,153	1,151	1,150
Comptes sur livret	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750
Dép. à terme inférieurs à 3 mois	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750
Dép. à terme supérieurs à 3 mois	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750	1,750
Taux débiteurs	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14	7,0/14
EONIA	-0,227	-0,240	-0,293	-0,338	-0,338	-0,333	-0,328	-0,340	-0,343	-0,347	-0,349	-0,350
Prêt Marginal	0,300	0,300	0,250	0,250	0,250	0,250	0,250	0,250	0,250	0,250	0,250	0,250
EURIBOR 1 mois	-0,221	-0,247	-0,310	-0,341	-0,348	-0,356	-0,369	-0,370	-0,371	-0,371	-0,373	-0,370
EURIBOR 6 mois	-0,060	-0,116	-0,133	-0,138	-0,145	-0,162	-0,188	-0,189	-0,199	-0,207	-0,215	-0,218
EURIBOR 12 mois	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

\* En janvier 2009, le taux de rémunération des comptes d'épargne est passé de 2,5% à 2%, le taux de rémunération des réserves obligatoires de EONIA - 1/4 à EONIA - 1,25, le taux de rémunération des réserves libres étant maintenu à EONIA - 1/8, ainsi que les taux débiteurs à [7,0/14,0]%. Le 1er juillet 2009, le taux de rémunération des comptes d'épargne a été abaissé à 1,75%.

## Annexe VI

### Évolution de la Balance des paiements

PERIODE: 1er janvier au 31 décembre	2014			2015			2016		
	Crédit	Débit		Crédit	Débit		Crédit	Débit	
<b>Compte des transactions courantes</b>	<b>-16 093</b>			<b>-1 099</b>			<b>-20 179</b>		
<b>Biens</b>	<b>-79 536</b>	9 603	-89 139	<b>-74 647</b>	7 519	-82 166	<b>-68 167</b>	13 682	-81 849
Marchandises generales	-80 218			-75 054			-68 647		
Exportations FAB	8 921			7 112			13 202		
Importations FAB	-89 139			-82 166			-81 849		
Biens importés ou exportés pour transformation	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Reparations de biens	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Achats de biens dans les ports par les transporteurs	682	682	0	407	407	0	480	480	0
Or non monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Services</b>	<b>1 716</b>	36 743	-35 027	<b>-860</b>	35 492	-36 352	<b>-2 553</b>	35 081	-37 633
<b>Transports</b>	<b>-16 587</b>	2 426	-19 013	<b>-15 720</b>	2 391	-18 111	<b>-16 221</b>	2 342	-18 563
Transports maritimes	-11 335	0	-11 335	-9 898	0	-9 898	-9 804	0	-9 804
Transports aériens	-5 252	2 426	-7 678	-5 822	2 391	-8 213	-6 417	2 342	-8 759
Autres transports	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Voyages</b>	<b>14 065</b>	22 818	-8 753	<b>13 974</b>	22 601	-8 627	<b>12 497</b>	22 350	-9 853
Voyages à titre professionnel	165	1 225	-1 060	1 209	1 447	-238	1 233	1 462	-229
Voyages à titre personnel	13 899	21 593	-7 693	12 765	21 154	-8 389	11 264	20 888	-9 624
<b>Services de communication</b>	<b>7 143</b>	8 034	-891	<b>7 092</b>	8 102	-1 010	<b>6 671</b>	7 828	-1 157
Services de construction	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Services d'assurance	-3 206	50	-3 256	-2 912	50	-2 962	-2 902	56	-2 958
Services financiers (autres qu' assurances)	0	0	0	0	0	0	425	488	-62
Services informatique et d'information	-1 038	0	-1 038	-1 740	0	-1 740	-1 184	0	-1 184
Redevances et droits de licence	-115	0	-115	357	701	-344	-284	0	-284
Autres services aux entreprises	-1 821	0	-1 821	-2 998	99	-3 096	-2 980	112	-3 092
Services personnels, culturels et recreatifs	-92	0	-92	-96	0	-96	-106	0	-106
Services fournis ou recus par les administrations publiques, n.c.a	3 367	3 414	-48	1 183	1 548	-364	1 532	1 904	-373
<b>Revenus</b>	<b>1 669</b>	2 605	-936	<b>2 222</b>	2 716	-494	<b>2 453</b>	3 414	-961
Remuneration des salaires (y compris frontaliers, saisonniers)	1 111	1 111	0	1 156	1 156	0	1 688	1 688	0
<b>Revenus des investissements</b>	<b>558</b>	1 494	-936	<b>1 067</b>	1 561	-494	<b>765</b>	1 726	-961
Revenus des investissements directs	-871	0	-871	-367	0	-367	-797	0	-797
Revenus des investissements de portefeuille	102	102	0	107	107	0	118	118	0
Autres investissements	1 328	1 392	-64	1 326	1 454	-127	1 444	1 607	-164
<b>Transferts courants</b>	<b>60 057</b>	<b>80 020</b>	<b>-19 962</b>	<b>72 186</b>	<b>102 088</b>	<b>-29 902</b>	<b>48 087</b>	<b>73 576</b>	<b>-25 489</b>
Administrations publiques	8 566	8 766	-200	27 462	27 671	-209	4 015	4 226	-211
Autres secteurs (secteur privé)	51 491	71 253	-19 762	44 724	74 417	-29 693	44 072	69 350	-25 278
<b>Compte de capital et d'operations financieres</b>	<b>14 456</b>			<b>-119</b>			<b>24 165</b>		
<b>Compte de Capital</b>	<b>17 855</b>	17 855	0	<b>13 772</b>	13 772	0	<b>8 370</b>	8 370	0
Transferts de capital	17 845	17 845	0	7 463	7 463	0	8 370	8 370	0
Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	10	10	0	6 309	6 309	0	0	0	0
<b>Compte des operations financieres</b>	<b>-3 399</b>			<b>-13 890</b>			<b>15 796</b>		
<b>Investissements directs</b>	<b>1 735</b>			<b>2 189</b>			<b>1 186</b>		
A l' étranger (par des residents)	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dans l'economie declarante (par des non-residents)	1 735			2 189			1 186		
<b>Investissements de portefeuille</b>	<b>0</b>			<b>0</b>			<b>1</b>		
Avoirs	0	0	0	0	0	0	1	1	0
Engagements	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Produits financiers derives (net)</b>	<b>0</b>			<b>0</b>			<b>0</b>		
Produits financiers derives, avoirs	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Produits financiers derives, engagements	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Autres investissements</b>	<b>2 358</b>			<b>5 185</b>			<b>-1 646</b>		
<b>Avoirs</b>	<b>4 937</b>			<b>-3 242</b>			<b>-9 495</b>		
Credits commerciaux	-274			419			-1 481		
Prets	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Monnaie fiduciaire et depots	-653			-2 680			328		
Autres avoirs	5 865			-981			-8 342		
<b>Engagements</b>	<b>-2 579</b>			<b>8 428</b>			<b>7 849</b>		
Credits commerciaux	-376			-534			-601		
Prets	-2 348			8 853			5 240		
Monnaie fiduciaire et depots	254			395			-54		
Autres engagements	-110			-286			3 264		
<b>Avoirs de reserve</b>	<b>-7 492</b>			<b>-21 264</b>			<b>16 254</b>		
Or monétaire	-36			5			-39		
Droits de tirages speciaux	1 212			-288			2 205		
Position de reserve au FMI	-22			-23			-1 397		
Devises etrangeres	-8 416			-20 977			15 461		
Autres creances	-231			18			24		
<b>Erreurs et omissions nettes</b>	<b>1 638</b>			<b>1 217</b>			<b>-3 986</b>		

Sources : Banque Centrale des Comores, Directions des Etudes Economiques Monétaires et Financières

## Annexe VII

## Évolution des échanges commerciaux

EXPORTATIONS	2013		2014		2015		2016*	
	En Tonne	En Millions FC	En Tonne	En Millions FC	En Tonne	En Millions FC	En Tonne	En Millions FC
Vanille	89	1 413	27	640	34	1 087	20	2 009
Girofle	1 422	3 380	3 058	5 145	1 690	3 057	4 181	8 442
Ylang-Ylang	39	797	29	900	26	862	20	479
Autres essences	0	0	0	0	0	0	0	19
Autres produits	0	0	3	80	6	168	3	346
Divers	1 434	1 399	4 057	4 115	1 369	1 937	4 361	1 907
<b>Total</b>	<b>2 984</b>	<b>6 989</b>	<b>7 174</b>	<b>10 880</b>	<b>3 124</b>	<b>7 112</b>	<b>8 586</b>	<b>13 202</b>

IMPORTATIONS	2013		2014*		2015*		2016*	
	En Tonne	En Millions FC	En Tonne	En Millions FC	En Tonne	En Millions FC	En Tonne	En Millions FC
Riz	51 815	10 770	51 358	11 890	61 700	12 137	100 242	15 039
Viande, poisson	8 692	4 555	11 721	6 300	13 212	7 064	13 287	6 950
Farine	10 201	2 412	11 250	2 579	12 039	2 676	13 820	3 031
Sucre	5 138	1 461	1 347	332	8 328	1 899	9 378	2 214
Produits laitiers	3 972	2 086	4 118	2 287	7 197	2 486	4 693	2 383
Autres produits alimentaires	9 667	2 329	9 732	2 209	12 247	3 154	10 303	2 574
Produits pharma	248	700	501	1 645	205	782	328	935
Tissus confection	1 575	729	1 042	702	1 215	563	1 417	636
Produits pétroliers	60 480	26 244	53 934	20 791	58 305	17 873	68 582	16 131
Ciment	144 686	6 007	147 755	6 786	147 492	6 772	131 376	5 275
Véhicules	5 871	10 003	6 211	12 299	5 881	7 911	6 501	8 523
Fer, fonte, acier	14 395	4 563	10 315	3 423	12 693	4 095	13 702	4 095
Autres produits	63 315	33 556	65 204	31 940	62 458	27 323	50 127	27 123
<b>Total</b>	<b>380 054</b>	<b>105 416</b>	<b>374 490</b>	<b>103 183</b>	<b>402 973</b>	<b>94 736</b>	<b>423 756</b>	<b>94 910</b>

\* Données provisoires

## Annexe VIII

### Évolution de la masse monétaire et de ses contreparties

Masse Monétaire	déc.-12	déc.-13	déc.-14	déc.-15	mars-16	juin-16	sept.-16	déc.-16
Monnaie	56 501	56 878	62 252	76 379	76 350	76 110	84 610	84 267
- billets et pièces en circulation.	21 755	21 740	24 693	30 387	27 785	28 645	29 672	28 727
- dépôts à vue	34 747	35 138	37 560	45 992	48 565	47 465	54 938	55 541
Quasi - monnaie	30 871	32 985	34 886	37 380	39 125	39 720	40 339	41 180
<b>Total</b>	<b>87 373</b>	<b>89 862</b>	<b>97 139</b>	<b>113 759</b>	<b>115 475</b>	<b>115 830</b>	<b>124 949</b>	<b>125 447</b>

Contreparties de la Masse Monétaire	déc.-12	déc.-13	déc.-14	déc.-15	mars-16	juin-16	sept.-16	déc.-16
Avoirs extérieurs	62 737	56 567	57 566	79 363	74 544	68 668	74 692	69 048
Créances sur l'Etat	1 604	5 511	8 457	-4 264	2 169	4 999	7 531	10 241
Crédits à l'économie	47 726	54 183	59 068	68 680	69 353	72 351	72 765	75 158
Autres postes	-24 694	-26 398	-27 953	-30 020	-30 590	-30 187	-30 039	-29 000
<b>Total</b>	<b>87 373</b>	<b>89 862</b>	<b>97 139</b>	<b>113 759</b>	<b>115 475</b>	<b>115 830</b>	<b>124 949</b>	<b>125 447</b>

Source: Banque Centrale des Comores; Direction des Etudes Economiques Monétaires et Financières

## Annexe IX 1/2

### Évolution de la situation monétaire et financière

SITUATION DES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	déc.-12	mars-13	juin-13	sept.-13	déc.-13	mars-14	juin-14	sept.-14	déc.-14
RÉSERVES	31 314,045	28 302,817	22 974,366	24 132,558	23 222,869	27 007,844	21 179,189	27 474,077	28 950,052
CRÉANCES SUR LES AUTORITÉS MONÉTAIRES:									
TITRES	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
AUTRES CRÉANCES SUR LES AUTORITÉS MONÉTAIRES	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
ACTIFS EXTÉRIEURS	5 523,985	4 541,452	5 634,149	9 572,905	10 787,319	7 361,634	7 858,739	8 452,891	4 922,753
CRÉANCES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	664,134	694,160	736,499	776,207	807,883	830,605	853,668	866,894	910,494
CRÉANCES SUR LES ADMINISTRATIONS D'ÉTATS FÉDÉRÉS ET LOCALES	188,263	182,665	171,301	162,572	153,597	144,382	135,029	125,460	166,186
CRÉANCES SUR LES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES PUBLIQUES	511,942	2 947,453	1 849,613	509,060	986,118	2 392,735	2 054,060	2 229,825	860,884
CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ	46 124,559	47 863,278	51 933,106	52 674,812	51 990,895	51 590,356	55 748,145	54 604,931	57 293,895
CRÉANCES SUR LES AUTRES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES	0,000	0,000	0,000	0,000	97,207	7,520	10,485	19,871	21,067
DÉPÔTS À VUE	34 201,411	34 501,027	32 845,724	35 800,044	34 476,996	35 867,320	33 179,063	38 009,260	36 395,968
DÉPÔTS À TERME, DÉPÔTS D'ÉPARGNE ET DÉPÔTS EN DEVISES	30 907,176	31 123,722	31 519,306	32 012,352	33 172,987	32 457,618	32 708,566	33 934,806	35 042,213
INSTRUMENTS DU MARCHÉ MONÉTAIRE	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
DÉPÔTS RESTRICTIFS	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
ENGAGEMENTS EXTÉRIEURS	4 958,663	4 836,302	4 785,971	4 922,433	4 462,639	4 914,167	4 823,100	4 749,180	4 353,074
DÉPÔTS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	997,082	933,743	884,715	779,037	1 008,993	869,134	1 204,949	898,342	1 308,754
CRÉDITS DES AUTORITÉS MONÉTAIRES	1,934	1,934	1,934	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
ENGAGEMENTS ENVERS LES AUTRES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
COMPTES DE CAPITAL	11 912,751	12 470,386	12 377,878	12 033,535	12 469,225	12 958,390	12 817,723	13 294,969	13 954,498
AUTRES POSTES (NET)	1 347,911	643,000	904,581	2 294,395	2 455,048	2 268,449	3 105,913	2 887,391	2 070,823
Vérification Verticale SFI	0	52	0	0	0	0	0	0	0

Source: Banque Centrale des Comores; Direction des Etudes Economiques Monétaires et Financières



## Annexe IX 2/2

## Évolution de la situation monétaire et financière

SITUATION DES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS	mars-15	juin-15	sept-15	déc.-15	mars-16	juin-16	sept.-16	déc.-16
RÉSERVES	32 295,648	24 913,650	26 390,177	30 350,549	34 796,370	30 460,945	33 466,713	30 959,662
CRÉANCES SUR LES AUTORITÉS MONÉTAIRES: TITRES	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
AUTRES CRÉANCES SUR LES AUTORITÉS MONÉTAIRES	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
ACTIFS EXTÉRIEURS	3 667,077	3 796,127	5 736,273	5 904,135	5 138,493	5 347,791	9 898,065	14 245,724
CRÉANCES SUR L'ADMINISTRATION CENTRALE	923,824	938,738	959,187	1 005,614	772,112	824,012	827,016	3 861,184
CRÉANCES SUR LES ADMINISTRATIONS D'ÉTATS FÉDÉRÉS ET LOCALES	152,579	140,278	127,683	110,097	95,180	0,263	0,266	0,000
CRÉANCES SUR LES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES PUBLIQUES	788,041	859,416	756,121	797,057	377,999	420,724	396,938	2 898,641
CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ	59 220,326	63 581,309	64 661,646	66 870,359	67 907,159	70 958,332	71 186,447	71 311,325
CRÉANCES SUR LES AUTRES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES	20,069	19,922	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
DÉPÔTS À VUE	38 105,463	36 415,094	40 672,306	43 823,206	46 066,579	44 525,870	52 281,256	52 722,811
DÉPÔTS À TERME, DÉPÔTS D'ÉPARGNE ET DÉPÔTS EN DEVICES	36 022,045	36 498,436	37 146,517	37 510,258	39 295,510	39 777,958	40 661,172	41 820,955
INSTRUMENTS DU MARCHÉ MONÉTAIRE	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
DÉPÔTS RESTRICTIFS	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
ENGAGEMENTS EXTÉRIEURS	4 978,175	4 474,506	3 949,348	4 066,731	4 000,761	4 722,677	4 263,054	7 331,178
DÉPÔTS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE	1 625,930	1 241,829	1 077,024	1 896,856	2 294,784	1 353,882	1 428,617	4 600,806
CRÉDITS DES AUTORITÉS MONÉTAIRES	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
ENGAGEMENTS ENVERS LES AUTRES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
COMPTES DE CAPITAL	13 918,998	13 659,961	13 892,171	15 086,567	15 038,405	14 943,758	14 873,352	15 032,083
AUTRES POSTES (NET)	2 416,952	1 959,613	1 893,721	2 654,196	2 391,272	2 687,922	2 267,994	1 768,702
Vérification Verticale SFI	0	0	0	0	0	0	0	0

Source: Banque Centrale des Comores  
Direction des Etudes Economiques Monétaires et Financières

#### 1. LES BANQUES, TELLES QUE DÉFINIES AUX ARTICLES 4 ET 5 DE LA LOI N°80-07 PORTANT RÉGLEMENTATION DES BANQUES ET ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS,

##### BANQUE POUR L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE-COMORES ( BIC-C)

Place de France

B.P 175 Moroni, Union des Comores

Tél : (269) 773 02 43 / Fax : (269) 773 12 29

Tél : (269) 771 01 71 / Fax : (269) 771 10 64

##### BANQUE DE DEVELOPPEMENT DES COMORES ( BDC )

Place de France

B.P 298 Moroni, Union des Comores

Tél : (269) 773 08 18 / Fax : (269) 773 03 97

Tél : (269) 771 04 84

Tél : (269) 772 10 69 / Fax : (269) 772 49 99

##### EXIM BANK

Place de France

B.P 8298 Moroni, Union des Comores

Tél : (269) 773 94 01 / Fax : (269) 773 94 00

Tél : (269) 771 12 68

##### BANQUE FEDERALE DU COMMERCE (BFC)

Place de France

B.P 6274 Moroni, Union des Comores

Tél : (269) 773 88 80 / 81 / 82

## 2. LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES DÉCENTRALISÉES, TELLES QUE DÉFINIES PAR LE DÉCRET N° 04-069/PR PORTANT RÉGLEMENTATION DES INSTITUTION FINANCIÈRES DÉCENTRALISÉES DU 22 JUIN 2004

### UNION DES MECK ( 13 MECK de base affiliées)

B.P 1234 Moroni, Union des Comores

Tél : (269) 773 36 40 / Fax : (269) 773 36 40

### UNION REGIONALE DES SANDUK D'ANJOUAN ( 32 caisses affiliées)

B.P 47 Domoni, Union des Comores

Tél : (269) 771 95 20 / 771 04 93

### UNION REGIONALE DES SANDUK DE MOHELI ( 4 caisses affiliées)

B.P 54 Fomboni, Union des Comores

Tél : (269) 772 02 24 / 762 40 53

## 3. LES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS, TELS QUE DÉFINIS À L'ARTICLE 2 DE LA LOI N°80-07 PORTANT RÉGLEMENTATION DES BANQUES ET ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS

### SOCIETE NATIONALE DES POSTES ET DES SERVICES FINANCIERS ( SNPSF)

Moroni Port

Moroni, Union des Comores

Tél : (269) 774 43 01 / Fax : (269) 773 80 30

\* CAISSE NATIONALE D'EPARGNE ( CNE ) - COMPTES CHEQUES POSTAUX ( CCP)

\* TRANSFERTS INTERNATIONAUX D'ARGENT

\* OPERATIONS DE CHANGE EN EURO

### MAISON COMORIENNE DES TRANSFERTS ET DES VALEURS (MCTV)

B.P 1360 Moroni, Union des Comores

Tél : (269) 773 88 06 / 773 87 85 / 763 50 54

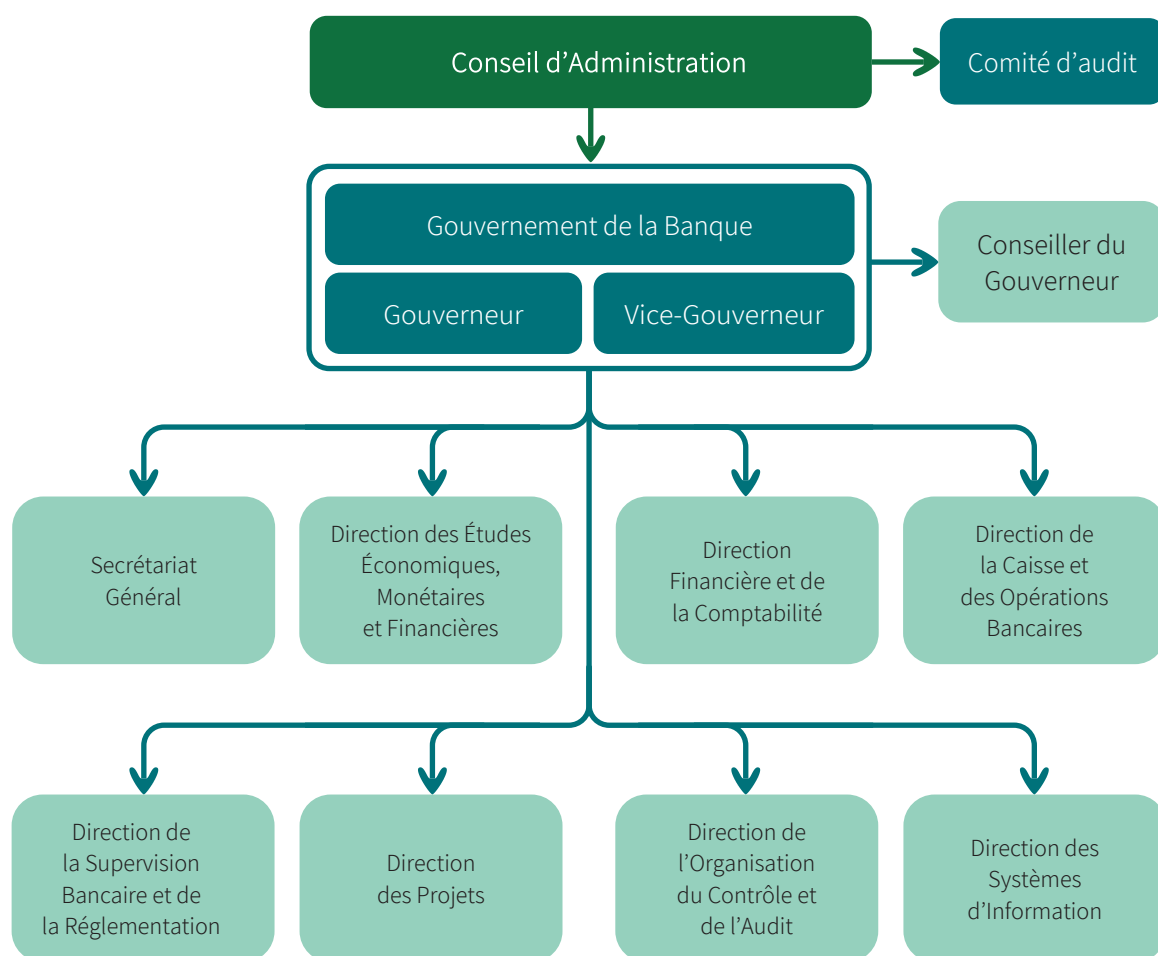
COMORES ASSISTANCE INTERNATIONALE (CASI)

B.P 117 Mustamudu, Union des Comores

Tél : (269) 771 17 67

## Annexe IX

### Organigramme de la Banque Centrale des Comores 3 Juillet 2017



### CONSEIL D'ADMINISTRATION

Mr Salim A. ABDALLAH, Président

Mr Ali MLAHAILI

Mme Sitti-Soifat ALFEINE-TADJIDDINE

Mme Salima HAMIDI

Mr Louis BERTHELOT

Mr Samuel GOLDSTEIN

Mr Christian MASSON

Mr Daniel LUBETH

### COMITÉ D'AUDIT

Sitti-Soifat ALFEINE-TADJIDDINE, Présidente

Said Hassane CHARIF (censeur)

Pascal FOURCAUT (censeur)

Jean-Charles NORMAND (expert auditeur)

### GOUVERNORAT DE LA BANQUE

Gouverneur: Dr Younoussa Imani

Vice-Gouverneur: Poste vacant

### CONSEILLER DU GOUVERNEUR

Mr Michel Kahn

### SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

Mme Faouzia ALI

### DIRECTION FINANCIÈRE ET DE LA COMPTABILITÉ

Mme Zainaba MZE MOUIGNI

### DIRECTION DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES, MONÉTAIRES ET FINANCIÈRES

Mr Omar SOILHI

### DIRECTION DE L'ORGANISATION, DU CONTRÔLE ET DE L'AUDIT

Mr Fahar-Eddine MOHAMED

### DIRECTION DE LA SUPERVISION BANCAIRE ET DE LA RÉGLEMENTATION

Mr Abdoulhakim SAID AHMED

### DIRECTION DE LA CAISSE ET DES OPÉRATIONS BANCAIRES

Mme Aida AMADA

### DIRECTION DES PROJETS

Mme Roukiat ANSALY-SOIFFA

### DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION

Mr Riadh CHOUZOUR

## NOTES

**NOTES**

Handwriting practice lines consisting of 30 horizontal dotted lines.

## NOTES



NOTES

Lined area for notes, consisting of horizontal dotted lines.

**NOTES**

Handwriting practice lines consisting of 30 horizontal dotted lines.



créations nextez

BANQUE CENTRALE  
DES COMORES